

Caroline SALAÜN

Mémoire de recherche

Master II Territoire et Environnement

Magistère III d'Aménagement



LES PARCS NATURELS RÉGIONAUX, RÉSERVES ET PARCS NATIONAUX SONT- ILS DE BONS OUTILS DE PROTECTION DE LA NATURE ?

**ÉVALUATION DE « L'EFFICACITÉ » DES ZONES PROTÉGÉES : PROTECTION
AU SEIN DES LIMITES ET IMPACTS DES POLITIQUES DE SENSIBILISATION A
L'ENVIRONNEMENT DES ZONES PROTÉGÉES HORS DE CES LIMITES.**

Les zones protégées peuvent-elles modifier le rapport des publics
fréquentant, ayant fréquenté ou habitant ces zones face à la nature
ordinaire, dans leurs comportements quotidiens ?

REALISE SOUS LA DIRECTION DE MONSIEUR FRANÇOIS BOTTÉ

Septembre 2006



REMERCIEMENTS

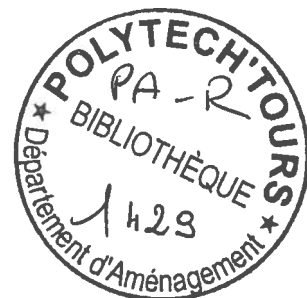
Je souhaite remercier tout d'abord mon tuteur de mémoire, Mr François BOTTE, pour sa disponibilité en toutes saisons et contre tous vents, ses orientations, ses aides méthodologiques et ses nombreux apports bibliographiques.

J'adresse ensuite un grand merci à Mr Gilles SALAÜN pour ses abondantes relectures et leur célérité, pour ses observations judicieuses et fructueuses, et finalement ses réseaux informatiques zélés et indispensables. Je renouvelle mon grand merci à destination de Mme Michelle SALAÜN pour son soutien, sa grande disponibilité, ses records d'idées logistiques et, pour ses dons orthographiques que j'ai pourtant rudement mis à l'épreuve.

Je remercie encore Emmanuelle REUNGOAT pour son expérience, sa lumineuse suggestion concernant le traitement des questionnaires, et pour sa précieuse et divertissante relecture. Je remercie également Julien pour ses prodigieuses facultés Internautiques, concours essentiel à ce mémoire. Je remercie aussi Gaëlle LEDREAU, pour ses annotations éclairées et la Communauté de Communes de Crozon pour son soutien matériel et logistique. Finalement, merci à Mme HOUDAULT de la CARENE d'avoir répondu aussi exhaustivement que possible à ma demande, et le Parc Naturel de la Brière d'avoir finalement accepté de participer par l'envoi des Journaux du Parc.

Merci enfin à tous les enquêtés qui ont bien voulu répondre.

Par contre, je ne remercierai ni mon ordinateur d'avoir succombé dix jours avant la remise du rapport, ni ma capricieuse imprimante.



INTRODUCTION

Tout au long de ce mémoire, le but sera de décortiquer et d'évaluer l'efficacité des zones protégées. C'est-à-dire : savoir s'ils aboutissent à des résultats en terme de protection de la nature. Mais tout d'abord, la protection de la nature est-elle quantifiable ? Existe-t-il des indicateurs de celle-ci ?

En terme scientifique, on peut effectivement quantifier le nombre d'espèces qui apparaissent et disparaissent, c'est ce que l'on a nommé la biodiversité. Pourtant cela est très complexe car il existe une foule d'espèces microtésiamales (mousses, insectes...) qu'on ne recense pas forcément soit par manque de connaissance, soit parce qu'elles sont associées aux espèces majeures de taille importante qui sont recensées. Mais, ces dernières sont-elles celles qu'il convient de sauvegarder ? La population importante qui fréquente les zones protégées, est-elle compatible avec une bonne préservation des équilibres des écosystèmes ? Cette préservation est-elle suffisante compte tenu des problèmes d'environnement globaux actuels ? Les espèces protégées ne vont-elles pas disparaître « étouffées » dans les pollutions mondiales ?

Au vu de ces questions, l'efficacité des zones protégées, c'est-à-dire savoir si elles sont de bons outils de protection de la nature dans sa globalité, de protection de l'action de l'homme sur la nature, n'est pas prouvée et loin d'être certaine. La dernière question met en exergue un paradoxe primordial : le contexte mondial des problèmes d'environnement et une action de protection locale et limitée dans l'espace. Les pollutions ne se préoccupent pas des frontières, les enjeux sont planétaires, et l'action locale reste circonscrite à des limites souvent administratives... Est-elle alors suffisante ?

Nous partons, en effet, du constat que définir une zone protégée, c'est mettre en place une limite géographique à l'action de protection et de préservation. Quel est donc alors l'intérêt de mettre en place un contour perméable aux pollutions, quand les écosystèmes sont tous en relation ?

Nous le verrons, cette frontière est supposée être le garant d'espace pour les espèces animales et végétales, de leurs habitats et permettre de stabiliser les écosystèmes et leurs équilibres. Pourtant, on observe la remise en cause de ces limites et de ces équilibres au fil du temps.

Pourquoi ces remises en cause ? Peut-être par manque de critères scientifiques fiables qui définissent la mise en place de la limite...

Peut-être parce que cette limite perméable aux pollutions, aux individus, aux espèces semble inefficace ou dérisoire, et que l'avenir des espèces protégées semble donc déjà incertain...

Peut-être aussi parce que les individus, acteurs du territoire n'ont pas la volonté de préserver la nature, parce que les enjeux économiques, les règles du marché sont plus importantes ou du moins plus « fortes », dans notre société ; « que la loi du gène a été remplacé [dans les mécanismes de l'évolution] par la loi du marché »¹, et que, par conséquent, la protection de la nature devient une variable négligeable...

¹ Robert BARBAULT, *Un éléphant dans un jeu de quilles*, Paris, éd. Seuil, 2006.

Peut-être aussi parce que la mise en place de cette limite traduit l'exclusion de deux mondes, celui de la nature et celui des hommes. Elle les oppose implicitement alors qu'ils ne peuvent évoluer l'un sans l'autre (surtout à l'heure actuelle où l'influence de l'homme est omniprésente en tous points du globe). Michael L. ROSENZWEIG² prône un changement radical de nos stratégies de conservation, *une écologie de la réconciliation*, et déclare qu'« il faut aménager les habitats humains de telle manière qu'ils puissent accueillir le plus grand nombre d'espèces possibles », c'est-à-dire « réconcilier l'homme et la nature ».

Mais avant de penser aménager différemment et de condamner et abandonner les zones protégées, nous proposons ici d'évaluer ce qui fonctionne à la fois au niveau interne et surtout au niveau externe.

En effet, si la menace est majoritairement à l'extérieur de ces zones, elles ont pourtant la capacité d'avoir une action en dehors de leurs limites en influençant, voire même en changeant les mentalités. En effet, les zones protégées constituent le lieu où un message en faveur de la nature peut être véhiculé.

C'est là une réelle visée à long terme de la protection de la nature. Cette dernière s'ancre dans les fondements philosophiques et psychiques, constitutifs de la protection de la nature et fondant nos représentations de la nature, ainsi que notre rapport quotidien à celle-ci.

Nous nous intéresserons donc avec attention aux déterminants qui conditionnent nos actions quotidiennes en faveur ou non de l'environnement et donc ce qui fondent notre rapport individuel à l'environnement. Nous verrons aussi les mouvements généraux, courants de pensée et sentiments, qui ont permis l'émergence d'une protection de l'environnement, de façon à comprendre ce qui influence les pratiques actuelles.

C'est sur cet aspect de sensibilisation que nous placerons notre étude des zones protégées. Nous essayerons d'évaluer si un lien existe entre la fréquentation de zones protégées et les pratiques quotidiennes, plus ou moins respectueuses de l'environnement, d'un individu.

Dans les zones protégées, les messages incitent souvent à respecter la nature, l'aimer et l'apprécier, à « susciter l'émerveillement et le respect »³. Mais cela permet-il de passer à des comportements quotidiens, à une *écocitoyenneté* ?

Nous analyserons donc ces messages ainsi que les pratiques générales des français et réaliserons un questionnaire pour déterminer si un lien existe. Dans ce cas, ce lien fonctionne-t-il bien dans le sens de la fréquentation influençant les pratiques de manière positive ou est-ce les personnes déjà respectueuses de l'environnement qui, de par leur sensibilité, sont plus amenées à fréquenter ces zones protégées ?

En partie A, nous verrons donc tout d'abord ce qu'est la protection de la nature, ses origines et fondements, puis son évolution vers l'élargissement de la notion à celle d'environnement avec la globalisation des problèmes et une prise en compte de plus en plus importante au sein de la société.

² Professeur d'écologie et de biologie évolutive à l'université d'Arizona, cité dans le livre de Robert BARBAULT, *Un éléphant dans un jeu de quilles*, Paris, éd. Seuil, 2006.

³ PRENDERGAST, S., *Quel accès à la nature ? Le rôle des zones protégées*, extrait des actes [du] Colloque / organisé par le Conseil de l'Europe dans le cadre de la 32^e réunion annuelle des agences nationales du Centre Naturopa, *La Nature comme patrimoine: de la sensibilisation à l'action*, Strasbourg, Ed. du Conseil de l'Europe, 2002.

Dans un seconde temps, nous évaluerons la pertinence de la limite au vu de la globalisation des problèmes, des thèses écologistes ne reposant pas sur des critères de terrain objectifs, puis les doutes sur l'avenir de ces zones.

Dans une troisième partie, nous verrons comment ces zones peuvent être le lieu vecteur d'un message en faveur de la nature, suscitant des pratiques respectueuses de celle-ci. Nous analyserons les perceptions, représentations de la nature et les pratiques des français, puis l'orientation des politiques des zones protégées vers cette mission de diffusion de messages, et finalement les difficultés et dérives que génère cette situation.

En partie B, nous analyserons concrètement cette situation en essayant de cerner l'efficacité des zones protégées sur un lieu concret, le Parc Naturel de Brière. Notre hypothèse est de dire que les messages véhiculés ont un impact sur les pratiques quotidiennes des personnes fréquentant ces zones. Pour cela, nous étudierons plusieurs publics : les habitants, les touristes, des habitants de la zone externe, Nantes.

Après avoir défini différents liens de causalité possibles entre la présence dans les zones protégées, l'adoption de pratiques quotidiennes respectueuses de l'environnement, mais aussi la sensibilité à la nature et à l'environnement, nous expliciterons les modes d'enquêtes et d'évaluation des ces pratiques. Nous étudierons ensuite la communication mise en place dans ces lieux, puis la structures des échantillons enquêtés, et évaluerons la correspondance avec les déterminants des taux de pratiques environnementales identifiés en partie A (sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle...).

Finalement, nous nous intéresserons à la validité de nos liens de corrélation. Tout d'abord, nous confirmerons la relation sensibilité à la nature et à l'environnement avec les pratiques, et avec la fréquentation des zones protégées. Ensuite, nous mettrons en évidence que la différence de fréquentation entre l'habitation et les visites conditionnent la liaison avec un taux de bonnes pratiques environnementales. Nous lierons finalement cela avec les représentations de la zone protégée.

PARTIE A

I. LA PROTECTION DE LA NATURE : FONDEMENTS ET EVOLUTION

A)	NAISSANCE ET FONDEMENTS PHILOSOPHIQUES ET PSYCHIQUES	1
1)	Définition de « nature »	1
2)	Naissance	1
3)	Fondements psychiques et philosophiques	3
B)	EVOLUTION DE LA PROTECTION DE LA NATURE VERS LES QUESTIONS D'ENVIRONNEMENT	5
1)	Comment protège-t-on ? La généralisation de la conservation « in situ » aux accords de gestion	5
2)	Globalisation des problèmes d'environnement	6
3)	L'environnement devient un problème de société : glissement du concept de protection de la nature et prise en main des problèmes par la société	8

II. DES ZONES PROTEGEES AUX LIMITES GEOGRAPHIQUES CRITIQUABLES.

A)	INTERET D'UNE ZONE PROTEGEE GEOGRAPHIQUEMENT LIMITEE ?	10
B)	DES BASES SCIENTIFIQUES NE PERMETTANT PAS DE DEFINIR DES LIMITES PRECISES	11
1)	les thèses fondatrices	11
2)	Une dynamique des écosystèmes qui ne s'accorde pas avec des limites figées	12
3)	L'absence de critères scientifiques objectifs pour définir les limites	13
C)	DES LIMITES REMISES EN CAUSES AU FIL DU TEMPS	14

III. LES ZONES PROTEGEES, UN LIEU CLOS AU SEIN DUQUEL UN MESSAGE PEUT ETRE VEHICULE

A)	PERCEPTIONS, ATTITUDES INDIVIDUELLES ENTRE L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT	17
1)	Les perceptions de la nature chez les français	17
a.	Différence entre attitudes, perceptions et actions	17
b.	Les représentations de la nature chez les français	19
2)	L'environnement, une préoccupation majeure des français	20
a.	Un terme complexe, multiforme aux représentations multiples	20
b.	Une réelle conscience verte des français	21
3)	Les pratiques quotidiennes des français	23
4)	Les ressorts de la sensibilisation à l'environnement :	25
B)	ORIENTATION DES POLITIQUES ET ACTIONS DES ZONES PROTEGEES VERS LA SENSIBILISATION	29
1)	Historique	29
a.	Les réserves	30
b.	Les Parcs Nationaux	30
c.	les Parcs Naturels Régionaux	31
2)	Les actions de sensibilisation au sein des zones protégées	32
C)	LES REPERCUSSIONS DE CES POLITIQUES	33
1)	Un compromis difficile à trouver entre protection et fréquentation	33
2)	Un message compris et acquis ?	36

Partie B

I.	La mise en place d'un questionnaire	38
A)	LES DIFFERENTS MOYENS D'ETUDE DE CETTE SITUATION	38
B)	LES DIFFERENTS LIENS DE CAUSALITE A TESTER	39
C)	STRUCTURE DU QUESTIONNAIRE	42
1)	La première partie du questionnaire : le rapport avec la nature et l'environnement.	42
2)	La deuxième partie du questionnaire : les pratiques et la fiche d'identité	45
II.	Modes d'étude et analyse des premiers résultats	47
A)	LES ZONES D'ETUDES	47
1)	La communication mise en place par le Parc	48
2)	Les messages d'identification de la zone protégée	50
3)	Les autres réseaux d'informations destinés aux habitants sur le territoire	50
B)	STRUCTURE DES ECHANTILLONS	51
1)	Structure par âge et par sexe des échantillons	53
2)	Structure socioprofessionnelle des échantillons	54
C)	LE MODE D'ANALYSE DES QUESTIONNAIRES	58
D)	ANALYSE DES PREMIERS RESULTATS : DES CONSTANTES NATIONALES RETROUVEES ?	59
1)	Des femmes aux pratiques incontestablement plus respectueuses	59
2)	Un décalage entre les intensions de pratiques environnementales et les pratiques quotidiennes	59
3)	Des habitants des marges urbaines très attentionnés et soucieux de l'environnement	59
4)	L'âge, un facteur déterminant ?	60
5)	Les CSP et le niveau d'étude, des schémas locaux inversés	61
III.	Analyse des liens de causalité	65
A)	UN LIEN DE CAUSALITE ENTRE LA SENSIBILITE A LA NATURE ET LES PRATIQUES ENVIRONNEMENTALES ?	65
1)	Une participation aux associations et aux sorties nature corrélée avec de bonnes pratiques	65
2)	Une relation entre la sensibilité à la nature et la présence dans des zones protégées confirmée	65
3)	Une liaison entre la sensibilité à la nature et celle aux problèmes d'environnement, elle-même fortement corrélée aux pratiques, détermination qui n'est pas pourtant admise dans l'opinion.	66
4)	Un lien entre la connaissance de la nature et les pratiques environnementales	69
B)	UNE DETERMINATION DES PRATIQUES SELON LA FREQUENTATION TOURISTIQUE, MAIS PAS SELON L'HABITATION	72
1)	Un lien non établi entre habitation dans une zone protégée et pratiques plus respectueuses	72
2)	Un lien avéré entre fréquentation touristique et pratiques environnementales	75
3)	Des représentations et des connaissances du PNR de la Brière hétérogènes	76
a.	Les habitants	76
b.	Les touristes	80
	CONCLUSION	82

TABLE DES SIGLES	85
INDEX DES TABLEAUX	86
INDEX DES GRAPHIQUES	87
BIBLIOGRAPHIE	89

PARTIE A

Dans cette partie, nous étudierons les fondements de la protection de la nature et des pratiques en sa faveur. Nous examinerons la notion d'environnement et les termes récents de biodiversité et de développement durable qui s'y rapportent. Nous exposerons ensuite des critiques sur ces évolutions et sur l'application actuelle de la protection de la nature dans les zones protégées s'orientant de plus en plus vers la communication. Nous verrons qu'elles remettent notamment en cause l'idée de l'accueil du public dans ces zones.

I. LA PROTECTION DE LA NATURE : FONDEMENTS ET EVOLUTION

A) Naissance et fondements philosophiques et psychiques

L'histoire de la protection de la nature est liée à l'évolution de l'homme. Catherine et Raphaël LARRERE dans « *Du bon usage de la nature* »⁴, désignent la nature par « la Terre, qui s'est en quelque sorte refermée sur nous, nous impliquant dans une commune évolution au sein d'un monde à nouveau clos ». Avant d'observer cette évolution conjointe, intéressons nous plus précisément à ce terme de « nature » qui recouvre des définitions diverses. Plus tard, nous nous intéresserons à celui d'« environnement », pour voir qu'il englobe des notions beaucoup plus vastes. Nous ne traiterons donc pas ce terme pour l'instant.

1) Définition de « nature »

La nature est considérée par F. TERRASSON⁵ comme ce qui n'est pas formaté par l'homme, ce qu'il ne peut pas maîtriser, ce qui le « dépasse », à l'image de ce qu'est l'inné pour l'homme. Dans notre société occidentale, cette caractéristique marque sa définition et fonde notre rapport à celle-ci. Or ce concept de nature n'existe pas chez les Jivaros, et les Touaregs car il n'y a pas quelque chose d'étranger, d'« antagoniste » à l'homme. Florent LAMIOT, dans « *Environnement : Concepts et représentations de la nature* », définissait la nature « comme étant ce que l'homme n'est pas ». En effet, « chaque société a sa propre vision de la nature, qu'elle perçoit souvent comme quelque chose de menaçant ou redoutable. Cependant seuls les Européens ont défini le progrès comme la conquête de la nature en faisant implicitement un ennemi »⁶. Jacques ATTALI, dans « *l'environnement au 21^{ème} siècle, entre continuités et ruptures* », dit en effet que la nature est la « première richesse de l'homme depuis toujours, et depuis toujours son ennemi et sa victime » ce qui montre bien ce rapport délicat que l'homme entretient avec la nature. Différemment, la définition de Catherine et Raphaël LARRERE dans « *Du bon usage de la nature* », définit la nature non pas en l'opposant à l'homme mais en englobant l'homme dans la nature. Robert BARBAULT déclare aussi « nous sommes la nature et l'humanité est son plus beau fruit »⁷.

2) Naissance

Pourtant dans ces conditions conflictuelles, comment l'idée de protection de la nature a-t-elle pu germer ? Selon M.C. BLOEMERS, elle commence quand l'homme « prend conscience qu'il s'agit là⁸ d'un objet non seulement digne de sa sollicitude, mais aussi susceptible d'être subordonné à son attitude »⁹. La première partie de la phrase est intéressante puisqu'elle situe tout de suite un point essentiel de la protection de la nature : le rapport de « hiérarchie », de soumission/domination entre l'homme et la nature. En effet, on voit que le discours de l'auteur est loin d'être objectif puisqu'il y a une sorte de mépris dans

⁴ LARRERE, C., et LARRERE, R., *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*, Paris, Ed. Aubier, 1997.

⁵ TERRASSON, F., *La civilisation anti-nature*, Paris, Ed. du Rocher, 1994.

⁶ RIENTJES, S., *La perception de la nature*, extrait des actes [du] Colloque / organisé par le Conseil de l'Europe dans le cadre de la 32^e réunion annuelle des agences nationales du Centre Naturopa, *La Nature comme patrimoine: de la sensibilisation à l'action*, Strasbourg, Ed. du Conseil de l'Europe, 2002.

⁷ BARBAULT, R., *Un éléphant dans un jeu de quilles*, Paris, Seuil, 2006.

⁸ Le « là » signifie la nature

⁹ BLOEMERS, M.C., *Historique de la protection de la nature*, dans *Derniers refuges, atlas commenté des Réserves Naturelles dans le monde*, Paris, ELSEVIER, 1956.

l'expression « digne de sa sollicitude », elle laisse supposer que l'homme se sent supérieur : solliciter voulant dire « demander avec déférence »¹⁰. La deuxième partie de la phrase montre le commencement, quand l'homme réalise l'impact qu'il peut avoir sur son environnement, sur la nature.

Protéger la nature n'était pas sa préoccupation tant que « l'homme primitif [...] ne distingue pas la frontière entre une sphère d'influence purement humaine et une autre ». « Parfois l'expérience a permis de savoir comment ne pas porter atteinte à ses sources d'existence »¹¹ mais ce savoir était rapidement compromis par les migrations, les exterminations.

Plus tard, l'important est de se protéger de la nature, l'aménager pour s'en protéger. Pour certains auteurs¹², il s'agit même de l'exploiter et de la maîtriser « cherchant une sorte de revanche sur la nature qui depuis toujours lui avait imposé ses lois ». Cela serait la preuve d'une nouvelle domination de l'homme sur la nature. Mais au fur et à mesure, l'action de l'homme sur son environnement est critiquée, et naît le souhait de freiner la civilisation humaine lorsqu'elle a des effets sur « cette autre chose qui existe près de lui ». « Il faut aller contre une tendance très ancienne et profondément enracinée à considérer que la nature est là pour être domptée ou exploitée. »¹³

Selon M.C. BLOEMERS, « la protection de la nature émerge d'un sentiment qui reflète toutes les nuances de l'instinct de conservation au sens de la responsabilité ou du respect ». Il montre que cette conception du rapport à la nature n'a pu apparaître qu'à la suite d'une rupture avec la pensée du Moyen-Age qui n'admettait entre l'homme et la nature que le Diable ou Dieu. Il y a eu « l'oubli du Créateur pour la création ».

« L'embryon d'une conscience protectionniste »¹⁴ se répand notamment au 18^{ème} siècle avec la découverte des ravages faits dans les colonies, mais ce n'est qu'au 19^{ème} qu'on voit apparaître la notion de protection de la nature. Elle est au départ double car issue de deux mouvements distincts. D'un côté, c'est une préoccupation scientifique qui résulte d'« évaluations critiques de l'impact des activités traditionnelles sur les milieux [...] essentiellement faites par des naturalistes »¹⁵ (inventaires faunistiques et floristiques...), qui amènera à la conservation des espèces *in situ*. De l'autre côté, la protection de la nature est issue des mouvements artistiques lancés, notamment dès 1830-1840 par GUIZOT et MERIMEE pour la sauvegarde des paysages.

C'est réellement en 1853 que la 1^{ère} réserve naturelle a vu le jour en France sous l'impulsion des grands peintres à Fontainebleau. Le premier Parc National fut Yellow Stone aux Etats Unis en 1872, mais cette entité n'apparut en France que 100 ans plus tard. Sous l'élan donné par Alexandre VON HUMBOLDT, promoteur de l'idée de protection de la nature avec l'expression « monument naturel », la France adopte en 1906 la loi organisant la

¹⁰ Le Petit Larousse Grand Format, Paris, Larousse, 2006.

¹¹ BLOEMERS, M.C., *Historique de la protection de la nature*, dans *Derniers refuges, atlas commenté des Réserves Naturelles dans le monde*, Paris, ELSEVIER, 1956.

¹² Société française pour le droit de l'environnement et Université de Limoge et CRIDEAU-CNRS, *20 ans de protection de la nature*, Paris, Ed. PULIM, 1996.

¹³ RIENTJES, S., *La perception de la nature*, extrait des actes [du] Colloque / organisé par le Conseil de l'Europe dans le cadre de la 32^e réunion annuelle des agences nationales du Centre Naturopa, *La Nature comme patrimoine: de la sensibilisation à l'action*, Strasbourg, Ed. du Conseil de l'Europe, 2002.

¹⁴ MATAGNE, P., *Comprendre l'écologie et son histoire. Les origines, les fondateurs et l'évolution d'une science*, Paris, Delachaux et Niestlé, 2002.

¹⁵ LARRERE, C., et LARRERE, R., *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*, Paris, Ed. Aubier, 1997.

protection des **sites et monuments naturels de caractère artistique**. Vers 1930, la notion n'est plus seulement visuelle et tient compte des **aspects scientifiques, historiques et légendaires**.

3) Fondements psychiques et philosophiques

En effet « la culture européenne se caractérise également par sa grande complexité et l'image d'une nature hostile a toujours coexisté avec l'idée positive d'une nature source de plaisir et qu'il convient de protéger ». Selon un sondage de 1992 en France, le respect envers celle-ci s'impose alors à une majorité comme une évidence : « la nature est bonne pour l'homme » pour 97,5% des français¹⁶.

Selon Sean PRENDERGAST, dans « *Quel accès à la nature ? Le rôle des zones protégées* », il est communément admis aujourd'hui qu'on ne peut vivre coupé des écosystèmes qui sont à l'origine de notre existence. On peut parler de « **réel besoin de contact avec le milieu naturel enfoui dans notre psyché** ». Roger BARBAULT parlant de la nature dit que « c'est notre essence même ». La protection de la nature naît d'un sentiment d'« **empathie** » ou de « **sympathie** » de l'homme pour ces êtres vivants qui l'entourent, qui se considère alors l'égal de ceux-ci.

Elle naît aussi de l'**admiration, du respect** devant les éléments naturels, ces œuvres naturelles. Cette expression de monument naturel le montre bien. Elle semble mal choisie si l'on s'en réfère à son sens littéral, un monument étant un vestige des temps révolus, mais elle a une signification plus forte, « hors du domaine du rationnel, plus du sentimental, une chose digne de respect ». La protection de la nature peut en effet être considérée selon un sens plus profond, **existentiel**, « un sentiment de respect pour ce monde dont les mécanismes de la vie dépassent toutes conceptions humaines et dont les formes surpassent en beauté toutes les œuvres de l'homme »¹⁷.

On constate une **représentation métaphysique de la nature** dont les premières formulations remontent à l'Antiquité grecque, puis traversent toute l'Histoire et la pensée occidentale. On peut y dégager selon J.-M. BESSE¹⁸, trois directions d'interprétation :

- « La nature comme profusion spontanée, comme source et ressource de l'être ». C'est la représentation la plus proche de l'étymologie grecque puis latine. Elle est associée « à une générosité créatrice » (formule de P. SANSOT), elle signifie ce qui naît et qui renaît, un cycle infatigable, une force qui pousse, une poussée de l'être vers l'apparition et la manifestation de ses propriétés, donc une puissance créatrice. « Elle est la condition originaire de toute expérience, la nature comme cela *de* quoi proviennent les êtres ».

- La nature comme fondement substantiel des êtres, des sentiments et des actions. C'est de là que provient la distinction entre le naturel et l'artificiel : le naturel possède en lui-même le principe de ses transformations, tandis que l'artificiel subit les accidents dont il est affecté. D'où la conception que l'être naturel peut être dit libre, l'idéal du « retour aux sources », de l'autarcie, où l'on cherche à retrouver sur le plan moral et politique cette liberté de l'être naturel.

¹⁶ Enquête INED 1992 - traitement CREDOC 1998, dans de MARESCA, B. et HEBEL, P.; coordination assurée par Martine Berlan-Darqué (Ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, direction générale de l'Administration et du Développement, service de la recherche et des affaires économiques), *L'environnement : ce qu'en disent les Français*, Paris, Ed. La documentation française, 1999

¹⁷ BLOEMERS, M.C., *Historique de la protection de la nature*, dans *Derniers refuges, atlas commenté des Réserves Naturelles dans le monde*, Paris, ELSEVIER, 1956.

¹⁸ BESSE, J.-M., *Le sens de la nature dans les discours philosophiques*, dans BESSE, J.-M., et ROUSSEL, I., *Environnement : Représentation et concepts de Nature*, Paris, Seuil, 1998.

- La nature comme finalité, comme orientation, comme dynamisme orienté vers la réalisation d'une fin.

Elle est donc le **lieu d'accès à la vérité profonde de l'être**. C'est à la fois une **ressource** par les bienfaits qu'elle prodigue, bien que cela soit à l'homme qui sait s'en saisir, et à la fois un **ressourcement** par l'expérience de la vérité qu'elle offre à ceux qui s'y aventurent.

Un rapport d'égalité, voire d'infériorité ou de hiérarchie de l'homme face à la nature apparaît. La nature est précieuse, considérée comme permettant de satisfaire « nos besoins les plus élevés : besoin de savoir, besoin de contemplation, besoin de nous évader d'une société rationalisée à outrance, mais surtout besoin de nous incarner dans notre respect pour un monde qui n'est pas de l'œuvre de l'homme »¹⁹.

Cette dernière phrase renvoie à un **sens spirituel profond**, peut-être aux « dimensions symboliques issues des mythes de la création » dans notre société occidentale. L'homme « doit » quelque chose à la nature : la **vie**. La nature parfois vue comme « un îlot paradisiaque », « quelque chose de sacré » qui s'oppose à une « fraction toujours croissante du monde que l'homme entraîne à la remorque de sa faute originelle »²⁰. On voit le **caractère religieux** qui fonde cette citation. Un sentiment de **responsabilité** vis-à-vis de Dieu lorsque l'on est croyant, ou vis-à-vis de la nature, ou de l'homme lui-même, homme libre qui doit assumer le poids énorme de cette liberté.

L'homme prend conscience de l'impact qu'il a sur son environnement, on dit aujourd'hui qu'il est un « facteur écologique majeur »²¹ en ce sens qu'il est la seule espèce qui affecte la totalité des écosystèmes, les climats de la planète... et il est aussi la seule « force de sélection consciente ». Il se doit donc de veiller à son action, c'est un **devoir moral**, la protection de la nature devient **éthique**²². Robert BARBAULT propose « l'avènement d'un **humanisme planétaire**, lequel suppose une sorte de réconciliation entre l'homme et la nature ». Dès 1972, lors de la Conférence de Stockholm, était déclaré « l'homme a le **devoir solennel** de protéger et d'améliorer l'environnement pour les générations présentes et futures ».

Deux tendances émanent de ces fondements divers de la protection de la nature. Une tendance de la protection de la nature que l'on dit **biocentrée**, puisqu'elle situe l'homme parmi les éléments d'une création plus vaste et prône « le droit des espèces à vivre par elles-mêmes, selon leurs propres règles »²³.

Une autre tendance de la protection de la nature plus **anthropocentrée** qui se définit par rapport aux usages qu'en fait l'homme, à l'utilisation actuelle ou future des ressources naturelles (du prélèvement, à l'utilisation sans restitution, en passant par le rejet, l'aménagement et relation symbolique selon J.M. DECARIESSE). Elle fonde aussi la protection de la nature. En effet, selon une typologie de Catherine et Raphaël LARRERE, la nature que l'on entend protéger est :

- celle que l'on admire, la dimension esthétique, qui est à l'origine l'importance du paysage en France.

¹⁹ BLOEMERS, M.C., *Historique de la protection de la nature*, dans *Derniers refuges, atlas commenté des Réserves Naturelles dans le monde*, Paris, ELSEVIER, 1956.

²⁰ Ibid.

²¹ BARBAULT, R., *Un éléphant dans un jeu de quilles*, Paris, Seuil, 2006.

²² BESSE, J.-M., et ROUSSEL, I., *Environnement : Représentation et concepts de Nature*, Paris, Seuil, 1998.

²³ LARRERE, C., et LARRERE, R., *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*, Paris, Ed. Aubier, 1997.

- celle qui environne, d'où le terme environnement en français mais qui est une analogie qui n'existe pas dans les autres langues. Rousseau disait « L'homme tient à tout ce l'environne ». C'est-à-dire qu'il en dépend, qu'il s'y attache et s'en soucie.
- celle qui nourrit, que l'on consomme. La nature et ses ressources comme une valeur d'usage.

Le sujet est d' « amener la nature à collaborer avec nous ». Dans quelles tendances, le Développement Durable s'inscrit-il en privilégiant les intérêts des générations futures ?... « Une perte de la vitalité de la protection de la nature ? ». Les deux visions, biocentrée et anthropocentrée, s'opposent dans les débats autour de décisions de protection de la nature, et conditionnent sans que nous le sachions forcément nos attitudes et comportements individuels cette fois, face à la nature. Nous y reviendrons plus tard...

Après avoir vu ces fondements et les conceptions du rapport homme/nature qui conditionne sa mise en place, voyons maintenant comment a évolué la protection de la nature.

B) Evolution de la protection de la nature vers les questions d'environnement

1) Comment protège-t-on ? La généralisation de la conservation « in situ » aux accords de gestion

« Les spécialistes de l'environnement ont très tôt tenté de convaincre leurs contemporains de modifier leur façon de voir »²⁴. L'intérêt pour les espèces rares, utiles, médicinales a presque toujours existé. Déjà dans l'Antiquité, on trouvait des arboretums, des jardins botaniques, ce que l'on appelle *la conservation ex situ*. Le but n'était pas seulement leur conservation mais aussi leur étude.

Lorsque Platon « plaide en faveur du reboisement des collines de l'Attique en vue de régulariser l'approvisionnement en eau et d'empêcher l'érosion de sols arables », on ne peut pas encore parler de protection de la nature puisque « dans la collectivité où il vivait, sa pensée ne pouvait pénétrer d'une mesure telle qu'elle eût pu donner naissance à des interventions collectives de coercition. ». Ce caractère collectif et reconnu de l'action est fondamental pour la protection de l'environnement. Ce n'est que plus tard que la volonté de protéger et la possibilité de réaliser se rencontreront. « Les souverains au moyen âge promulguent des lois qui limitent la liberté de leurs sujets dans leur droit de tuer le gibier. » mais il s'agit surtout là de sauvegarder les intérêts du souverain.

Comme nous l'avons vu la protection de la nature apparaît réellement au 19^{ème} siècle mais en l'absence d'un consensus social sur les questions d'environnement, la protection des espaces remarquables autant que des espèces reste pendant longtemps rudimentaire.

La conservation des espèces *in situ* apparaît réellement en France avec le concept d'*écosystème* (utilisé pour la première fois en 1935) et de *niche écologique* qui démontre la portée de cette nouvelle démarche. Ce sont ces notions qui fondent la conception actuelle de protection de la nature que l'on peut définir dans son application comme « **la prise en considération de tous les enchaînements qui font la vie d'un milieu [...] mais aussi les ruptures, les déséquilibres et les restaurations** »²⁵. Bien que des réserves zoologiques ou

²⁴ MOUGENOT, C., *Prendre soin de la nature ordinaire*, Paris, La Maison des sciences de l'homme-INRA, 2003.

²⁵ BLOEMERS, M.C., *Historique de la protection de la nature*, dans de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature et de ses ressources (U.I.C.N), *Derniers refuges, atlas commenté des Réserves Naturelles dans le monde*, Paris, ELSEVIER, 1956.

botaniques existent déjà (les Sept-Iles 1912, la Camargue 1928...), ce n'est qu'en 1957 qu'on parlera dans les textes de « réserves de nature ». La nature protégée est *sanctuarisée*, mise en opposition avec l'espace urbain qui augmente, et les espaces au développement intensif. L'idée est de « rendre à la nature ses propres lois par l'élimination de l'influence de l'homme ». On s'intéresse aux sites sur lesquels on adopte des pratiques anciennes et surtout extensives.

La loi 60-629 du 10 juillet 1960 de Protection de la nature définit les **réserves naturelles**, la protection des espèces qui est encore en vigueur aujourd'hui, puis, en 1960, le 22 juillet, la loi 60-708 définit les **Parcs Nationaux**.

D'espaces sacralisés où l'on ne pénètre pas et d'une intervention importante pour leur entretien, la pratique de la protection a évolué vers un compromis avec les activités humaines. Ce changement de stratégie de la protection de la nature s'exprime par la création des **Parcs Naturels Régionaux (PNR)** avec la loi de 1967, modifié par le décret 75-983 du 24 octobre 1975. « Il ne s'agit plus de *geler* une nature *sauvage*, maintenue dans son état primitif, à l'abri des interventions humaines. Au contraire, il faut préserver la *capacité évolutive* des processus écologiques. Cela implique d'harmoniser la préservation des réserves naturelles avec les zones mises en valeur dans une gestion variée du territoire. »²⁶.

On intègre des activités diversifiées n'ayant plus pour but exclusif la conservation de la nature, les acteurs locaux sont associés... Cette évolution se fait avec la mobilisation à la fois locale mais aussi à l'échelle planétaire (mise en place d'Organisations Non Gouvernementales, ONG) qui se dessine autour de la conservation et la gestion de la nature et de ces ressources. Nous y reviendrons dans le paragraphe suivant. On observe la prise de conscience qu'il est « **impossible d'établir une cloison étanche entre le monde des humains et de la nature à l'état pur** »²⁷. Ceci s'illustre par l'importance que l'on commence à apporter aux accords volontaires, aux conventions, aux chartes pour la nature ou le paysage ou l'apparition de *l'écologie du paysage* dans les années 1970, que certains qualifieront à posteriori de « discipline nouvelle » (PICKETT, 1992) ou de « nouvelle théorie » (J.C. LEFEUVRE et G. BARNAUD, 1988).

2) Globalisation des problèmes d'environnement

La protection de la nature a changé, elle intègre plus d'activités, d'acteurs... c'est aussi parce que la nature des problèmes d'environnement a changé.

Dans les dernières années, on se rend compte que progressivement, les menaces, comme les aires de protection, sont de moins en moins localisées, circonscrites à une région une aire, mais deviennent globales. Ces phénomènes sont mis en évidence :

- d'abord par les économistes et géologues... (comme par exemple le Club de Rome, porteur du message « Halte à la croissance » en 1972, ou la théorie de la bombe P 1968 Paul EHRLICH). A l'aide de scénarios, ils alertent les populations en montrant l'épuisement futur des ressources naturelles, l'impossibilité de la généralisation et de perduration des modes de vie et de productions des pays riches,

²⁶ C. LARRERE et R. LARRERE, *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*, Paris, Ed. Aubier, 1997. (les passages en italiques sont entre guillemets dans le texte original).

²⁷ BLOEMERS, M.C., *Historique de la protection de la nature*, dans de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature et de ses ressources (U.I.C.N), *Derniers refuges, atlas commenté des Réserves Naturelles dans le monde*, Paris, ELSEVIER, 1956.

- plus récemment par les climatologues qui prévoient un réchauffement climatique dit « Global warming » en anglais, ce qui montre le caractère planétaire des problèmes et des pollutions.
- par les écologues, qui mettent en évidence les associations végétales, les complémentarités et relations entre espèces, et donc la nécessité de conserver une diversité maximale de celles-ci. La préservation des populations, des espèces et des milieux se fait dans un objectif de conservation de la **Biodiversité** qui devient un enjeu planétaire. Ce mot construit à partir de biologie et diversité, est utilisé pour la première fois par l'entomologiste E.O. WILSON en 1986. Son emploi s'est développé avec la prise de conscience de l'extinction d'espèces animales et végétales au cours des dernières décennies du 20^{ème} siècle. En 1979, Norman MYERS parlait de 40 000 par an ; en 1981 Paul EHERLICH parle de 250 000 par an et en 1992, E.O. WILSON donne une fourchette de 27 000 à 100 000 espèces par an et déclare dans « *la diversité du vivant menacée* » en 1989 : « **l'extinction des organismes vivants est le dégât biologique le plus important de notre époque car il est totalement irréversible.** Chaque pays possède trois formes de richesses : ses ressources matérielles, culturelles et biologiques. Nous comprenons très bien les deux premières, car elles font partie intégrante de notre vie quotidienne. En revanche on néglige les richesses biologiques : c'est une grave erreur stratégique que nous regretterons de plus en plus. »

E.O. WILSON déclare encore que « les animaux et les végétaux sont une partie de l'héritage d'un pays ; ils sont le résultat de millions d'années d'évolution, en un endroit précis ; leur valeur est au moins égal à celle de la langue ou de la culture. ». En 1967, dans le décret fondant les PNR, le terme de « patrimoine naturel » est employé, associant pour la première fois dans un texte juridique français la notion de patrimoine à un objet naturel, c'est-à-dire d'un bien « dans lequel les hommes se reconnaissent à titre individuel et collectif : ils le considèrent à la fois significatif de leur passé et précieux pour leur avenir »²⁸. On parle aujourd'hui de **patrimoine mondial de l'humanité** pour définir la nature. Il y a la naissance d'un intérêt général planétaire dans ce domaine, un devoir moral de l'humanité.

Le changement n'est pas seulement au niveau de l'échelle spatiale mais aussi temporelle. Lors de la Conférence de Rio en 1992, la notion de **Développement Durable** est définie comme un objectif primordial : il faut dans toutes les actions nouvelles avoir à l'esprit le souci de solidarité inter-générationnelle, un nouveau positionnement dans le temps (on se préoccupe du LONG TERME) qu'il faut avoir à l'esprit dans toutes les actions.

Les problèmes majeurs sont l'accumulation dans le temps et la généralisation dans l'espace des nuisances. On parle de globalisation des problèmes environnementaux car ils sont d'une ampleur considérable, dépassent les frontières institutionnelles, ont un caractère incertain : ils sont complexes, évoluent dans le temps et il est difficile de les appréhender dans leur totalité... on aboutit à une crise environnementale planétaire. La nature appréhendée est alors la biosphère, la Terre. Une Terre aux ressources limitées et aux équilibres complexes, apparaissant désormais fragiles, entre une multiplicité de sous-écosystèmes interdépendants et en interactions (notions que nous approfondirons plus en détails dans la Partie A.II.).

²⁸ E. CHAUVIN, S. LOUAFI et B. ROUSSEL, *Prendre en compte les savoirs et les savoir-faire locaux sur la nature. Les expériences françaises*, Iddri, Document de travail n°1, 2004, dans, *Un éléphant dans un jeu de quilles* de Robert BARBAULT, Paris, éd. Seuil, 2006.

3) L'environnement devient un problème de société : glissement du concept de protection de la nature et prise en main des problèmes par la société

Comme nous l'avons vu précédemment, dans un premier temps, du fait de leurs origines élitistes et marginales et en l'absence d'un consensus social sur les questions d'environnement, les mesures de protection sont perçues comme un passe-temps de dilettante et sont sans emprise sur la France profonde.

Avec l'industrialisation et l'accélération de la modification de son environnement par l'homme, viennent des préoccupations environnementales plus hygiénistes, concernant les effets incontrôlés des nouvelles techniques industrielles, susceptibles de créer des nuisances ou de représenter une menace sur la vie des individus : le traitement des déchets, de la pollution de l'eau, de l'air... Hiroshima et Nagasaki, contaminations irréversibles de l'atmosphère, font planer la menace d'une catastrophe écologique et mettent en cause la survie de l'humanité. Ce n'est plus la nature menacée qui préoccupe mais « la techno-nature menaçante »²⁹.

L'environnement apparaît dans le débat politique à partir des années soixante sur les questions de prévention des catastrophes écologiques (DDT, pollution de l'air...) et remet en cause le modèle de développement économique à tout prix. Il devient alors le problème de **gestion du cadre naturel des activités humaines et des conditions de vie des populations humaines**. D'une protection de la nature « pour elle-même », on est passé à une vision **anthropocentrée** prenant en considération première, les intérêts humains. Dans « *La nature patrimoine commun de l'humanité* », on découvre le principe formulé par la Cour Internationale de Justice en 1996 « l'environnement n'est pas une abstraction mais bien l'espace où vivent les êtres humains et dont dépendent la qualité de leur vie et leur santé y compris pour les générations à venir ». Le centre du débat est l'homme.

Pourtant dès les années 1970, des groupes d'écologistes radicaux, appelés Khmers verts, se mettaient en place pour défendre une protection de la nature plus drastique. On appela ce mouvement la Deep écologie, encore existante aujourd'hui. La mobilisation autour de la sauvegarde du parc national de la Vanoise, ou l'association Green Peace montre comment la préservation de l'environnement entre dans les consciences populaires pour constituer de réels « **écopouvoirs** ».

Actuellement l'idée d'un « retour aux sources » pour protéger l'environnement se retrouve encore avec les « objecteurs de croissance », les partisans de la décroissance. Répandus parmi les altermondialistes, ils reprennent le slogan de la « décroissance », lancé dans les années soixante-dix par l'idée de « la croissance zéro » ou le « halte à la croissance ». Ils critiquent la généralisation du développement durable qui pour eux est un concept toxique, un « **oxymore** », puisque ces deux termes s'opposent selon eux : « aucune logique de développement ne pouvant être durable si l'on reste dans le modèle actuel ». Ceci est consécuteur à la vision actuelle du développement, qui comme l'expose aussi R. BARBAULT, se réduit encore à la croissance. « Il ne s'agit pas de changer le pansement mais de penser le changement »³⁰. Ils ne s'intéressent plus à la sauvegarde de zones géographiques mais au changement des modes de production, de consommation à l'échelle mondiale. Ils dénoncent par exemple qu'un vêtement au cours de sa fabrication, parcourt couramment une douzaine de pays et 60 000 km, engendrant en chemin toutes sortes de pollutions. Il est vrai que dans ce contexte d'augmentation effrénée des pollutions mondiales, il peut apparaître désuet de préserver quelques îlots protégés.

²⁹ C. LARRERE et R. LARRERE, *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*, Paris, Ed. Aubier, 1997.

³⁰ Corinne LARRUE, enseignante chercheuse à la Maison des Science de l'Homme (MSH)

Les quelques éléments de l'histoire de la protection de la nature, et en particulier la constatation de la mondialisation des questions d'environnement, induisent quelques premières critiques quant à l'efficacité d'une zone protégée qui peuvent être traduites par deux questions : Son impact n'est-il pas dilué voire annihilé par l'augmentation des nuisances pour l'environnement à sa périphérie ? Pour lutter contre un phénomène global, une action locale est-elle suffisante ?

Avant d'élargir le sujet aux modes de consommations et aux pratiques quotidiennes, voyons sur quelles théories se base la protection de la nature et les difficultés d'application qu'elle recouvre surtout quand il s'agit de sa limite.

II. DES ZONES PROTEGEES AUX LIMITES GEOGRAPHIQUES CRITIQUABLES.

A) Intérêt d'une zone protégée géographiquement limitée ?

Conserver seulement quelques îlots isolés et sous cloche, pendant que l'homme détériore le reste de l'espace avec l'augmentation des problèmes environnementaux mondiaux, ne paraît pas à court ou à long terme écologiquement viable, si tout écosystème est en interaction avec l'extérieur.

La mise en place des zones de protection se base sur les observations et déductions, notamment faites par R. MAC ARTHUR et E. WILSON au début des années soixante, lors de leurs études de la richesse spécifique (nombre d'espèces) des peuplements insulaires.

« Un point décisif dans la viabilité d'une espèce est **l'étendue du milieu** où elle trouve les conditions favorables à son développement. ». En effet, plus une région est vaste plus elle inclut de types de milieu ou d'habitat. Cette plus grande diversité écologique permet à de plus nombreuses d'espèces, spécialisées vis-à-vis d'habitats différents, d'être présentes en nombre suffisant pour maintenir des populations viables. La surface détermine donc le nombre d'individus que le milieu peut supporter. « On conviendra donc que les risques d'extinction d'une espèce sont d'autant plus élevés que les populations sont clairsemées et que leur nombre est faible. [...] Ainsi, **la sauvegarde ou la restauration des habitats naturels de superficie importante est la clé de toute conservation durable de la biodiversité** »³¹.

Les trois causes qui accélèrent l'extinction d'une espèce sont la dégradation des milieux (déforestation, fragmentation de l'habitat, pollutions...), la surexploitation des populations (chasse, pêche, récolte...), et l'introduction et le développement d'espèces exotiques (destructrices de l'habitat, prédatrices, compétitrices efficaces ou vectrices de maladies...). Le tourisme peut aussi être un facteur de dégradation des milieux ou de surexploitation des populations.

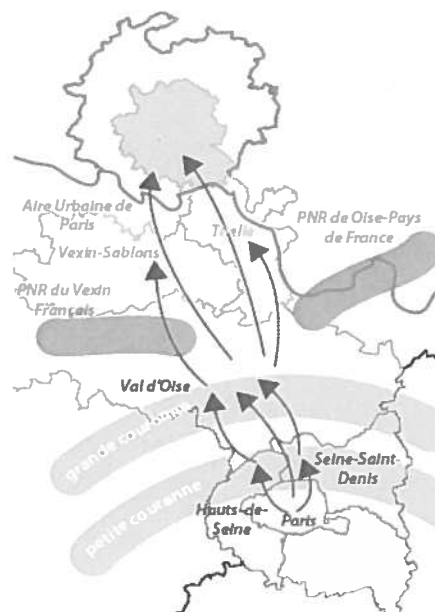
La mise en place de zones protégées a pour but de fournir assez d'espace, de surface étendue, pour être une réserve d'habitats suffisante à la viabilité des populations en évitant les trois causes d'extinction. Elle doit donc permettre la conservation d'espèces et d'associations végétales et animales, mais aussi l'étude des espèces et les inventaires. Un des rôles importants des zones protégées est donc aussi de faire avancer la science, la connaissance sur ces espèces et des moyens de lutter contre leurs nuisances.

Pourtant, dans la pratique, la démarche est souvent de limiter les nuisances dans une zone pour la préserver, mais cela se fait aux dépens d'une autre, d'un espace "banal" ou ordinaire. « La patrimonialisation d'éléments de la biodiversité » ne permet pas de tout conserver, « un choix social et culturel doit être fait, [...] et il peut] se faire au détriment de la sauvegarde d'autres éléments voire engendrer des déséquilibres écologiques »³².

³¹ BARBAULT, R., *Un éléphant dans un jeu de quilles*, Paris, éd. Seuil, 2006.

³² M.-C. CORMIER-SALEM, et B. ROUSSEL, *Patrimoines naturels : la surenchère*, La Recherche, n°333, 2000, dans Robert BARBAULT, *Un éléphant dans un jeu de quilles*, éd. Seuil, 2006.

Par exemple, on l'observe en France avec le cas de la région parisienne : pour faire face à la pression urbaine galopante, une ceinture verte a été définie par la mise en place de Parcs Naturels Régionaux (PNR) ayant un taux de croissance démographique limité (0,75% par an pour le PNR du Vexin Français). On observe alors un déversement de nouvelle population plus au Nord (voir schéma ci contre) plus éloignée du centre parisien, et donc augmentant les flux, les migrations pendulaires et les pollutions.



Source : L. Jaquet, J.F Fauchard, E., sept 2005, Schéma d'agglomération du beauvaisis.

Dans son livre « *La civilisation anti-nature* », F. TERRASSON cite un article montrant les dérives d'une politique définissant quelques aires protégées aux dépens d'autres zones :

« *TANZANIE : Les zones protégées étaient menacées par l'avancée des terres cultivées ; l'UICN³³ tente d'éviter la poursuite des déboisements par l'intensification de l'agriculture (Eco-Monde, n°39-1990, p.6) »*

Ce dernier exemple montre les aberrations auxquelles est confrontée la protection de la nature. La solution ne serait-elle pas dans une réduction globale des pollutions, des modes de vie, de la croissance que proposait tout à l'heure les partisans de la décroissance ? Notre problématique ne se placera pas directement là mais l'on voit l'incongruité que peut représenter une limite restreinte face à des problèmes mondiaux.

Ces zones protégées qui semblent d'une bien faible action face à l'ampleur des problèmes, trouvent aussi leur « limites » fonctionnelles, au sein même des thèses scientifiques qui les fondent, indépendamment du contexte mondial des problèmes d'environnement. En effet, nous allons voir que leurs aires géographiques et leurs frontières ne sont pas définies de façon absolue, semblant donc critiquables.

B) Des bases scientifiques ne permettant pas de définir des limites précises

1) les thèses fondatrices

Ces zones protégées sont l'application des théories écologiques et de gestion des écosystèmes. Nous allons maintenant essayer d'approfondir les théories écosystémiques pour comprendre l'ampleur de ce qu'elles représentent mais aussi les difficultés qui surgissent dans la confrontation de la théorie et de la réalité, et donc de leur mise en application.

³³ Union Internationale pour la Conservation de la Nature et de ses ressources

Les théories écologistes définissent un écosystème comme **un système d'interactions entre les êtres vivants et les objets inertes entourant ceux-ci**. Cette notion simple permet de rendre compte d'un système où la complexité et la diversité des éléments et des échanges dominent.

Les éléments d'un écosystème interagissent entre eux de façon telle que le fonctionnement de chacun, son évolution, voire son existence, est conditionné par tous les autres. Les propriétés du système résultent de la sélection des propriétés des éléments. En retour l'ensemble agit sur les parties, conditionne leurs comportements (régulation des espèces, complémentarité des fonctions, des niches écologiques...). On parle de **dépendance interactive** puisqu'on ne peut isoler ces éléments.

Si l'on s'intéresse à l'écosystème planétaire et à ses composants, on ne peut les dissocier, les sous-écosystèmes sont en interactions, indissociables des écosystèmes voisins avec lesquels ils échangent en permanence matière, énergie et information.

Pour le comprendre, voyons cela concrètement : la matière vivante ne reste vivante que traversée par un flux interrompu d'énergie. L'énergie solaire, captée par la photosynthèse, va être stockée un certain temps dans les molécules. Celles-ci passent d'organisme en organisme au long des chaînes alimentaires et se dégradent au cours des processus métaboliques, ce qui restitue progressivement l'énergie stockée au milieu sous forme de chaleur. Le **flux d'énergie** véhiculé par la matière est donc constant. De même, les éléments de la biomasse étant en quantité limitée, le **flux matériel** se doit d'être permanent (recyclage, cycle de la matière). Ainsi donc, les écosystèmes sont des zones de transferts et d'échanges permanents de matière et d'énergie. Il y a la constitution de **réseaux entre les écosystèmes, de réseaux écologiques**.

C'est pourquoi par exemple, l'écologie du paysage, science récente, s'intéresse aux **dynamiques entre les écosystèmes**. « Là où on cherchait auparavant à définir les mécanismes d'équilibre et les facteurs d'homogénéité au sein des écosystèmes, l'accent est désormais placé sur les évolutions dynamiques et l'hétérogénéité qui caractérisent aussi bien les espaces que les populations naturelles »³⁴. Les espèces menacées et/ou remarquables ne sont plus les seules prises en compte. Tous les éléments de la nature ordinaire peuvent désormais devenir des sujets d'étude importants dans l'analyse de l'hétérogénéité des paysages.

Si l'on se base sur ces éléments, on voit déjà que ne pas pouvoir dissocier les écosystèmes puisqu'ils sont interdépendants, pose un important problème, insoluble, pour une application pratique et la mise en place de zones de protection. Il paraît même paradoxal de vouloir protéger seulement un écosystème et pour cela, de l'isoler.

2) Une dynamique des écosystèmes qui ne s'accorde pas avec des limites figées

Cette théorie prend en compte une dynamique qui existe dans la nature et qui ne s'accorde pas avec la mise en place de limites figées. En effet, une caractéristique essentielle des écosystèmes est la composante spatio-temporelle de ceux-ci. Les interactions (transferts et flux) qui les constituent sont des dynamiques constantes, en évolution perpétuelle. Il est donc impossible d'imposer des règles fixes, à la fois spatiales ou temporelles. L'homme ne sait pas encore définir des règles pratiques aussi évolutives, adaptables que sont celles des écosystèmes, de la vie.

³⁴ MOUGENOT, C., *Prendre soin de la nature ordinaire*, Paris, La Maison des sciences de l'homme _INRA, 2003.

Chaque niveau d'organisation peut-être analysé pour lui-même, et également comme composant d'un écosystème plus vaste, et enfin comme association d'écosystèmes plus petits. Il y a **une écologie à toutes les échelles d'observation**. Si l'on prend l'exemple de l'écotone (frontière entre deux écosystèmes), zone riche en biodiversité car elle contient à la fois les espèces de l'écosystème A et B, mais aussi certaines qui lui sont propres : donc des espèces de l'écosystème C. On peut donc définir un nouvel écotone entre A et C, ainsi que entre C et B. **Cette diversité des échelles, passage du local au global, rend difficile la délimitation d'un écosystème précis et d'une limite les séparant de ceux voisins.**

Un concept récent, celui des métapopulations, remet aussi en cause la définition d'une limite aux zones à protéger. Selon celui-ci, ces « populations de populations » possèdent un patch d'habitats potentiellement viables, appelés îles, dont le taux d'occupation varie. Connaître ces îles n'est pas aisé (puisqu'elles peuvent être inoccupées) et il est donc difficile d'en tenir compte lors de la définition d'un périmètre de sauvegarde.

Ensuite, si c'est la diversité que l'on recherche, on s'aperçoit aussi qu'il est difficile de définir une échelle sur laquelle on peut sélectionner la zone comportant le maximum de diversité. Le concept récent, et très médiatique, de biodiversité est en fait très difficile à appliquer ! La biodiversité d'une échelle n'est pas forcément celle d'une autre ! Des espèces peuvent être classées d'intérêt patrimonial fort au niveau d'une région, c'est-à-dire que l'espèce est définie comme rare ou déterminante pour le fonctionnement de l'écosystème, alors que dans la région limitrophe la même espèce sera très courante... **La biodiversité perçue dépend donc de l'échelle à laquelle on se place.** Chaque niveau d'organisation peut-être analysé pour lui-même, et également comme composant d'un écosystème plus vaste, et enfin comme association d'écosystèmes plus petits. Cette diversité des échelles, passage du local au global, cette dynamique « verticale » des écosystèmes (par opposition à la dynamique « horizontale » de transfert de flux entre écosystèmes voisins) rend difficile la délimitation d'un écosystème précis.

3) L'absence de critères scientifiques objectifs pour définir les limites

Les problèmes de définition d'un écosystème viennent aussi de la difficulté de déterminer objectivement les propriétés de celui-ci. Comme nous l'avons vu, les relations entre les écosystèmes sont multiples et établies par des liens dynamiques ; ces liens sont imbriqués entre eux et la délimitation que nous pouvons faire d'un écosystème sera trop rigide par rapport à la réalité dynamique, à la fois dans l'espace et dans le temps de celui-ci.

Catherine MOUGENOT dans son livre « Prendre soin de la nature ordinaire », se confronte à ces difficultés pour la mise en place des PCDN (Plan Communaux de Développement de la Nature) en Région Wallonne en Belgique. « **Évaluer la nature pour elle-même** »³⁵ n'est pas simple. Les propriétés retenues comme critère de sélection sur un territoire, sont celles qui intéressent aussi les acteurs. Alors, quand des acteurs aux intérêts différents arrivent et que les critères de classification ne sont pas bien définis : « On cafouille ! » dit-elle. **La nature pour elle-même, ou pour les intérêts de l'Homme ?** « Aux yeux de qui une zone centrale a-t-elle de la valeur ? Comment la gérer ? Sous quel statut ? Avec quels partenaires ? ». « Un plan conçu de façon **globale** comporte des intentions générales pour la sauvegarde et le développement de la nature, mais au niveau **local**, il doit également rencontrer les attentes des acteurs locaux ». **Les limites imposées par le législateur ne correspondant pas forcément à une logique écosystémique.**

³⁵ MOUGENOT, C., *Prendre soin de la nature ordinaire*, Paris, La Maison des sciences de l'homme-INRA, 2003.

En conclusion, la limite apparaît comme **un outil discutable** au vu de l'écosystème planétaire, c'est-à-dire de la dépendance interactive de ses éléments et de leurs échanges sous forme de réseaux, et de la faiblesse scientifique des arguments fondant cette limite en raison de leur non adaptabilité aux dynamiques temporelles et spatiales des écosystèmes. Le contexte mondial des problèmes d'environnement et l'augmentation des nuisances en périphérie de ces limites, peuvent aussi amener à d'autres critiques que nous allons voir, comme par exemple le risque de « contagion » ou de banalisation du milieu exceptionnel qu'on souhaitait préserver.

Nous avons donc vu que les théories écosystémiques montrent l'interaction et l'interdépendance des écosystèmes alors que la mise en place d'une zone protégée isole un élément et fige ses limites. Il existe donc un décalage énorme entre la théorie et son application, décalage encore plus grand quand on passe des bonnes intentions globales à leur mise en application locale. La définition théorique des aires, comme leur mise en place bute sur un manque de critères précis, ce qui amène à des incohérences.

Les limites apparaissent donc floues ou sans justification écosystémique.

C) Des limites remises en causes au fil du temps

Dans la réalité, les zones protégées ne respectent parfois pas le principe de la protection dans le long terme, pourtant considéré comme indispensable. Utiliser comme outil de délimitation, une frontière qui apparaît discutable, peut être un facteur de la remise en cause de ces limites.

Du fait que tous les écosystèmes soient liés, un milieu, même protégé, est en interaction constante avec les milieux voisins. Comme ceux-ci évoluent sans contrôle, sans protection, l'écosystème protégé peut tout à fait évoluer par échange avec ses voisins pour devenir lui aussi peut-être, un milieu banal, ordinaire.

Cette possibilité paraît encore plus probable au vu de l'exemple précédent montrant que la sauvegarde d'espaces se fait au sacrifice d'autres espaces, lieux de dégradations et pollutions encore plus fortes. F. TERRASSON parle même de « prétexte », de « bonne conscience »... La proposition de Catherine MOUGENOT de **préserver « la nature ordinaire », ou du moins « d'en prendre soin »**³⁶, semble alors encore plus judicieuse !

De plus, selon F. TERRASSON, ces zones de protection sont « un leurre » : ce ne sont que des réserves foncières, et elles ne font que retarder l'anthropisation de ces terrains. Des exemples viennent en effet corroborer son affirmation et sont assez frappants. Ils montrent que la législation qui assure normalement la pérennité de ces zones n'est pas respectée : « Le ministère français de l'environnement vient d'autoriser une enquête préalable au déclassement d'une partie du parc national des Pyrénées, site protégé, aux fins d'y implanter une station de sport d'hiver (Silence- avril 1990, d'après TAM-TAM n°198-1- avril 1990) »

Robert BARBAULT, dans son livre « *Un éléphant dans un jeu de quille* » fait le même constat : « il ne suffit pas de dire que la nature, que les vies qu'elle porte et [ce] qui la

³⁶ MOUGENOT, C., *Prendre soin de la nature ordinaire*, Paris, La Maison des sciences de l'homme-INRA, 2003.

composent sont notre bien le plus précieux, quelques chose de sacré. C'est notre essence même. [...] Or, aux yeux du marché, cela ne compte pas ! ». Il préconise donc une stratégie qui vise à inscrire les processus écologiques dans le champ de l'économie, qui fait de la nature une prestatrice de services.

Au contraire, F. TERRASSON envisage dans son livre « *la civilisation anti-nature* » un autre scénario contre lequel il met en garde : La possibilité pour des réserves trop protégées, trop préservées et mises sous cloche de se retrouver vulnérables et sensibles face à la moindre perturbation, pollution, ou face à une modification anthropique brutale, faits qu'il considère comme inévitables. Cette protection, même si elle est actuellement efficace est, selon lui, compromise sur le long terme. Cette thèse remet totalement en cause l'action de protection au niveau écologique. De la même façon qu'on ne peut se prémunir contre toutes les maladies à « coup d'antibiotiques » et qu'il faut donc mieux habituer son corps à s'adapter et réagir contre la maladie, « ce n'est pas rendre service à l'écosystème que de trop le préserver des modifications de l'environnement car il y sera de toute façon confronté ».

Jean-Claude GENOT, dans son livre « *Ecologiquement correct ou protection contre nature ?* », émet avec pessimisme des réserves sur l'efficacité à long terme des zones de protection. Il constate en tant que « professionnel de la protection de la nature depuis quinze ans, [...] nous nous sommes trop laissé enfermer dans nos réserves [...] tout heureux d'avoir enfin les lieux d'expression, les moyens techniques et financiers pour notre jardinage écologique. [...] Pendant ce temps, à l'extérieur des réserves les aménageurs détruisaient la nature ordinaire, **au risque un jour de rendre caduques des réserves isolées** dans un milieu surexploité et très appauvri sur le plan biologique. »

Christophe GRENIER, dans son ouvrage « *Conservation contre nature. Les îles Galápagos* », illustre bien les propos de F. TERRASSON et montre comment « le parc national des Galápagos, censé protéger une nature dont la singularité vient de l'isolement dans lequel elle a évolué, a enclenché un processus inverse en renforçant le rattachement de ces îles océaniques au reste du monde par le biais des réseaux touristiques et migratoires ». Ainsi après leur découverte et à travers l'intérêt qu'elles ont suscité, divers réseaux d'utilisateurs ont fait des îles Galápagos un espace ouvert, intégré au système Monde. Il liste les causes de cette situation, qu'il déplore : un « Marché touristique, dominé par des entreprises étrangères, dans des îles que l'on entendait protéger ou mettre en valeur ; détournement des fonctions redistributrices ou régulatrices de l'Etat, paralysé par des collusions d'intérêt économiques entre les pouvoirs locaux et les acteurs extérieurs qui contrôlent les réseaux entre les îles et les marchés étrangers ; paupérisation des populations locales ; insuffisances des moyens à disposition des autorités du parc national ; prédation lucratives de la pêche aux holothuries (concombre de mer, très apprécié dans la cuisine chinoise) ; impact sévère des espèces introduites, etc. : tel est le triste bilan qui signe l'échec du processus engagé il y a plus de 40 ans avec la création d'un parc national prestigieux, et donc aussi l'échec de la conservation de la nature aux Galápagos. ». Triste bilan qui confirme les réserves émises sur l'efficacité de la conception de la protection de la nature actuelle, conception basée sur l'exclusion de deux mondes, celui des humains et de la nature par cette limite, que la démonstration de Christophe GRENIER amène voir comme un leurre.

Il s'impose un récapitulatif global de actions évaluées : la limite, la protection.

Efficacité de la limite ?	
Remise en cause de la limite dans son application : - sur la définition géographique - sur son adéquation avec les caractères des écosystèmes (dynamiques dans le temps et l'espace) - sur le long terme	Remise en cause de la limite dans son concept : - exclusion de deux mondes qui sur le long terme se rejoignent - une zone perméable qui n'empêche pas les échanges (pollution, matière, individus...) - un contexte environnemental mondial qui s'aggrave.

Tableau n°1 : Récapitulatif des problèmes liés à la mise en place d'une limite

Tableau récapitulatif de l'efficacité des zones protégées	
Missions des zones protégées	Efficacité
Connaissance scientifique des espèces animales et végétales	Bonne efficacité : Permet la connaissance des espèces in situ
Pérennité et conservation des espèces, de leurs associations et d'écosystèmes spécifiques.	La conservation sur le long terme est remise en cause par la prolifération des nuisances en périphérie
Conservation de sanctuaires d'écosystèmes rares	Le problème de la mise sous cloche est mis en évidence puisqu'il rend sensible à la moindre perturbation
Conservation d'écosystèmes rares	Les milieux voisins, non protégés « influencent » par leurs échanges les milieux exceptionnels, sujets à la « banalisation » de leurs espèces.
Conservation d'un maximum d'écosystèmes et de la biodiversité maximale	La sélection de zones préférentielles de protection peut amener à l'augmentation des nuisances sur les autres sites, sur la nature ordinaire.
Une mission nouvelle dans l'histoire des zones protégées : l'Education à l'environnement	?

Tableau n°2 : les critiques de l'évaluation des zones protégées.

un peu HS

Nous faisons un bilan mitigé de l'efficacité de la protection de la nature de façon globale : manque de critères objectifs pour la définition de zones de protection efficaces, difficile de prise en compte dynamique des écosystèmes, incongruité d'isoler un espace pour le préserver, alors même que cela peut lui être néfaste... Sans vouloir aller plus loin dans l'évaluation de ces aspects, nous pouvons dire que cela oriente bien, comme le propose Catherine MOUGENOT vers une attention constante pour la protection de la nature ordinaire. Cette attention constante passe par des mesures quotidiennes pour lesquelles il faut changer les modes d'actions et donc de pensée des citoyens par rapport à l'environnement.

C'est pourquoi nous nous intéresserons dans la partie suivante au rapport individuel que l'homme entretient avec la nature et dans quelle mesure les zones protégées peuvent influencer ce rapport. En effet, dans cet aspect réside une capacité importante, la faculté d'agir la préservation globale de l'environnement.

III. LES ZONES PROTEGEES, UN LIEU CLOS AU SEIN DUQUEL UN MESSAGE PEUT ETRE VEHICULE

A) Perceptions, attitudes individuelles entre l'homme et l'environnement

1) Les perceptions de la nature chez les français

a. Différence entre attitudes, perceptions et actions

Il demeure encore beaucoup à comprendre et apprendre entre connaissance, perceptions, attitudes et actions concrètes. Nous avons parlé en première partie d'une représentation métaphysique de la nature qui avait, parmi d'autres éléments, permit la mise en place de la protection de la nature. Pour bien différencier l'emploi des termes « représentation » et « perception » dans le rapport, indiquons les définitions retenues.

La représentation est « ce par quoi un objet est présent à l'esprit »³⁷, la perception est « une représentation consciente à partir des sensations »³⁸. Les représentations sont donc des objets mentaux plus généraux, construits à la fois à partir des perceptions, mais aussi des référents culturels...

Selon Sandra RIENTJES³⁹, la population a une perception généralement positive de la nature : Qu'est ce que cela veut dire ? Comment se traduit-il au niveau du traitement quotidien de l'environnement ? Qu'est ce que cela implique concrètement ?

Tout d'abord différencions bien les termes. Voyons les niveaux d'appréhension, de connaissance du monde, du stade le plus général au plus concret :

Conscience : vision globale de l'homme et du monde, valeurs, convictions, croyances
Attitude fondamentale à l'égard de la nature : aspects anthropocentriques/écocentriques/écosphiques
Connaissance générale et expérience de la nature
Perception de la nature
Niveau de « soutien » de la nature (protection)
Attitude et comportement dans des domaines précis

Sandra RIENTJES résume les attitudes face à l'environnement selon cinq catégories. Il faut comprendre « attitude » dans le sens de la conception fondamentale qu'un individu a des rapports entre l'homme (ou la société) et la nature. L'homme est-il le maître, l'intendant ou le serviteur de la nature ?

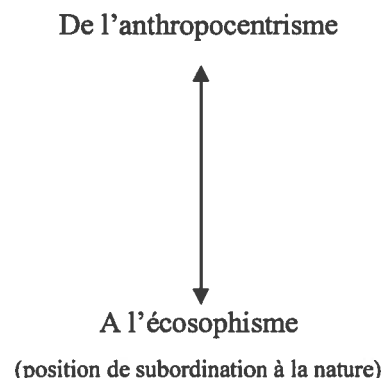
³⁷ Le Petit Larousse Grand Format, 2006, Paris, Larousse.

³⁸ Ibid.

³⁹ RIENTJES, S., *La perception de la nature*, extrait des actes [du] Colloque / organisé par le Conseil de l'Europe dans le cadre de la 32^e réunion annuelle des agences nationales du Centre Naturopa, *La Nature comme patrimoine: de la sensibilisation à l'action*, Strasbourg, Ed. du Conseil de l'Europe, 2002

5 types d'attitudes face à la nature :

impérialiste	exploitation coloniale _ utilitarisme rationnel
gestionnaire de l'environnement	protection de l'environnement : santé de l'homme rationnel
gestionnaire des ressources	utilisation raisonnée des ressources naturelles et de l'environnement rationnel
partenaire ou intendant	éco-développement : la nature et l'homme ont la même importance éthique
partisan du retour à la nature	écologie profonde : l'homme subordonné à la nature : émotionnel/ éthique



Ces attitudes se conjuguent à une expérience et à une connaissance concrète pour définir et modeler certaines perceptions de la nature qui détermineront les arguments qu'un individu emploiera ou auxquels il sera sensible, dans un débat sur la nature.

Si l'on revient au premier tableau, la perception se situe à mi-chemin entre vision globale du monde et comportement concret. Les perceptions sont liées à l'idée que l'on se fait de la nature. Elles renvoient également au bénéfice que chacun espère tirer de ses rapports avec la nature, ici de façon **individuelle**.

Selon Sandra RIENTJES, on peut classifier les types de perceptions de la nature suivant trois groupes :

- Perceptions d'ordre commercial : la nature source de production (cultures, bétail) ; la nature mise à profit (chasse, pêche)...
- Perceptions liées à la survie/ scientifique : la nature régulatrice (fertilité du sol, biorégulation) ; la nature source d'information (bioindicateurs) ; la nature curative (air frais, repos)...
- Perceptions éthiques/esthétiques : la nature spectacle (panoramas...) ; la nature sauvage, spontanée...

Il faut préciser que les perceptions peuvent dépendre de la situation dans laquelle nous trouvons. Professionnellement, une personne peut avoir une perception très commerciale de la nature, et lors de voyages une perception esthétique forte.

Qu'en est il de la relation entre perception et action ?

Malheureusement, ce passage est délicat puisqu'incertain : la perception ne constitue qu'une **prédisposition à l'action** ; une perception positive de la nature ne se traduit pas automatiquement par des activités au bénéfice de cette dernière. Les perceptions et opinions d'un individu sur d'autres sujets, peuvent le conduire à des actions qui nuisent à la nature malgré une perception positive de celle-ci. En effet, le choix d'une ligne de conduite se fait par la mise en balance des avantages et inconvénients des choix possibles. Cela ne conduit pas facilement à privilégier les actions en faveur de la nature. Celles-ci sont rarement perçues comme possédant des avantages, et c'est un des défis actuels de l'éducation à l'environnement que d'en faire prendre conscience les populations. Nous le verrons dans la partie suivante (partie A. III. A) 3)).

b. Les représentations de la nature chez les français

En première partie, nous avons vu que la société occidentale a longtemps considéré la nature comme hostile et, encore parfois aujourd'hui, comme « une nature à soumettre »⁴⁰. Pourtant d'autres représentations y sont associées : la nature comme une force protectrice, une matrice nourricière, la nature bien-être, source de plaisir... Ces représentations font appel à une **représentation métaphysique de la nature** dont nous avons vu les courants majeurs (cf p.19-20).

Pour d'autres, au contraire, la nature est dénuée de représentations métaphysiques, et peut être, comme elle l'est pour Descartes, identifiée à « la Matière »⁴¹. Ces représentations sont propres à chacun et conditionnent nos actions, pratiques, préférences esthétiques ou choix politiques. Nous allons nous intéresser à des tendances majeures des représentations de la nature chez les français pour évaluer leur perception de la nature et donc leur niveau de « soutien » de la nature. Nous verrons, dans une autre partie, leur attitude et comportement dans des domaines précis qui sont conditionnés par ces éléments.

Selon un sondage INED de 1992 en France (cf p.3), le respect envers la nature s'impose alors à une majorité comme une évidence : « **la nature est bonne pour l'homme** » pour 97,5% des français⁴². Par contre, les avis sont partagés quant à savoir si « **la nature peut-être dangereuse pour l'homme ?** » : 23% sont tout à fait d'accord ; 27,1% plutôt d'accord ; 25,5% plutôt pas d'accord ; 22,8% Pas d'accord du tout. Mais l'on remarque que les femmes sont moins enclines à considérer la nature comme hostile : 53% n'admet pas que la nature puisse être dangereuse contre 44% des hommes. Elles ont donc une plus grande propension à la considérer comme une « force protectrice »⁴³.

Pourtant les menaces que la nature fait peser sur l'homme sont toujours d'actualité. La récente psychose autour de la grippe aviaire montre bien que nous pouvons encore craindre de la capacité évolutive des autres espèces, particulièrement des virus ou des bactéries. Une réelle lutte et une course à l'innovation, « **une course aux armements** »⁴⁴, existe entre l'homme et la nature soit, pour reprendre une autre lutte ancestrale, dans celui de l'agriculture avec la lutte contre les ravageurs, les « mauvaises herbes » et les insectes qui s'est intensifiée depuis une cinquantaine d'année à coup de traitements et de pesticides, soit dans le domaine de la santé (grippe aviaire, résistance aux antibiotiques...), comme nous venons de le voir.

Les préférences en terme de nature sont aussi difficiles à appréhender. « **Nature « spontanée » ou « ordonnée » ?** » La seconde l'emporte majoritairement. Le souhait est plutôt de maintenir les anciens paysages agraires « garants d'une nature ordonnée et féconde » avec l'idée d'une intervention volontariste des pouvoirs publics. Les personnes âgées, celles qui partagent des valeurs plutôt conservatrices sont plus sensibles à la permanence des

⁴⁰ BARBAULT, R., *Un éléphant dans un jeu de quilles*, Paris, Seuil, 2006.

⁴¹ DESCATES, R., *Le Monde*, dans de J-M BESSE, *Concept de la nature, histoire et analyse philosophique, Le sens de la nature dans les discours philosophiques*, dans BESSE, J.-M., et ROUSSEL, I., 1998, *Environnement : Représentation et concepts de Nature*, Paris, Seuil, 211 p.

⁴² Enquête INED 1992 - traitement CREDOC 1998, dans de MARESCA, B. et HEBEL, P.; coordination assurée par Martine Berlan-Darqué (Ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, direction générale de l'Administration et du Développement, service de la recherche et des affaires économiques), *L'environnement : ce qu'en disent les Français*, Paris, Ed. La documentation française, 1999.

⁴³ Ibid. Cette enquête est citée en référence dans toute la partie. A partir d'ici, seuls les éléments venant d'autres sources sont spécifiés.

⁴⁴ BARBAULT, R., *Un éléphant dans un jeu de quilles*, Paris, Seuil, 2006.

paysages ruraux qu'à la qualité écologique des espaces. Pour environ 60% de la population, la progression des terres incultes est loin d'être synonyme d'une reconquête de la nature sauvage, et est jugée néfaste car synonyme de « dégradation des paysages traditionnels ». Pourtant lorsqu'on pose la question de la préférence en matière de paysage rural, le paysage non travaillé l'emporte pour 28% de la population alors que les champs cultivés et les prairies naturelles obtiennent respectivement 15 et 23 %.

James

Ceci pose des problèmes quand il s'agit de protection de la nature. Par exemple, quand il parle de nature, le grand public pense habituellement aux paysages semi-naturels et cultivés (prairies, petites forêts aménagées...) alors que le professionnel se réfère à une définition scientifique fondée sur la notion d'écosystème climatique (c'est-à-dire en équilibre en l'absence de perturbations). Cette différence de perception peut engendrer des situations paradoxales, dans lesquelles le public est favorable à la nature mais à une nature qui n'est pas celle des professionnels.

Lorsque l'on s'intéresse à la nature et à sa considération ou prise en compte par les français, un terme devenu majoritaire dans le vocabulaire se mêle au débat : « l'environnement ». Voyons maintenant sa signification et son importance nouvelle.

2) L'environnement, une préoccupation majeure des français

a. Un terme complexe, multiforme aux représentations multiples

L'environnement est devenu une réelle question de société, mais c'est avant tout, « une représentation sociale »⁴⁵. Elle peut donc être différente pour chaque individu.

Dans l'enquête INED, on s'aperçoit que les préoccupations en matière d'environnement sont principalement de l'ordre du cadre de vie (préoccupation consumériste). « La notion d'environnement est spontanément, c'est-à-dire culturellement, anthropocentrée ». Cela renvoie à la racine française du mot environnement. En effet, à partir de la question « Si je vous dit environnement, qu'est-ce que ça évoque pour vous ? », l'enquête de l' INED a tenté de déterminer **les représentations de l'idée d'environnement**. Les mots qui évoquent la représentation la plus immédiate et donc la plus communément partagée, sont ceux qui désignent **l'espace de résidence, le lieu de vie** : voisinage, alentour, ville pour les citadins, campagnes pour les ruraux mais aussi nature et verdure.

Ensuite se distinguent deux conceptions opposées : **une perspective domestique** qui renvoie à l'idée de cadre de vie (chez moi, ma maison...) et **une perspective écologique** qui voit l'environnement comme un problème de société. Les individus les moins diplômés, les personnes âgées privilégient cette dimension du **cadre de vie**. L'idée d'environnement intègre l'ensemble des interactions que l'individu perçoit comme déterminantes pour son impression de bien-être : les « gens », le « voisinage » occupent autant de place que les paysages, le décor pour caractériser l'environnement. De l'autre côté, les individus les plus diplômés et les jeunes définissent la notion avec un plus grand degré **d'abstraction**, en associant la préoccupation de la qualité de vie à celle de la protection de la Terre. « L'environnement est moins le milieu de vie que la désignation d'une préoccupation cardinale pour l'ordre du monde »⁴⁶.

⁴⁵ THEYS, J., *L'environnement au 21^{ème} siècle, entre continuités et ruptures*, éd. GERMES, 1998.

⁴⁶ GUERIN-PACE, F. et COLLOMB, P., *Les contours du mot environnement : enseignement de l'analyse textuelle*, l'Espace géographique, n°1, 1998.

Le souci de l'environnement est aujourd'hui en mesure d'intégrer des attentes multiples qui touchent aux conditions de vie de l'homme : sa santé, sa sécurité, le lien social, l'habitat, la mobilité, etc. Le souci de l'avenir des enfants, comme l'idée des générations futures, sont des principes qui favorisent l'adhésion aux préoccupations environnementales. On rejoint bien, là, la définition formulée par la Cour internationale de Justice en 1996 « l'environnement n'est pas une abstraction mais bien l'espace où vivent les êtres humains et dont dépendent la qualité de leur vie et leur santé y compris pour les générations à venir. ».

Ce sondage de l' INED tend à dégager les déterminants sociaux et les facteurs comportementaux qui peuvent expliquer le niveau d'intériorisation d'attitudes favorables à l'environnement, ou le degré d'intérêt pour les enjeux publics dans ce domaine. Il abouti à plusieurs conclusions. L'une d'elle montre que « **l'imprégnation résidentielle** est le moteur principal de la notion d'environnement ». **Les marges des agglomérations sont les espaces privilégiés du développement de la conscience environnementale** : espaces où s'installent des classes moyennes, refluant du cœur des villes, suscitent de nombreux groupes associatifs de défense de l'environnement. D'autre part, les individus les plus concernés par les grandes causes publiques et qui partagent des valeurs égalitaires, adhèrent plus fortement aux mesures de lutte contre les pollutions et nuisances et adoptent plus facilement des comportements écologiques tel que le tri des déchets. En compilant ces conclusions, on en déduit que les personnes adoptant le plus grand nombre de comportements écologiques, c'est-à-dire favorables à l'environnement, résident dans les marges des grandes agglomérations.

Cette population est selon les chiffres de l'Insee en 1999, majoritairement composées de familles légèrement plus jeunes et plus nombreuses que la moyenne nationale. Globalement toutes les catégories socioprofessionnelles y sont représentées, avec une légère prédominance de l'employé, l'ouvrier par rapport au cadre supérieur et moyen. L'image de population périurbaine composée principalement de cadre en pleine ascension sociale est fausse, et ne subsiste que dans certaines zones. La structure par âge est assez uniforme avec une légère supériorité en nombre des plus jeunes, les 0-19ans, et une classe des « 60 ans et plus » moins nombreuse.

En conclusion sur l'environnement, nous pouvons dire que c'est un terme multiforme, qui répond de plus en plus à une demande sociale et suscite une adhésion croissante de la population. Nous allons voir que cela se confirme dans la suite du sondage.

b. Une réelle conscience verte des français

Dans son livre *les français et l'environnement*, Odile PEIXOTO décrit le malaise social de la population. Elle remarque que l'environnement occupe une place importante parmi les problèmes de société en s'appuyant sur un sondage qui demande aux français de hiérarchiser leurs préoccupations. Les pollutions arrivent dès 1990 en 3^{ème} position. Les mentalités évoluent vers un réel souci environnemental notamment pour se protéger des risques de l'action humaine. **L'idée de ralentir la course du progrès** pour assurer une meilleure qualité de l'environnement est largement majoritaire dans le sondage de l' INED, **du moins au niveau des principes**. Il s'agit manifestement d'une réaction de défense qui concerne les individus les moins favorisés et s'inclut dans une attitude plus générale d'adhésion à l'idée que le progrès peut être dangereux. Pourtant, cette demande d'un contrôle du développement scientifique et technique, mobilise aussi ceux qui sont les plus conscients des incertitudes que les avancées scientifiques contemporaines font peser sur l'avenir du monde vivant (majoritairement les femmes et les personnes exposées ou sensibles aux nuisances).

En effet, selon le sondage INED, on constate un réel pessimisme, une inquiétude certaine en ce qui concerne les questions d'environnement. Parmi les motifs d'inquiétude, comme le montre les nombreuses enquêtes, la thématique de la pollution est, de toutes les questions environnementales, celle dans laquelle s'engouffre le plus facilement le réflexe de la dramatisation. Les médias alimentent volontiers ce registre d'inquiétude et l'opinion publique en intériorise facilement les messages. Ainsi la proposition abrupte « la pollution détruira l'humanité au siècle prochain », ne suscitait que 20% de désaccords.

« La disparition des espèces est devenu un *lieu commun* alors que rien ne permet au *commun* des individus de la vérifier à l'échelle de sa seule expérience »⁴⁷. Sur foi du constat scientifique, les individus sont quasi unanimes à admettre l'idée de la régression, de la raréfaction de la diversité animale et végétale ; (80% des français pensent que « le peuplement en poissons des océans diminue », ou que « les espèces d'oiseaux des campagnes sont moins nombreuses qu'autrefois ».

On constate aussi un pessimisme fort quant à l'évolution des équilibres naturels surtout chez les populations dont le niveau d'étude est haut, et les valeurs altruistes fortes, bien que le sondage ne précise pas comment ces « valeurs altruistes » sont évaluées ou même définies. Le grand âge et la confrontation aux nuisances dans l'espace résidentiel sont aussi des facteurs qui renforcent ce pessimisme. Toujours dans le même sondage, on apprend que le principe de perturber « le moins possible » l'ordonnancement et les équilibres de la nature, est admis par 86% des individus. Pourtant, on constate le paradoxe suivant : 55% pensent que « l'homme doit faire son possible pour maîtriser la nature », et 87% jugent que « l'homme a le pouvoir de perturber définitivement l'état de la nature ». La question de la réversibilité de l'action de l'homme quand il aménage son univers n'est pas consensuelle et les craintes de conséquences irréremédiables remettent en cause l'activité transformatrice des sociétés humaines.

Comme voulait nous en avertir E. O. Wilson « **l'extinction des organismes vivants est le dégât biologique le plus important de notre époque car il est totalement irréversible.**[...] on néglige les richesses biologiques : c'est une grave erreur stratégique que nous regretterons de plus en plus. »

Ce sondage date du début des années quatre-vingt-dix, or depuis, la prise de conscience des problèmes a été exacerbée par la recrudescence de faits climatiques exceptionnels (canicules, ouragans, inondations...), la progression de l'idée de l'épuisement annoncé du pétrole, l'explosion de la croissance dans les pays en développement (particulièrement avec la Chine)... Les prédictions des plus grands centres d'études en prospective sur le climat et sur la population confirment ces propos alarmistes. Les scénarios de l'IPCC, Comité gouvernemental d'experts sur les changements climatiques, donnent des accroissements de température moyenne de un à deux degrés d'ici 2050, et les Nations Unies estiment une population de 9 milliards d'habitants en 2050. Ils annoncent donc une crise planétaire certaine, « une sixième extinction, si l'humanité dans son ensemble ne détermine pas d'ici là des voies radicalement nouvelles pour la conduite des affaires »⁴⁸. Pourtant nous ne faisons rien. Pourquoi ?

Lorsqu'il s'agit de l'action, « Agir pour la protection de l'environnement », il est en effet beaucoup plus difficile d'observer le même élan unanime, la même adhésion collective

⁴⁷ Enquête INED 1992 - traitement CREDOC 1998 dans de MARESCA, B. et HEBEL, P.; coordination assurée par Martine Berlan-Darqué (Ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, direction générale de l'Administration et du Développement, service de la recherche et des affaires économiques), *L'environnement : ce qu'en disent les Français*, Paris, Ed. La documentation française, 1999. Cette enquête est citée en référence dans toute la partie. Les éléments venant d'autres sources sont spécifiés.

⁴⁸ BARBAULT, R., *Un éléphant dans un jeu de quilles*, Paris, Seuil, 2006.

qui existe pour les préoccupations environnementales. Nous allons le voir dans la partie suivante.

La visée humaniste de la protection de l'environnement, fondant les premières actions en faveur de l'environnement, reste encore d'actualité. Mais le souci de la santé comme la protection des espèces sauvages ne paraissent pas être des ressorts en mesure de peser suffisamment devant les impératifs économiques. « L'opinion traduit ainsi clairement le clivage qui peut exister entre une conception productiviste de la question environnementale [et anthropocentrée] (gérer des ressources et des milieux dans le cadre des mécanismes économiques) et une conception humaniste [ou biocentrée] qui fait du souci des générations futures, de la nature et du progrès scientifique, des défis à relever au nom de l'éthique. »⁴⁹.

3) Les pratiques quotidiennes des français

Le sondage INED porte sur l'acceptation de deux types d'interventions de l'Etat : le principe des « **écotaxes** » qui consiste à rendre les produits respectant l'environnement moins cher que ceux qui sont considérés comme nocifs ; le **label** qui, complémentaire, permet de désigner aux consommateurs des produits dont la fabrication préserve l'environnement. Si 88% des français sont favorables à l'introduction de labels, pas plus de 35% acceptent, au début des années 1990, l'idée d'imposer une taxe au litre d'essence pour lutter contre la pollution atmosphérique. Selon le sondage INED, la population est d'autant plus favorable aux labels qu'elle est perméable aux idées écologiques et aux valeurs progressistes. De même le fait de rencontrer des problèmes de santé et de se sentir menacé par des nuisances renforce l'acceptation de ce label. Le principe de la taxation des produits et la hausse des prix de la consommation sont mal perçus. Ceux qui admettent le plus facilement le bien-fondé d'une taxe désincitative sur l'essence sont ceux dont les conditions de vie permettent plus facilement de se passer de la voiture. Plus on réside dans un espace dense et plus on avance en âge, plus il paraît acceptable de se restreindre sur l'usage de sa voiture. Enfin cette mesure forte est mieux admise parmi ceux qui soutiennent les écologistes, par ceux qui ont un système de valeurs favorable aux changements et par les actifs et les plus diplômés. (Là encore le sondage ne précise pas comment est déterminé un système de valeurs favorable aux changements...)

En ce qui concerne l'**accès aux zones protégées**, le principe d'interdiction aux sites naturels de grande richesse écologique est mal perçue (18% seulement la retiennent) alors qu'il est majoritairement admis que ces sites soient menacés par la fréquentation humaine, notamment quand de tels sites deviennent des lieux attractifs pour le tourisme. 56% retiennent l'idée de réguler l'accès quand le volume des visites devient trop fort pour le milieu. La solution qui convainc le moins est celle qui consiste à limiter l'accès en faisant « payer un prix élevé pour la visite. »

Nous allons maintenant nous intéresser à certaines pratiques quotidiennes dans le domaine de l'économie domestique, de la consommation et des transports. Nous nous basons sur des enquêtes déjà réalisées où les critères d'études retenus sont les actions allant dans le sens de « l'économie de ressources (matières premières, énergie) ou de la moindre pollution ». « Ces deux critères réunis définissent aussi bien les pratiques environnementales

⁴⁹ MARESCA, B. et HEBEL, P.; coordination assurée par Martine Berlan-Darqué (Ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, direction générale de l'Administration et du Développement, service de la recherche et des affaires économiques), *L'environnement : ce qu'en disent les Français*, Paris, Ed. La documentation française, 1999.

que la consommation durable lorsque ces pratiques se situent dans le champ de la consommation ». Plus particulièrement, « les usages en matière de tri des déchets ainsi que les préférences exprimées pour l'achat de recharges » ont été supposés comme « significatifs de l'intégration du souci pour l'environnement dans les activités de la vie quotidienne. ».

En effet, dans les pays développés, les déchets sont un réel problème. La poubelle moyenne s'alourdit au fil du temps. Annuellement, les Français se débarrassent de 24,5 millions de tonnes de déchets : 4,5 millions de tonnes d'objets encombrants et 20 millions de tonnes d'ordures ménagères au sens strict. Chaque Français jette donc à la poubelle 352 kg d'ordures par an. Ce poids varie selon la région : on jette plus à Paris qu'ailleurs. C'est par la prolifération des emballages, qui constituent environ 47% du poids sec de la poubelle, que les déchets des ménages continuent d'augmenter (chiffres Observatoire des déchets, ADEME, 1999).

Selon Alexis Roy, lors de l'enquête permanente sur les conditions de vie des ménages de l'Insee, réalisée en janvier 2005, il apparaît que « les pratiques environnementales s'installent de plus en plus dans la vie quotidienne des Français. Le tri des déchets ou l'attention à la consommation d'électricité et d'eau sont désormais adoptés par une large majorité des ménages. L'achat de produits Bio ou l'attention à la quantité de déchets lors d'un achat sont moins pratiqués mais tendent à se répandre. Le degré d'adoption de gestes « verts » par les Français est fonction d'une certaine aisance sociale mais aussi de leur sensibilité à l'environnement. »

Cette enquête permet de dresser un état des lieux des pratiques environnementales adoptées dans la sphère domestique et d'analyser leur cohérence avec les opinions et les attitudes vis-à-vis de l'environnement. Quatorze questions emblématiques des pratiques écologiques ont été retenues de l'ensemble du questionnaire afin de caractériser le profil environnemental des ménages. Huit concernent des gestes concrets et six relèvent d'attitudes de vigilance dans le domaine de la consommation de biens et d'énergie.

Les comportements liés au tri sont désormais bien installés dans la vie quotidienne des Français ; ils figurent parmi les actes les plus couramment adoptés : 3 ménages sur 4 affirment trier régulièrement leurs déchets (verre, piles, papiers, emballages). Ces pratiques ont progressé de manière significative depuis 1998 (INSEE, 1999) : 36 % des ménages déclaraient trier régulièrement le papier, 24 % les piles et 20 % le plastique. Dans une moindre mesure, l'arrêt de la veille de la télévision ou l'apport d'un cabas à roulettes, d'un panier ou d'un sac pour faire ses courses sont des gestes assez répandus. De même, une large majorité des ménages déclare faire attention à sa consommation d'électricité et d'eau. Prendre en compte la consommation d'énergie lors de l'achat d'un appareil électroménager est également une attitude courante puisque 6 ménages sur 10 déclarent le faire. En revanche, peu de ménages achètent des produits issus de l'agriculture biologique ou équipent une part importante des luminaires du logement en ampoules basse consommation. Le surcoût de ces produits en est probablement l'une des raisons. Faire attention à la quantité de déchets qu'implique l'achat d'un bien est également une attitude encore peu répandue.

En moyenne, les ménages déclarent effectuer 8 pratiques parmi les 14 sélectionnées. La plupart des gestes et attitudes sont désormais bien installés dans la vie quotidienne de la majorité des ménages (77 %) qui ont intégré 7 pratiques et plus. **Les pratiques les moins répandues (achat de produits Bio, équipement d'une part importante des luminaires en ampoules basse consommation et attention à la quantité de déchets qu'implique un achat) concernent surtout les ménages les plus assidus (34 %), c'est-à-dire ceux qui en déclarent entre 10 et 14.**

L'âge de la personne de référence et la **composition du ménage** influencent plus particulièrement le nombre de pratiques adoptées. Parmi les ménages effectuant un petit nombre de pratiques environnementales (entre 0 et 6 sur les 14 sélectionnées), on trouve plus souvent que la moyenne des personnes seules, qui ont entre 15 et 30 ans. La composition du ménage est déterminante : les personnes seules et les familles monoparentales déclarent peu de pratiques comparativement aux ménages vivant en couple.

Le **type et le statut d'habitation** influencent les comportements adoptés : les habitants de petits logements et les locataires adoptent moins fréquemment des comportements favorables à l'environnement. Le lieu de résidence est influant : habiter l'unité urbaine de Paris augmente nettement la probabilité de déclarer peu de pratiques alors qu'elles sont plus nombreuses chez les ménages vivant dans les petites agglomérations. Les ménages des unités urbaines de moins de 20 000 habitants ont une probabilité plus élevée de faire partie des catégories ayant le plus de pratiques (+32 %) par rapport à ceux des unités urbaines de plus de 100 000 habitants.

La **catégorie socioprofessionnelle** représente un critère discriminant. La probabilité de déclarer peu de pratiques favorables à l'environnement est 2,35 fois plus importante pour les « agriculteurs, artisans, commerçants ou chefs d'entreprise ». Un faible **niveau d'études** ou l'absence de diplôme est un critère défavorable à l'adoption de pratiques environnementales. Le **revenu** influe également.

En conclusion, l'adoption de pratiques environnementales est ainsi liée à une certaine aisance sociale. Elle émerge plus particulièrement au sein de ménages propriétaires, vivant en couple, dans lesquels la personne de référence, âgée de plus de 30 ans, est diplômée. Mais les différences observées peuvent traduire les facilités offertes par la collectivité d'adopter ou non des attitudes respectueuses de l'environnement. Selon une étude conjointe de l'Insee et l'Ifen50 de 1999, **l'émergence du tri dépend des politiques locales**.

A côté des comportements de tri, deux préférences lors de l'achat sont significatives d'une attitude favorable à l'environnement : choisir des recharges plutôt que des produits neufs équivalents, et faire réparer un petit appareil électroménager en panne, plutôt qu'acheter un produit neuf pour le remplacer. La situation financière a aussi une influence dans la préférence pour la réparation d'un appareil en panne. Ainsi, 64 % des chômeurs choisissent de réparer plutôt que de changer un appareil électroménager contre 56 % en moyenne (cela n'explique pas pour autant le retrait de cette catégorie vis-à-vis du tri des déchets).

Il est intéressant de faire le lien entre ces pratiques et la sensibilité à la nature et à l'environnement, bien que comme nous venons de le voir beaucoup de facteurs indépendants de cette sensibilité influencent ce lien. Etudier les ressorts de la sensibilisation pour comprendre dans quelle mesure, celle-ci peut influencer concrètement les pratiques, est le but de la prochaine partie.

4) Les ressorts de la sensibilisation à l'environnement :

L'hypothèse consiste à dire que l'on ne peut vouloir protéger, et donc restreindre son action, se contraindre, que pour des éléments que l'on connaît ou du moins que l'on comprend. La règle d'or des espaces naturels est en effet que les conflits avec les objectifs de

⁵⁰ DOBRE M., et MONTEIRO S., 1999, *Trier, récupérer, réparer. Les pratiques des ménages en matière de déchets*, INSEE, 4 p.

conservation d'une zone protégée sont sensiblement réduits lorsqu'on a affaire à une population de visiteurs « éduqués »⁵¹.

Selon Sean PRENDERGAST, « la compréhension du milieu naturel par le public détermine incontestablement le rapport de ce dernier à l'environnement et l'importance qu'il lui attache. Cette attitude conditionne à son tour la volonté politique de la préserver. » Donc le but est de viser à restreindre le décalage observé entre les principes ou « bonnes intentions » et les actions concrètes qui ne suivent pas forcément.

Si l'accès à la nature à travers une connaissance accrue et une meilleure compréhension est source d'enrichissement et de bien-être, alors la sensibilisation et la révélation des « besoins intérieurs » constituent la mission et l'objectif de l'éducation à l'environnement. Un des premiers points fondamentaux mis en avant par les pionniers de l'interprétation environnementale est la notion de « sens du lieu » telle que le définit Freeman TILDEN. « Donner aux visiteurs d'une zone, une interprétation de ces caractères particuliers dans une optique récréative ou éducative »⁵².

Il appartient aux professionnels des zones protégées de transmettre un message qui prenne en compte l'environnement dans sa **globalité**. Les citoyens, en particuliers ceux qui sont victimes d'exclusion sociale, économique ou même culturelle, sont souvent peu conscients de l'importance des zones naturelles protégées ou non. Un enfant dans une ville ne se rend pas forcément compte de la valeur de tel ou tel arbre ; il faut lui faire comprendre quel est le lien entre cet arbre et le milieu naturel en général et, au bout du compte en quoi cet arbre contribue à la préservation de sa qualité de vie. Le but de la sensibilisation à l'environnement est donc aussi de « **susciter l'émerveillement et la responsabilité du public à l'égard de notre patrimoine naturel** »⁵³.

Selon Sandra RIENTJES, un des ressorts de la sensibilisation est aussi de convaincre, ou tout au moins montrer, l'utilité des zones protégées. « Si les gens ont le sentiment qu'agir en faveur de la nature apporte très peu d'avantages et beaucoup d'inconvénients, la nature sera perdante ». En effet, « notre culture valorise encore, par-dessus tout, les activités qui produisent à brève échéance des avantages concrets et quantifiables ». Les écologistes ont eu beaucoup de mal à expliquer les avantages quantifiables de la nature. Jusque dans les années soixante-dix, les arguments avancés par les écologues pour justifier la protection de la nature portaient sur la valeur intrinsèque de la nature ou l'intérêt scientifique des espèces et des écosystèmes. Depuis quelques années, on observe un changement d'approche en utilisant le vocable « biodiversité ». « La **valeur utilitaire et commerciale de la nature** figure explicitement ». Ceci rend la protection de la nature plus acceptable aux yeux des groupes dont la perception de la nature est plutôt commerciale et l'attitude plutôt « impérialiste ». La biodiversité est plus susceptible d'être présentée de la même manière que la qualité chimique et physique de l'environnement. Ceci dit cette stratégie n'est pas sans risque : si vous appelez la nature « biodiversité » et privilégiez les arguments utilitaires pour justifier de sa protection, vous aurez du mal à vous opposer à des arguments utilitaires en faveur de sa destruction.

⁵¹ PRENDERGAST, S., *Quel accès à la nature ? Le rôle des zones protégées*, extrait des actes [du] Colloque / organisé par le Conseil de l'Europe dans le cadre de la 32^e réunion annuelle des agences nationales du Centre Naturopa, *La Nature comme patrimoine: de la sensibilisation à l'action*, Strasbourg, Ed. du Conseil de l'Europe, 2002

⁵² TILDEN, F., dans de PRENDERGAST, S., *Quel accès à la nature ? Le rôle des zones protégées*. Ibid.

⁵³ Ibid.

Nous commençons à voir les paradoxes auxquels peuvent amener de tels raisonnements et nous les développerons dans la partie III C) 1).

Un exemple de la sensibilisation à l'environnement est traité dans *la Nature comme patrimoine : de la sensibilisation à l'action*, c'est le cas des jardins botaniques en Europe, qui peuvent aussi être le lieu d'une sensibilisation à l'environnement. En effet, les jardins botaniques sont aisément accessibles au grand public puisqu'ils se situent pour la majorité d'entre eux, à proximité des grandes villes. « Avec plus de cinquante millions de visiteurs par an, les 350 jardins botaniques des Etats membres de l'Union Européenne sont un endroit idéal pour faire prendre conscience au grand public des valeurs de la biodiversité ». De plus, ces lieux sont historiquement des lieux d'éducation et d'apprentissage, avec l'enseignement de la botanique et de la médecine.

Il ressort de l'étude que les principales motivations des visiteurs sont rarement de l'ordre scientifique ou de la préservation. « La visite du jardin botanique est plutôt une expérience qui renforce le qualité de vie du visiteur, qui y fait l'expérience de la tranquillité, de la solitude, de l'espace et de l'ombre ». Les visiteurs aspirent à se détendre, à se distraire et à vivre une expérience esthétique. Partant de ce constat, comment les jardins botaniques peuvent-ils sensibiliser aux valeurs de la biodiversité ?

Il faut en effet tenir compte des aspirations des visiteurs pour lesquels l'acquisition de connaissances n'est pas primordiale. Il est indispensable qu'ils soient partie prenante, que leurs intérêts soient préservés et que leurs activités soient en rapport avec la vie quotidienne. « Si nous souhaitons modifier le comportement des êtres humains, si nécessaire, il nous faut recourir à des techniques et des activités qui encouragent les visiteurs à poser des questions constructives sur la relation entre le comportement humain et la nature. ». « Par conséquent les jardins botaniques sont attrayants, ils présentent des histoires qui nourrissent l'intérêt des visiteurs, leur insufflent, tout en les motivant, la valeur de la biodiversité et les incitent à « agir » dans le respect de la nature. »

Les outils utilisés peuvent aussi être, comme dans le livre de Roger BARBAULT, la vulgarisation de grands concepts écologistes, ici sous forme d'un ouvrage pédagogique, facile à lire, avec un positionnement des problèmes et la proposition d'un autre modèle : « Faire équipe avec la nature ! ». Il fait donc bien de la sensibilisation à l'environnement en expliquant les grands concepts et ensuite en proposant une action concrète.

Un autre outil est l'empreinte écologique. C'est une mesure de la pression qu'exerce l'homme sur la nature, développé au début des années 1990 par des chercheurs de l'université de Colombie-Britannique au Canada. Il indique la surface au sol qu'utilise une population pour maintenir son niveau de vie, s'approvisionner en ressources et absorber ses déchets de façon durable (routes, champs, habitats, zones polluées...). C'est aujourd'hui un indicateur utilisé par l'Europe. Il montre que la généralisation des modes de vie des pays riches n'est pas possible. Par exemple, il révèle la nécessité de 5 planètes si toute l'humanité adoptait le mode de vie américain et de 3 pour celui des français. Il a l'avantage d'être très « parlant » et de susciter l'étonnement. Cette interpellation des consciences peut-elle être un bon moyen de provoquer des changements de modes de consommation et de vie ?

En Angleterre, une étude récente pour le développement de « résidences écologiques » (BedZED)⁵⁴, montre que les réels problèmes sont les modes de consommation et les pratiques quotidiennes. En effet, même si tous les pays riches adoptaient les normes de BedZED, leur empreinte écologique correspondrait à une planète et demie.

Un concept récent, celui de l'**écocitoyenneté**, interpelle sur ces questions et incite chacun à être citoyen au sens d'acteur de la planète, citoyen de l'humanité. L'**écocitoyenneté** traduit le comportement responsable quotidien qu'une personne se doit d'adopter face à la nature. Ce comportement réside dans des gestes simples :

- **des réflexes de consommation au niveau alimentaire** : consommer des fruits de saison, des espèces sauvages ou de fruits ou légumes oubliés (qui participent à la diversité biologique et sont mieux adaptés aux conditions locales), privilégier les aliments sans ou avec peu d'emballages, les labels bio ou du commerce équitable...
- **des réflexes pour diminuer sa consommation d'eau et d'électricité** : prendre des douches au lieu de bains, repérer les fuites d'eau, utiliser ampoules à économie d'énergie, suivre les labels écologiques pour ces achats d'appareils électroménagers, maintenir sa maison à une température en dessous de 20°C... ;
- **des réflexes pour diminuer ces déchets ou ces rejets de polluants** : pratiquer le tri, recycler le papier, acheter des produits ménagers moins polluants, privilégier les transport en commun ou la marche à pied et le vélo pour se déplacer, jardiner « écolo » (c'est-à-dire avec moins de pesticides, en privilégiant le rôle des insectes et microorganismes, appelé plus scientifiquement « auxiliaires de culture », en optimisant l'usage de l'eau...)...

Ce terme est de plus en plus utilisé dans les actions de sensibilisation, on voit apparaître des guides « Être Écocitoyen » aux éditions *Si on vivait autrement ?*, vendu dans les « Nature et Découverte », magasins très en « vogue », parmi d'autres ouvrages comme « Vivre avec la nature », « Votre Bien-Être » ou « Votre maison ». Cet engouement pour ces magasins est-il par exemple une « mode » ou un désir réel de vivre autrement de la part de la population ? L'envie de « cocooner », de prendre soin de soi est certaine, mais quand il s'agit de s'imposer des contraintes pour l'environnement, le désir de mieux vivre, dans un environnement plus sain est souvent remis en cause au profit d'intérêts immédiats (gain de temps, diminution de la fatigue...).

Evoquons un autre terme « en vogue », de plus en plus médiatisé et qu'on ne présente plus, puisqu'on en a déjà beaucoup parlé au sein même de ce rapport : la biodiversité. La surexploitation de ce terme vient d'une plus grande préoccupation de la part des français à laquelle répondent les médias ? Ou ce sont là des exemples concrets de sensibilisation qui fonctionnent ? Ou encore un alibi pour donner bonne conscience à la destruction de la nature dans de nombreuses zones ? J.-C. GENOT critique ce projecteur unique par lequel on observe la nature, conduisant « de plus en plus de protecteurs à gérer les milieux naturels dans une **course à la biodiversité**, créant une **industrie du faux** et faisant croire ainsi à la société tout entière que la nature ne peut exister sans l'homme »⁵⁵.

⁵⁴ BedZED = Bedington zero energy development. Ce sont des résidences autosuffisantes en énergie grâce au vent, au soleil et à la biomasse.

⁵⁵ J.-C. GENOT, dans son livre *Écologiquement correct ou protection contre nature ?*, Aix-en-provence, Édisud, 1998, cité dans R. BARBAULT, *Un éléphant dans un jeu de quille*, Paris, éd. SEUIL, 2006

Pourtant, au même titre qu' « une zone protégée à l'aire limitée peut sembler désuète au vu des problèmes mondiaux d'environnement », les gestes quotidiens proposés à Monsieur-tout-le-monde, peuvent paraître d'une action très limitée et donc inefficaces, inutiles. En effet, au regard de l'ampleur des phénomènes, les prédictions alarmistes dont nous parlions tout à l'heure, sans parler des menaces que font toujours peser l'évolution des techniques et les adaptations du vivant (maladies de plus en plus endurantes...), ces actions concrètes semblent dérisoires. Cela peut induire le réflexe du « Nous vivons dans un monde pourri ! » comme le chante si gaiement Manu CHAO, et de « marcher sur la petite fleur »⁵⁶, peut-être pour se déresponsabiliser, « moi, j'l'ai pas vu, j'ai marché d'sus », ou exprimer son dégoût, son impuissance.

Pour convaincre de l'importance de ces gestes ou plus généralement de la préservation de l'environnement, la sensibilisation suffit-elle ou doit-on, comme Robert BARBAULT le préconise, pour imposer une réelle prise en compte de l'environnement, passer par une « économisation » de l'environnement⁵⁷ ? Il défend en effet que « tout discours romantique est sans effet sur les forces du Marché, et donc du réel qui s'impose aux sociétés humaines ». Ces deux approches comportent pourtant des risques (exemple des Galápagos) et des dérives. Nous en verrons des exemples dans une partie C), mais voyons la stratégie de sensibilisation qui s'est peu à peu imposée dans les politiques des zones protégées.

B) Orientation des politiques et actions des zones protégées vers la sensibilisation

1) Historique

Comme nous l'avons vu précédemment, les zones de protection en France ont actuellement pour base les lois de 1960 de Protection de la nature (**Réserves Naturelles et Parcs Nationaux**) et le décret 75-983 du 24 octobre 1975, relatif aux **Parcs Naturels Régionaux (PNR)**. Nous nous intéresserons à ces 3 entités citées car elles émanent de la législation française, sont implantés en France en nombre important et depuis longtemps. Cela permettra de voir leur rôle sur la durée.

Ces types de protection montrent le changement de concept instituant la création des zones de protection. Pour les premières, les buts sont la conservation en premier lieu, puis les mesures sectorielles basées sur la création de réserves et donc sur l'exclusion de certains espaces ne suffisent pas ou plus. Les derniers visent bien entendu, à conserver la nature, mais ils sont aussi marqués par la volonté de contribuer aux développements des régions sur lesquelles ils portent. La nature n'est plus vue comme indépendante des pratiques sociales, au contraire, elles peuvent être la condition de son maintien. Ce déplacement de concept est concomitant avec la définition d'une nature transversale. Elle ne peut plus se satisfaire exclusivement des soins des spécialistes, elle suppose non seulement d'autres modes de gestion, mais aussi « d'autre formes d'engagements et de sociabilités » dira C. MOUGENOT. Elle va de pair avec une modification des procédés d'élaboration des politiques publiques. Pour les PNR, la démarche est davantage ascendante et n'aboutit que grâce à la concertation et l'adhésion collective locale. Ce changement de gouvernance s'amorce aussi dans les Parcs Nationaux avec la loi d'avril 2006, imposant la mise en place d'une charte et la libre adhésion des communes à celle-ci.

⁵⁶ Manu CHAO, « Sibérie m'était contée », « le p'tit jardin », autoproduction, 2002.

⁵⁷ L'économie écologique, une nouvelle science apparue dans les années 90 qui est encore à ses prémices

Nous ne verrons pas les structures du type ZNIEFF, zones MAB (Man And Biosphère), zones Natura 2000, ZICO qui n'ont pas forcément une portée réglementaire, n'ont pas d'organisme de gestion, ou existent depuis trop peu de temps et ne sont donc pas identifiées par la population, ou dont il est difficile d'évaluer le message. L'implication dans la sensibilisation à l'environnement ne pourra donc pas être mesurée ou même ressentie par la population.

a. Les réserves

Les **Réserves Naturelles** concernent un territoire aux enjeux patrimoniaux forts de niveau régional, national ou international : « espaces, espèces et objets géologiques rares ou caractéristiques, milieux naturels fonctionnels et représentatifs ». L'objectif d'une réserve naturelle est de protéger les milieux naturels remarquables ou menacés. Le territoire est **géré à des fins conservatoires** et de manière planifiée, par un organisme local spécialisé. En effet, chaque réserve naturelle est placée sous une autorité administrative (du Préfet pour les réserves naturelles nationales, du Président du Conseil Régional pour les Réserves Naturelles régionales, du Président de la Collectivité Territoriale pour les Réserves Naturelles de Corse) qui est à l'initiative du classement.

La démarche de mise en place de cette zone est donc ascendante. Cette autorité constitue un comité consultatif de gestion comprenant les principaux partenaires intéressés (services de l'Etat, collectivités locales, associations de protection de la nature, personnalités scientifiques...) et confie localement la gestion à un organisme gestionnaire. Il peut être une association, une collectivité territoriale, un regroupement de collectivités, un établissement public, des propriétaires, un groupement d'intérêt public ou une fondation.

Les grandes missions des réserves naturelles se déclinent ainsi :

- protéger le patrimoine naturel
- le gérer
- le faire découvrir, dans la mesure où l'information, l'accueil de divers publics et les moyens financiers sont compatibles avec l'objectif prioritaire de protection du milieu et avec les activités (agriculture, suivi scientifique...)

Actuellement, les Réserves Naturelles en France accueillent chaque année environ 4 millions de visiteurs.

b. Les Parcs Nationaux

La création d'un Parc National se fait par décision gouvernementale. A la suite de consultations et d'enquêtes préliminaires, une enquête d'utilité publique est lancée. La décision de classement sera ensuite prise par le Conseil d'Etat. C'est donc une structure qui émane « d'en haut », au niveau de l'Etat.

Elle est gérée par un établissement public national. Un Parc National contient des réserves intégrales. La chasse et la pêche sont limitées et de façon générale les activités humaines sont réglementées. L'accès peut l'être aussi. Le but principal est la sauvegarde du milieu naturel et la conservation de la faune et de la flore.

Motivée par évolutions techniques sociales, juridiques et politiques qui rendaient le texte fondateur datant de 1960 plus vraiment adapté au contexte actuel, une nouvelle loi a été

votée au printemps 2006. Le nouveau texte de loi réaffirme la vocation de protection de ces monuments naturels et culturels d'importance nationale et internationale que sont les Parcs Nationaux. Il précise la définition d'un Parc National et consacre les appellations de « cœur de parc » et « aire d'adhésion ». En effet, la zone centrale devient le « cœur de parc », c'est à dire la zone à très haute valeur écologique où activités humaines sont très réglementées voire interdites. A travers la terminologie d'« aire d'adhésion », la loi instaure une **nouvelle gouvernance** sur les territoires situés hors du cœur, en proposant aux communes qui les composent d'**adhérer librement à la future charte que devront désormais élaborer les parcs nationaux**. Cette loi permet donc de mieux allier le national au local ce qui était une des raisons d'être de cette loi.

La charte est une nouveauté. Elle précise les mesures de protection applicables en cœur de parc, et les activités de développement durable soutenues dans les communes de l'aire d'adhésion. Le dispositif juridique est renforcé. Un nouvel établissement public, Parcs Nationaux de France, sera créé. Il coordonne les actions des parcs et leur communication au niveau national et international. En effet, « **un besoin d'une stratégie de communication commune et l'insuffisance cruciale de positionnement politique commun** »⁵⁸ avaient été constatés. Il sera chargé de « créer le lien entre les parcs nationaux pour renforcer leur rayonnement »⁵⁹ par exemple l'organisation de manifestations fédératrices.

c. les Parcs Naturels Régionaux

Les **Parcs Naturels Régionaux (PNR)** ont pour but de **protéger** et de **mettre en valeur** les territoires remarquables des grands espaces ruraux habités. Les territoires remarquables sont ceux qui possèdent des paysages, des milieux naturels ou un patrimoine culturel qui sont de grande qualité mais en équilibre fragile. On voit là que la définition de territoire remarquable est soumise à la notion de « grande qualité », notion peu précise et donc subjective, et à la notion d'« équilibre fragile ».

L'initiative de la création du parc revient au Conseil Régional, mais sa mise en place est soumise à la réalisation d'une **charte** comprenant un projet pour 10 ans du territoire sur lequel les partenaires et acteurs du parc se sont mis d'accord et à son approbation commune par le département, le Conseil Régional, et le Ministère de l'environnement.

La gestion est confiée à un syndicat mixte au minimum constitué de la région et des communes constitutives du parc. Le PNR est régi par un conseil d'administration, un conseil scientifique et de commissions, aidant à la prise de décisions.

Les missions des PNR sont :

- la protection et la gestion du patrimoine culturel et naturel
- l'aménagement du territoire
- le développement économique et social
- l'accueil, l'éducation et l'information du public
- l'expérimentation et la recherche

⁵⁸ Dossier de presse des « Rencontres des parcs nationaux », Valdeblore, Parc national du Mercantour, avril 2006.

⁵⁹ Ibid.

2) Les actions de sensibilisation au sein des zones protégées

On observe une orientation des politiques vers de plus en plus de sensibilisation à l'environnement. Le discours de cette sensibilisation à l'environnement change aussi. Il s'oriente vers les messages d'écocitoyenneté, c'est-à-dire proposant des modifications des comportements concrets dans les espaces non protégés.

Voici quelques exemples d'actions proposées sur la période 2005-2006 dans les zones protégées :

- Le PNR du Vexin français met en place un projet pédagogique sur les énergies renouvelables.
- Le parc des Causses du Quercy édite un guide des diagnostics en entreprises à la suite de 60 diagnostics environnementaux réalisés avec l'ADEME (agence départementale pour la maîtrise des énergies) et les agences de l'eau.
- Le PNR Loire-Anjou-Touraine coordonne et développe des actions éducatives dans les écoles, des ateliers pédagogiques, produit un carnet de découverte du parc des patrimoines naturels, culturels et paysagers, établit un concours « Territoire et Citoyenneté », fourni une assistance technique aux EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) pour la définition de projets d'éducation à l'environnement, et met en place un guide des plantations ornementale adaptées au paysage...

Ces quelques exemples montrent que les thèmes abordés sont donc divers : on touche à la fois à la sensibilisation, à l'émerveillement pour des espèces / espaces exceptionnels mais aussi de l'éducation des comportements pour la nature ordinaire. Ces actions sont destinées à toutes sortes de publics enfants/ entreprises / collectivités / grand public, soit de façon isolée et spécifique (diagnostics pour les entreprises), soit sous forme globale et non sélective (mise en place de panneaux sur la faune et la flore), ou intégrée à d'autres projets (guide des plantations ornementales...)

Ces actions de sensibilisation ont-elle des répercussions sur les pratiques quotidiennes ? La donnée visuelle que constitue la limite de ces zones, peut-elle aussi influencer les comportements ?

Des questions sur ces actions restent en suspend, une évaluation du bénéfice concret de celles-ci, de leur efficacité sera en effet le sujet de notre étude en seconde partie.

Les enjeux au sein des zones protégées ont changé. Il ne s'agit plus seulement de protéger mais aussi de communiquer, de sensibiliser la population à l'importance de son patrimoine naturel et à la nécessité de le protéger. Cette nouvelle vision des aires protégées implique de nouvelles politiques et pratiques, parfois contestables, que nous allons détailler.

C) Les répercussions de ces politiques

1) Un compromis difficile à trouver entre protection et fréquentation

Le titre évocateur d'une thèse de doctorat récemment soutenue, de L. ALLIE, montre les difficultés auxquelles sont confrontés les protecteurs de la nature lorsqu'il s'agit de mixer protection et tourisme : « *La gestion de l'espace dans les parcs naturels régionaux sous pressions touristique et urbaine, ou comment les acteurs bricolent du développement et de la préservation dans les Massifs de la Chartreuse et du Vercors* »

On enregistre dans ces zones protégées une concentration excessive des populations à la recherche d'espace « nature » néfaste aux écosystèmes : « Les responsables de l'ASPAS ont constaté que bon nombre de réserves naturelles [...] et plusieurs parcs nationaux et régionaux [...] sont en réalité soumis à toutes les nuisances de l'homme (urbanisation, routes, pistes, déforestation, pollution...) constituant à leur sens rien de moins qu'une véritable supercherie entretenue par les pouvoirs publics. (Flash info, n°26, janvier 1991, p.11) »

Cette concentration est pourtant parfois désastreuse pour la zone qui doit subir cette pression de population importante (flux de voitures pour se rendre dans ces zones, dérangement de la faune et la flore...). Elle devient donc aussi bien souvent la zone de toutes les « activités natures » (nouvellement appelée depuis la loi de juillet 2000 les Activités Physiques et Sportives de Nature, APSN) comme le VTT, le parapente, l'escalade, le canoë/rafting qui sont parmi les plus dégradantes et agressives pour la nature : vitesse, dérangement des zones de nidage dans les falaises ...

Ces flux importants de population doivent donc être canalisés, et les activités doivent être gérées dans l'espace et dans le temps pour que le compromis puisse s'établir ; pour qu'à la fois l'homme puisse profiter d'un cadre naturel d'exception pour ses loisirs et qu'à la fois, la nature (espèces, espaces) puisse être préservée. Ce compromis est pourtant difficile à obtenir : on peut facilement tomber soit dans un excès d'interdictions privant de tout contact avec la nature (interdiction totale de l'accès à ces espaces, pourtant « appartenant à tout le monde »), soit s'il s'établit au profit de l'activité humaine, dans un excès d'aménagement modifiant et parfois dégradant fortement l'environnement dans des zones normalement protégées.

F. TERRASSON illustre ce premier aspect avec les politiques de certains parcs (parfois hors France) qui amènent à des restrictions de la liberté, une surveillance quasi « policière » : « Photographier ici » sur un panneau au Canada ; « la place de l'homme dans la nature est sur le sentier »... C'est ce qu'il nomme le « Faites valider votre ticket », c'est-à-dire une telle canalisation des promeneurs qui serait insoutenable pour ceux qui la mettent en place. Cela peut amener à une exaspération plus ou moins consciente et donc à un incivisme contre les pancartes « disposées tous les 500 m ». Les conséquences peuvent donc être inverses à l'effet souhaité (exemple d'effet inverse : « le sol pavé de mégots en dessous de l'interdiction de fumer »)

De l'autre côté, aménager ces zones « protégées » pour que le public puisse en profiter, se fait parfois au détriment de celles-ci : un exemple est donné par F. TERRASSON dans « *En finir avec la nature* » où les bandes enherbées le long de plans d'eau sont dédiées aux pêcheurs et aux pique-niqueurs, alors que c'est précisément la zone de plus grande biodiversité que de nombreuses espèces utilisent pour leur reproduction, nourriture, échange, migration...

Ce deuxième aspect est plus surprenant. Comment peut-on contraindre la vocation première de ces espaces de préserver la biodiversité ? Cette priorité donnée aux activités humaines ne s'accorde encore pas avec les objectifs de protection.

L'exemple des îles Galápagos évoqué en page 15, montre que même au sein d'un des plus prestigieux parc national, l'équilibre entre protection et tourisme n'a pu être trouvé, signant « l'échec de la conservation de la nature aux Galápagos. »⁶⁰.

Quelles solutions à ce problème de concentration excessive pourraient être trouvées ? Faudrait-il mériter l'accès à ces zones ? Soit par une diminution des accès routiers, seulement les personnes les plus motivées et les plus sportives peuvent parvenir à la zone ; soit par une privatisation des espaces nature sur le modèle des plages payantes en Italie qui apparaissent normales à tout le monde ? Ces hypothèses discriminatoires sont contestables, et il n'est rien de moins sûr que le fait qu'elles favorisent des personnes susceptibles d'être plus respectueuses de ces zones...

Les solutions sont peut-être à rechercher dans les raisons fondant cette situation : Pourquoi cette concentration des flux de population se trouvent dans ces zones ? On constate que la concentration des flux de population en quête d'espace nature dans une même zone, seul temple de la nature préservée, est l'expression de deux phénomènes.

Premièrement, le désir de la population majoritairement citadine qui ne trouve pas de réponse à ses *attentes de nature* en ville. En effet, selon une enquête de 1992 (traitement du CREDOC en 1998) à la question « *Qu'est ce qui est intéressant selon vous dans la nature ?* » 90% de la population citadine interrogée choisit « la nature spontanée sauvage », ce qui montre que ce n'est pas la nature en ville, ressemblant aux parcs et jardins qui est recherchée.

On parle là de population citadine. C'est donc un phénomène important puisque la population urbaine est la plus importante aujourd'hui en France. En effet, les 3/4 de la population résident dans une aire urbaine. Ces chiffres parlent d'aire urbaine, qui comprend aussi la population en zone périurbaine, population qui n'est pourtant pas soumise au même cadre de vie et n'a donc ni les mêmes représentations de la nature, ni expériences et donc ni perceptions. Par conséquent, elle n'aura peut-être pas les mêmes expériences et perceptions ni les mêmes préférences en matière de paysage ou de nature.

D'autre part, la zone périurbaine apparaît souvent comme un compromis entre les impératifs de travail en ville et l'envie de vie dans un cadre où la nature est présente. C'est la zone qui a gagné le plus de population dans les dernières 25 années (+ 2 millions selon les chiffres de l'INSEE). Des contraintes financières influencent aussi ces choix, et cela surtout par le passé : industrialisation de la construction de maison individuelle, aide à la construction dans les années soixante-dix...

Pourtant, ces observations des deux paragraphes précédents amènent à supposer que la nature en ville n'est pas vue en France comme satisfaisante, répondant aux attentes des français et à leur représentation de la nature. Cette conception de la nature en ville chez les français serait peut-être à étudier plus en détail dans le cadre d'un autre mémoire. Dans l'enquête INED, on constate que les urbains des grandes villes sont plus enclins au réensauvagement des paysages : il est plus conforme à leur point de vue sur la nature (sauvage, spontanés...). Ils sont aussi plus éloignés du problème de la déprise agricole, et donc de la

⁶⁰ BARBAULT, R., *Un éléphant dans un jeu de quille*, Paris, éd. SEUIL, 2006

préoccupation de l'entretien des terres. « Les nouvelles générations de *cols blancs* acceptent plus que des pans entiers de l'espace soient repris dans des cycles naturels spontanés »⁶¹.

On constate aussi dans cette même enquête que le contact quotidien avec la nature de la population française est très limité. A la question « En dehors des périodes de vacances vous arrive-t-il de marcher plus d'une heure dans la nature (campagne, parc, ect.), simplement pour vous promener ? », environ un peu moins de 40% de la population (37,2 pour les femmes et 39,8 pour les hommes) ne marche jamais plus d'une heure dans la nature hors des périodes de vacances simplement pour se promener. La représentation de la nature en est d'autant plus sacralisée (retour à l'idée d'une nature sanctuarisée dans les zones protégées ?). Ce contact réduit des individus avec la nature peut s'expliquer par manque d'intérêt pour celle-ci de façon générale, ce n'est pourtant pas ce que l'on constate dans les questionnaires ou en observant la fréquentation des zones protégées. Ce peut donc provenir du manque d'intérêt pour ces zones de nature citées : parc, campagne..., ou de la difficulté à trouver ou plutôt à identifier ces zones. La campagne peut être un lieu qui, pour un citadin, ne sera pas identifié comme un lieu de promenade, ou bien où la place du promeneur ne sera pas indiquée et donc pas identifiée.

L'intérêt pour les zones protégées peut, en effet, aussi venir de facilités pratiques. On accède facilement à ces zones en voiture, l'accès est fléché, on dispose d'un parking où laisser sa voiture et l'on a l'assurance en se rendant sur ces lieux de pouvoir accéder directement à des espaces intéressants, qu'on nous vante comme exceptionnels...

On peut maintenant ne plus se placer au niveau des préférences de la population mais tout simplement de leur connaissance de ces zones, donc de l'information qui est faite autour de ces zones. On ne parlera pas là de la réceptivité à ces messages de la part de la population mais de comment ils sont organisés par les structures gérant ces zones de protection.

Une réelle *publicité*, une communication est faite pour solliciter la venue du public. Elle est aussi la cause de cette fréquentation massive. On parle effectivement de *marque*, de *logo* permettant la reconnaissance de ces zones. Ils sont supposés être un appui au développement local (« accueil, produit, savoir-faire ») mais peuvent faire douter quant aux réels objectifs de ces zones.

« L'accueil du public » est parfois le premier objectif affiché même dans des réserves (réserve des « Aiguilles rouges » par exemple). Pourquoi cela ? Pour financer les organisations des réserves demande F. TERRASSON ? Ou réellement pour le but plus louable d'éduquer, de sensibiliser à l'environnement ? Les ventes assidues de manuels sur l'environnement dans ces « maisons des parcs » amènent aussi à se poser des questions. De même, la *promotion* qui est faite de ces zones, occupe une part de plus en plus importante. Lors des dernières « rencontres des parcs nationaux »⁶² en avril 2006 à Valdeblore, c'est bien d'un « besoin de stratégie de communication » qu'il est question, on parle d'un produit, de *marketing*. Ces aspects génèrent aussi des coûts qu'il faut compenser et cela ne peut se faire que par les fonds publics.

⁶¹ MARESCA, B. et HEBEL, P.; coordination assurée par Martine Berlan-Darqué (Ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, direction générale de l'Administration et du Développement, service de la recherche et des affaires économiques), *L'environnement : ce qu'en disent les Français*, Paris, Ed. La documentation française, 1999.

⁶² Dossier de presse des « Rencontres des parcs nationaux », Valdeblore, Parc national du Mercantour, avril 2006.

Dans le même ordre d'idée, J.-C. GENOT nous fait part de ses inquiétudes lorsqu'il évoque « la professionnalisation des associations et la démarche commerciale pour certaines d'entre elles, les mécénats et sponsoring, l'explosion de la gestion écologique sous toutes ces formes (crapauducs, réintroductions, entretien de sites naturels, pose de nichoirs, création de biotopes), concurrences entre les associations elles-mêmes ou entre associations et certains organismes publics sur le marché de la nature (études, inventaires, actions de protection) ».

Apparaît en filigrane une notion de « rentabilité » de ces zones que certains acteurs « demandent ». Ce terme est un peu fort mais il vient du fait qu'il faut justifier de la non constructibilité de certains terrains ou du refus d'implantation de certaines entreprises ou industries qui pourraient pourtant être des facteurs d'emploi et donc de développement économique. Ces réflexions ne se basent pas sur des exemples concrets de « tractations » entre acteurs, même si implicitement de nombreux conflits de territoire se résolvent ainsi.

La proposition de l'économie écologique qui implique d'imposer une valeur économique aux espaces peut être la résolution de ce problème. Elle va à l'encontre des processus établis : « L'économie de marché a structurellement exclu ses impacts sur l'environnement du champ de son réel, de même l'écologie scientifique traditionnelle a exclu l'homme et l'économie de son champ de perception »⁶³. Pourtant plutôt que de s'exclure, l'économie écologique propose d'inclure les deux mondes pour une prise en compte réciproque. Les capacités d'évaluation de l'espace sont encore très peu définies (la valeur provient-elle des bénéfices que l'on peut obtenir d'un espace qu'ils soient matériels ou immatériels ? Sur quelle échelle de temps ?...) et « les capacités régulatrices du Marché sur le long terme sont tout sauf prouvées »⁶⁴, et n'assurent donc pas la pérennité d'un espace. Cette science est encore jeune et ne permet pas de résoudre le problème même si c'est bien à ce niveau monétaire qu'il se situe.

Le problème de cette valorisation des espaces peut vite apparaître comme la recherche d'une valeur économique à ces espaces. Une économisation de l'espace et de ses ressources biologique est une démarche que recommande Roger BARBAULT. Pourtant, les premiers essais du marché européen d'échange des droits d'émission de carbone, mis en place depuis 2005, a déjà connu ces premiers ratés en avril-mai 2006 avec la chute du cours du CO₂⁶⁵. Cela amène à douter de la fiabilité de cette approche mais ce ne sera pas l'objet direct de notre étude. Ce qui est remis en cause est le but de l'accueil de population. Il convient alors de se demander si l'accueil de cette population est « utile » et « fonctionne » ? C'est-à-dire s'il peut avoir des retombées notables et salutaires pour la protection de l'environnement ?

2) Un message compris et acquis ?

C'est sur cette problématique plus particulière de l'efficacité de la sensibilisation que nous allons nous centrer. En effet, nous avons exposé précédemment les aspects critiquables en termes écologiques, de conception et d'application des limites des zones protégées. En revanche, connaître les répercussions des aménagements et dispositifs de sensibilisation mis en place dans ces zones, en quelque sorte leur efficacité, paraît important. Cette limite qui est poreuse, constitue pourtant une réelle frontière visuelle. Cela influence-t-il les comportements, la réceptivité des publics aux messages en faveur de l'environnement ?

⁶³ BARBAULT, R., *Un éléphant dans un jeu de quille*, Paris, éd. SEUIL, 2006.

⁶⁴ Ibid.

⁶⁵ BELLANGER, B., *Kyoto, un projet voué à l'échec ?*, Science & Vie, août 2006.

C'est en effet un aspect des zones protégées très développé et, comme nous l'avons vu, en pleine expansion. Evaluer les nombreuses actions mises en place paraît donc important. De plus, c'est le seul élément dans les objectifs des zones protégées qui est susceptible d'avoir une action en dehors de la zone protégée, dans les zones « banales » qu'il faut considérer actuellement. C'est donc aussi l'élément qui s'accorde le mieux avec le développement durable puisqu'il a une visée de prise en compte globale de l'environnement. C'est l'objectif des zones protégées qui possède la portée la plus importante puisqu'elle peut « agir », avoir des répercussions, en dehors de la zone protégée.

Mais cette sensibilisation est-elle réellement efficace ? Les logo, marques, mis en place, sont-ils réellement connus et reconnus ?

Les limites sont-elles réellement visibles ? Sont-elles comprises et admises par les acteurs de ces lieux (habitants, promeneurs...) ?

Il serait intéressant de tester si les promeneurs savent dans quelles structures ils se situent ? S'ils connaissent les interdictions relatives à cette zone...

- Les comportements sont-ils vraiment modifiés par « les bonnes pratiques » proposées et les messages véhiculés à l'intérieur de ces zones protégées ? Sont-ils vus, compris puis finalement appliqués ?
- Être sensible à la nature, nous amène-t-il à être plus respectueux de l'environnement ?
- Quels sont les ressorts psychologiques qui conditionnent notre action face à l'environnement ?
- Les actions proposées dans ces zones permettent-elles d'inculquer des comportements respectueux de l'environnement ? Qu'en est-il au dehors de ces limites administratives, où la loi et le bon sens s'appliquent mais de façon à priori moins contraignante ?

PARTIE B

*Après avoir vu des critiques et émis des doutes sur l'efficacité des zones protégées, nous tenterons de l'étudier au niveau de la sensibilisation, de savoir si ces politiques peuvent compenser des problèmes de définition, d'application ou les dérives constatées. Notre hypothèse est de dire que **les messages véhiculés dans les zones protégées ont un impact sur les pratiques quotidiennes des personnes fréquentant ces zones.***

I. LA MISE EN PLACE D'UN QUESTIONNAIRE

A) Les différents moyens d'étude de cette situation

Nous aurions pu nous intéresser au respect des règles de préservation de l'environnement à l'intérieur même des zones protégées par le public venant les visiter. Cela en étudiant les vecteurs de communication (journaux, associations, affichage...) présents dans les zones protégées, leur contenu factuel, l'image ou le message véhiculé, leur localisation et mise en scène ou perspective. Les règlements "affichés" et officiels, plus ou moins clairs ou induits, ne sont pas réellement connus ou compris. La perméabilité physique de ces zones avec l'extérieur peut en être une raison. Sauf dans le cas particulier d'une île, le milieu naturel reste semblable à l'extérieur. Seule la pancarte marque la distinction. Il faut ensuite évaluer la compréhension et la mémorisation du message par des entretiens et observer le respect ou non des interdictions, soit sur place, soit par le relevé des contraventions dressées.

Mes observations au cours de mes stages me permettent de douter du respect des règles au sein même des sites hautement protégés : des comportements dangereux pour les écosystèmes mais aussi pour eux-mêmes vont être adoptés par les visiteurs. Je citerais l'exemple à Porquerolles d'une personne qui, alors qu'elle se déclarait consciente de l'interdiction, allumait une cigarette au sein de massifs forestiers à haut risque d'inflammabilité en plein été par grand vent. Cette île est pourtant gérée par le Parc National de Port Cros. Des agents, des gardes et des sigles de prévention et d'interdiction sont très présents. Cela n'incite pas à croire en l'efficacité de la responsabilisation environnementale individuelle visée dans les zones protégées. De plus, il est difficile d'être vigilant au respect des règlements sur la totalité des périmètres. Il paraît important de véhiculer un message en amont, par la sensibilisation, plus que par la répression.

Je m'intéresserai donc plutôt aux pratiques a posteriori de la visite pour évaluer si l'action peut être valable en dehors des moments où l'interlocuteur est sollicité par l'information. Un autre élément émanant du sondage Ined 1992 (traitement du CREDOC en 1998), montre que l'idée d'une action individuelle déterminante pour l'environnement n'est pas, à cet époque, passée dans la conscience collective. Mais ce sondage date déjà de 14 ans et comme nous l'avons vu les perceptions des problèmes d'environnement ont beaucoup évolué ces dernières années. Le passage à des dangers imperceptibles, diffus et globaux, et la médiatisation des menaces a pu changer la responsabilité individuelle envers l'environnement. Cet engouement encore mitigé mais que l'on constate, pour les produits issus de l'agriculture biologique, du commerce équitable ..., témoigne-t-il du fait que les français deviennent peut-être plus « éco-citoyen » qu'il y a 15 ans et donc se sentent plus responsables de leur actions individuelles en matière d'environnement ?

En effet en observant l'évolution de la récupération du verre, papier - carton et plastique depuis 1985, selon des sources INSEE, on voit que les trois catégories sont en augmentation.

	1985	1988	1993	1999	2001	2002	2003	2004
Verre recyclé	17	20	35	46	51	52	56	57
Papier carton	35	33	35	50	49	51	54	58
Plastiques					14	15	16	

Evolution de la récupération du verre, papier-carton et plastique depuis 1985 (en % de la consommation)

Ces pratiques sont pourtant très conditionnées par l'offre en équipement de collecte des collectivités qui s'est lui-même bien amélioré depuis 1985. Pourtant sur une période plus réduite nous obtenons les mêmes résultats sur ces éléments en comparant l'enquête OPRESE sur les pratiques des ménages en 1998 et de l'enquête permanente sur les conditions de vie « Pratiques environnementales » de l'INSEE de janvier 2005. Cette comparaison des sondages est pourtant à considérer avec précaution : ce n'est pas le même organisme qui réalise les sondages, les échantillonnages sont donc peut-être différents. Ces enquêtes s'intéressent aussi à des pratiques dépendantes de l'attention uniquement (consommation d'eau, énergie) qui révèlent les tendances mitigées.

	Tri régulier du :			Attention à la consommation :	
	Verre	Pile	Papier	d'eau	d'énergie des appareils électroménagers
1999 sondage OPRESE	64	24	36	67	65
2005 enquête INSEE	77	73	71	77	59

C'est un point qui mériterait d'être approfondi mais qui constituerait à lui seul un mémoire de recherche et ne répondrait pas directement à la question posée.

Un autre axe d'étude aurait pu être de rechercher une éventuelle corrélation entre la surface des zones protégées et le développement des pratiques environnementales. Ce n'est pourtant pas celui retenu.

Notre étude consiste ici, à mettre en place un questionnaire testant les pratiques des individus, en particuliers les « **pratiques environnementales** » (terme employé par l'IFEN, voir définition p.30), **selon qu'ils habitent dans une zone protégée ou non**. Bien entendu, pour les individus ne résidant pas dans une zone protégée, il faudra savoir s'ils sont déjà allés dans des zones protégées et quels messages ils en ont retirés. Cette deuxième information sera seulement subjective. En comparant les personnes ayant déjà fréquenté des zones protégées et celles ne l'ayant jamais fait, nous atténuerons le biais de cette subjectivité.

Pourtant le lien entre la présence dans une zone protégée et les pratiques n'est pas si évident. Comme nous l'avons vu dans les parties précédentes, les représentations et perceptions de la nature et l'environnement sont multiples. Les moyens d'information sur les pratiques environnementales hors des zones protégées sont considérables et influencent les messages, leur compréhension ou leur adhésion à ceux-ci. Nous allons donc essayer de déterminer la part d'influence de ceux délivrés dans les zones protégées.

B) Les différents liens de causalité à tester

Il faut en effet évaluer la sensibilité globale des individus, **sensibilité à l'environnement et la nature**. Cette sensibilité peut être présente chez les individus, indépendamment de leur présence ou fréquentation des zones protégées. Elle peut aussi influencer leurs pratiques ou être le moteur de leurs visites dans des zones protégées, ou être elle-même renforcée par ces visites.

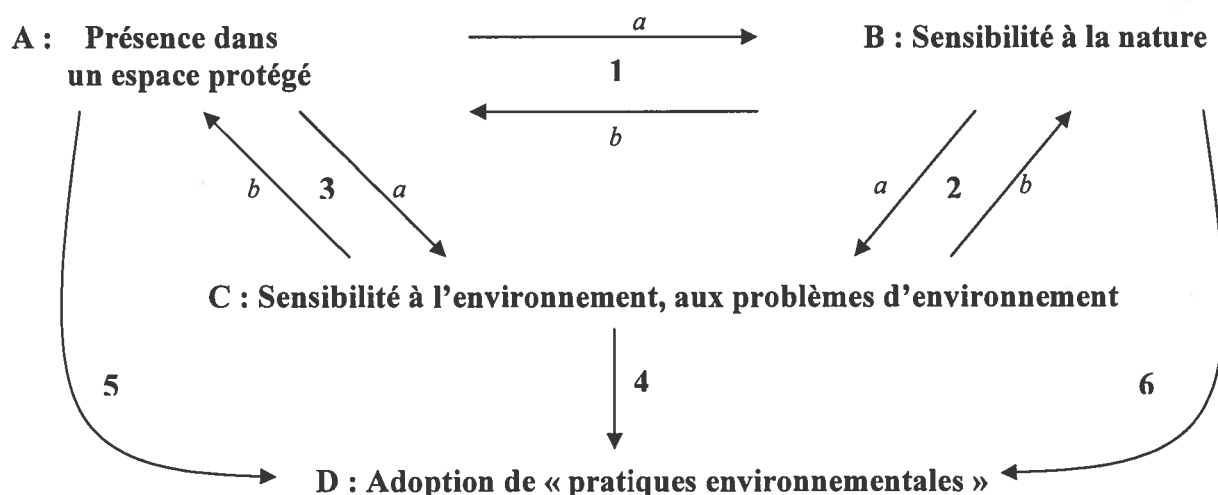
Nous avons vu lors de l'étude des pratiques quotidiennes des français, en page 30, des déterminants de cette **sensibilité à la nature**. Le sondage de l'IFEN de 1992 mettait en évidence des degrés de sensibilité et de comportement rendant compte des liens entretenus avec les dimensions naturelles qui environnent. Il évaluait l'importance des contacts que les Français entretiennent avec les éléments de la nature en fonction de leur habitat, leur intérêt pour les « formes domestiques » (animaux de compagnie, plantes d'agrément, jardinage...) et pour les paysages de la campagne. D'autres déterminants influent cette sensibilité: les représentations de la nature (cf page 25), les conditions de vie et les positions sociales mais aussi comme nous l'avons vu, le sexe et le lieu de résidence.

On parle ici de sensibilité à la nature que l'on peut différencier de la sensibilité à l'environnement dans le sens des problèmes d'environnement. **La sensibilité aux problèmes d'environnement**, est définie par l'INSEE et l'IFEN⁶⁰ par les réponses suivantes à trois questions portant sur l'appréciation subjective (ou opinion) sur l'environnement :

- considérer les problèmes d'environnement comme réellement préoccupants,
- juger l'état de l'environnement de sa région et de la France moyen, mauvais ou très mauvais
- estimer que la France devrait, au cours du siècle prochain, protéger la nature et l'environnement.

C'est donc ces liens entre la sensibilité à l'environnement et à la nature avec les pratiques quotidiennes (tri des déchets, pratique des transports en communs ou des modes doux de locomotion....) et la présence dans les zones protégées qui nous intéressent. Dans quelle mesure ces sensibilités ou cette présence peuvent s'influencer entre elles, ou influencer vers un intérêt, un respect pour la nature et l'environnement et vers la prise de conscience d'une responsabilité quotidienne ?

Nous arrivons donc aux relations suivantes entre ces différents éléments :



⁶⁰ DOBRE M., et MONTEIRO S., *Trier, récupérer, réparer. Les pratiques des ménages en matière de déchets*, INSEE, 1999, 4 p.

Tester l'état A, c'est-à-dire la présence dans un espace protégé, sera fait, comme nous l'avons précédemment expliqué, par le lieu d'habitation et/ou la fréquentation d'une zone protégée.

Pour tester le lien 1 ou 2, il faut s'intéresser à tester l'état B. Il faut tout d'abord se demander ce qu'est être sensible à la nature selon nous ? Est-ce apprécier son contact sensitif ou juger utile sa conservation ? Les deux sont-ils liés ?

Donc pour tester cet état B, nous nous intéresserons :

- au contact que la personne entretient avec la nature (envie de l'observer, de la pratiquer),
- à la connaissance de celle-ci, puisque selon Sean PRENDERGAST, « la compréhension du milieu naturel par le public détermine incontestablement le rapport de ce dernier à l'environnement et l'importance qu'il lui attache. Cette attitude conditionne à son tour la volonté politique de la préserver. »,
- et à sa connaissance des moyens de protection et de gestion.

Nous identifierons un échantillon de personnes sensibles à la nature qu'on qualifiera d'« éco-sensible » en référence aux typologies effectuées par Odile Peixoto dans *Les français et l'environnement*, en 1993. Nous nous baserons sur un public de spécialistes, amateurs de sorties nature et désireux de l'étudier, ce qui correspond, par extension, aux deux premiers points retenus comme critères d'évaluation de la sensibilité à la nature. C'est un groupe d'adhérents de la LPO (Ligue de Protection des Oiseaux) qui sera pris comme échantillon test. Des questions sur leur connaissance des moyens de protection et de gestion permettront de valider, ou invalider, le troisième critère et son lien avec les deux premiers. Il aurait été bon de trouver un échantillon témoin d'« éco-sceptique » ou d'« éco-ignorant » mais la part de subjectivité dans la définition de ce groupe apparaissait trop importante.

Si l'on constate que l'échantillon de personnes LPO n'a pas des pratiques respectueuses de l'environnement, soit le lien 2a ne sera pas confirmé, soit cet échantillon ne sera pas représentatif de personnes sensibles à la nature.

Pour définir l'état C, nous demandons aux individus s'ils se considèrent comme sensibles aux problèmes d'environnement, bien qu'avec cette formulation la réponse soit automatiquement oui. Dans une seconde session de questionnaires, nous prenons les questions définies par l'INSEE et l'IFEN, d'appréciation subjective sur l'environnement (cf sondage l'IFEN et l'INSEE p.46) pour infirmer ou confirmer la sensibilité des individus.

Le lien n°4 a été testé par l'IFEN et l'INSEE⁶¹ et leurs résultats ne sont pas flagrants :

« On aurait pu s'attendre à ce que cette sensibilité aux problèmes de l'environnement se traduise dans la pratique de façon plus évidente. Or, sauf en ce qui concerne l'achat de recharges, les différences entre ces ménages et les ménages peu sensibles aux problèmes d'environnement sont assez faibles. Certes, le lien entre sensibilité écologique et pratique existe mais il est, sur les données disponibles, encore assez ténu. »

⁶¹ « **Pratiques environnementales et sensibilité aux problèmes d'environnement** », 1998. Elle avait comme objectif principal de connaître les pratiques quotidiennes des ménages dans le domaine de l'économie domestique, de la consommation et des transports - en relation avec l'opinion sur les problèmes d'environnement.

4 Lien entre sensibilité aux problèmes d'environnement et pratiques

	En %	
	Ménages sensibles	Ménages peu sensibles
Pratique régulière du tri :		
- du verre	70	63
- du papier	40	36
- du plastique	23	19
- des piles	29	23
Choix de la recharge à la place du produit neuf	74	64
Choix de réparer un appareil électrique en panne plutôt que de racheter un appareil neuf	60	76
Répartition dans l'ensemble des ménages	8	92

1. Le critère de sensibilité a été défini à partir des réponses suivantes :
le ménage considère les problèmes d'environnement comme réellement préoccupants,
il juge l'état de l'environnement de sa région et de la France moyen, mauvais ou très mauvais
et il estime que la France devrait, au cours du siècle prochain, protéger la nature et l'environnement.
Lecture : 70 % des ménages sensibles aux problèmes d'environnement trient le verre usagé pour le recyclage.
Source : Enquête pratiques environnementales et sensibilité aux problèmes d'environnement, janvier 1998, Insee

Ces liens seront étudiés dans notre questionnaire. Tester les liens 2 et 3 revient-il à tester les liens 5 et 6 ?

On définit ici que l'état D, l'adoption de pratiques environnementales, est forcément consécutif à une sensibilité à l'environnement et/ou la nature et/ou une pratique des espaces protégés. En effet, les pratiques choisies nécessitent un effort au quotidien, elles ne peuvent donc se faire sans une motivation écologique. Les liens 4, 5 et 6 sont donc à sens unique.

Le lien 1, dont nous avons expliqué qu'il peut être à double sens, sera étudié mais il est difficile de scinder précisément 1a et 1b.

Les liens 2b et 3b ne seront pas testés. Des liens dans ce sens peuvent exister, surtout en 2b, mais il est difficile d'identifier, *a priori*, les gens ayant de bonnes pratiques. De plus, ils ne concernent pas directement la question de notre étude.

C) Structure du questionnaire

Comme nous venons de le voir, le choix des différents publics et la corrélation ou non avec leurs pratiques domestiques, de consommation et de déplacement, nous permettra de tester les différents liens. Cela sera associé à des questions sur leur fréquentation des zones protégées et leur connaissance de celles-ci (dénominations, gestion...). Nous allons maintenant analyser le questionnaire point par point.

1) La première partie du questionnaire : le rapport avec la nature et l'environnement.

1) Vous considérez vous comme sensible aux problèmes environnementaux ?

☐ Oui ☐ Non

Elle permet de définir de façon subjective l'état C, la sensibilité à l'environnement assimilée ici à la sensibilité aux problèmes d'environnement.

2) Etes-vous déjà allés dans des zones protégées ?

☐ Oui ☐ Non ☐ Ne sait pas

3) Si oui, lesquelles :

- ☐ Parc National
- ☐ Réserve Naturelle
- ☐ Parc Naturel Régional (PNR)
- ☐ Ne sait pas

Si vous vous en souvenez de quelles unes, quelles sont leurs noms (*prioritairement celles de la région*):

La question 2 permet de connaître leur présence ou non dans les zones protégées (état A). Si l'on combine cette question avec le fait d'appartenir à la LPO, nous pouvons étudier le lien 1. Au premier abord, la question 3 permet de savoir dans quel type de zone protégée se sont rendus les enquêtés. Pourtant elle permet surtout de tester la connaissance des zones protégées, donc ce qui pour nous définit la sensibilité à la nature, état B.

Nous verrons par la suite, que cette question met en évidence des erreurs de la part des interrogés (parc national de Brière), qui nous amène, dans une seconde session de questionnaires, à faire des questions spécifiques pour les touristes de Brière :

- Où nous situons nous ?
- Est-ce une zone protégée ?
- Si oui, laquelle ? quel type de structure de protection ?
- Connaissez vous les termes : Parc National, Réserve Naturelle, Parc Naturel Régional ou PNR ?
- Savez vous les différencier (type de structure de gestion, de protection, de condition d'accès...) ?
- Connaissez vous des actions des parcs ? de celui-ci en particulier ?

La suite du premier questionnaire s'intéresse au but de la venue dans ces zones protégées :

4) Que venez vous chercher dans ces lieux ?

- ☐ Calme, silence
- ☐ Lieu de promenade ou d'activités sportives
- ☐ Lieu d'observation de la nature
- ☐ Autres :

Cette question cherche à connaître la motivation de la fréquentation de ces zones. Une recherche « d'observation de la nature » caractérise peut-être une vision plus biocentrée, une envie de contemplation, plutôt que d'utilisation. Au contraire, la pratique d'une activité sportive peut mettre en évidence une vision où la zone protégée est seulement le moyen de l'activité bénéficiant à l'homme, perception anthropocentrée. Pourtant il est difficile d'être aussi certain car les éléments sont liés et la motivation est souvent multiple.

Au départ, cette question avait pour but de définir si les visiteurs viennent pour la nature ou si la présence dans ces zones les y sensibilise, mais comme nous l'avons, ce lien n°1 est difficile à évaluer, savoir si c'est dans le sens 1a ou 1b, l'œuf ou la poule.

5) Avez-vous participé à des sorties natures organisées ?

☐ Oui

☐ Non

Si oui, avec quel(s) organisme(s) :

Cette question permet de définir la sensibilité à la nature de la personne, état B. Par conséquent savoir si le lien 2a vient renforcer le lien 3a, ou d'isoler le 3a. Cet élément permet de séparer l'influence des sorties, pour isoler celle de la fréquentation dans les zones protégées, si cela est possible, et de vérifier l'influence du lien 2a.

Les questions suivantes portent sur les sorties organisées et sur les zones protégées.

Si vous avez répondu non en question 2) et 5), passez aux questions de la deuxième partie.

6) Pensez-vous qu'elles (les sorties organisées et/ou les zones protégées) ont renforcé votre sensibilité aux problèmes environnementaux ?

☐ Un peu

☐ Beaucoup

☐ Pas du tout

☐ Vous ne savez pas

7) Pensez-vous qu'elles ont modifié vos pratiques quotidiennes et favoriser chez vous les éco-gestes (tri, économie d'énergie...) ?

☐ Un peu

☐ Beaucoup

☐ Pas du tout

☐ Vous ne savez pas

Ces questions évaluent, selon la subjectivité des enquêtés, les liens 2a et 3a, puis 5 et 6 ; Ces réponses seront souvent différentes ce qui remet en cause l'identification de ces liens deux à deux.

8) Avez-vous appris des éléments sur la nature ?

☐ Reconnaissance Faune/ flore, rythmes et mécanismes biologiques

☐ Gestion et protection : qui fait quoi et comment ?

☐ Les gestes environnementaux : tri des déchets, éco-habitat

☐ Autres :

On peut par cette question évaluer si les enquêtés pensent avoir acquis des connaissances et de quel ordre. S'ils cochent les cases 1 ou 2 (reconnaissance faune/flore et gestion/protection), selon eux, leur sensibilité à la nature, état B, est renforcée ; on peut ainsi tester le lien 1a et l'« autorenforcement » de l'état B. Comme pour beaucoup de choses, ce sont les personnes déjà éveillées qui y font attention. Avec la troisième case, on peut tester le lien 5, 6.

Finalement la dernière question, leur demande à quels médias ils pensent avoir été réceptifs.

9) Si oui, par quels biais ?

☐ Panneaux

☐ Animateurs

☐ Dépliants

Pour les enquêtés, habitants de Brière, une question supplémentaire est ajoutée en début de questionnaire :

2) Pensez-vous le fait d'habiter dans une zone protégée vous rendent plus sensible aux problèmes environnementaux ?

☐ Un peu

☐ Beaucoup

☐ Pas du tout

☐ Vous ne savez pas

Dans la seconde session des enquêtes, elle sera précédée de questions pour évaluer leur connaissance de leur zone d'habitat et des actions du parc :

- Comment qualifieriez vous la zone où vous habitez, à quelle entité administrative appartient-elle ?.....
- Est ce une zone protégée ? Si oui, de quel type ?.....

2) La deuxième partie du questionnaire : les pratiques et la fiche d'identité

Le choix des pratiques à étudier s'est fait en référence à un sondage de l'ADEME de 1991 (à vérifier), et les sondages précédemment exposés de l'IFEN et l'INSEE. Ceux-ci ayant déjà été testés, ils ont prouvé leur efficacité de formulation et possèdent donc des références nationales. Ensuite, les pratiques testées sont quotidiennes, on parle de gestes réflexes, et touchent des domaines variés (déplacements, recyclages, économie d'énergie...). Elles sont « significatives de l'intégration du souci pour l'environnement dans les activités de la vie quotidienne. ». Nous demandons aussi la fréquence de la pratique pour connaître ce degré d'intégration.

Nous avons séparé en 2 colonnes les pratiques pour savoir dans le cas où les enquêtés ne le font pas, s'ils sont prêts à le faire. Cela permet donc d'évaluer le décalage qui existe entre le comportement et l'intention de le pratiquer.

II. Vos pratiques :

		Etes vous prêt à le faire ?		L'avez-vous fait ?				Le cas ne s'est pas présenté
		Oui	Non	Régulièrement	Quelques fois	Rarement	Jamais	
recyclage	Trier vos déchets à domicile papier-carton verre plastique conserve							
	Apporter vos déchets toxiques (peintures, piles, cartouches d'imprimante, solvants...) dans des lieux appropriés							
économie d'eau, d'énergie, de rejets	Acheter des ampoules à économie d'énergie							
	Acheter des produits ménagers respectueux de l'environnement							
	Acheter certains produits alimentaires en vrac							
	Acheter des produits issus de l'agriculture biologique							
	Ne pas arroser votre jardin en période de restriction d'eau							
	Eteindre les appareils électriques en veille							
déplacements	Renoncer à sa voiture les jours de pics de pollution							
	Pratiquer le co-voiturage							
	Utiliser un autre mode de transport que la voiture							

Ensuite la fiche d'identité reprend les caractéristiques identifiées au cours des autres sondages _____
comme déterminantes au niveau des comportements écologiques.

III. Fiche d'identité

☐ Homme ☐ Femme

Age :

Commune de résidence:

Profession exercée :

☐ Indépendant

☐ Employé

☐ Reste au foyer

☐ Retraité

☐ Cadre supérieur, profession intermédiaire

☐ Ouvrier

☐ Etudiant (domaine :.....)

☐ Autres inactifs

Niveau d'étude :

☐ Aucun

☐ BEP-CAP

☐ Diplôme supérieur

☐ BEPC

☐ Bac

II. MODES D'ETUDE ET ANALYSE DES PREMIERS RESULTATS

A) Les zones d'études

Ces études se feront donc sur 2 secteurs, l'un à l'intérieur d'une zone protégée, l'autre à proximité de la précédente mais hors du périmètre de protection. La zone protégée étudiée n'est pas une zone à forte réglementation, comme les Parcs Nationaux ou les Réserves Naturelles. Cela aurait pu être intéressant car étant plus surveillée, des résultats déjà recensés de type contraventions, sondages..., pourraient être plus nombreux.

La zone protégée étudiée est un Parc Naturel Régional, structure qui présente dans sa mise en place et son fonctionnement plus d'atouts en terme de communication, donc de sensibilisation :

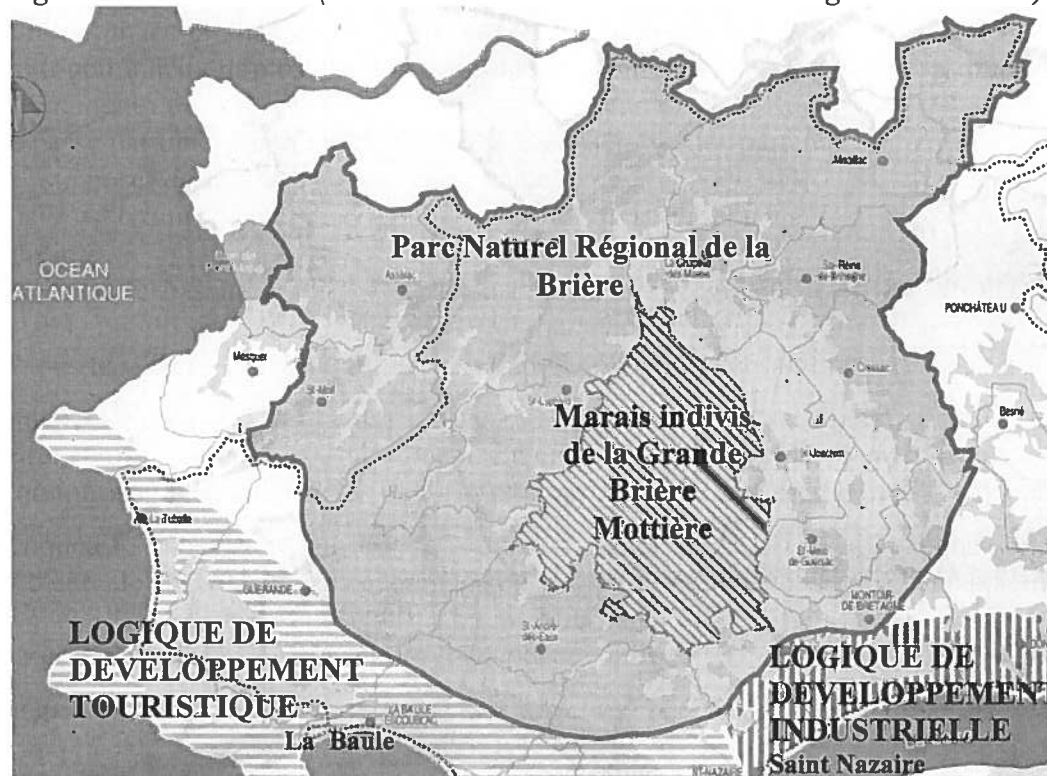
- elle émane d'une démarche ascendante (initiative au Conseil Régional),
- elle passe par un engagement volontaire de l'ensemble des partenaires,
- elle suppose donc davantage de dialogue et de concertation, mais la superposition de structures (communauté de communes, limites départementales, régionales...) peut aussi être un frein.

En effet, en se basant sur la « Charte du Parc naturel régional de Brière. Projet de territoire 2001 / 2010 », on observe que beaucoup d'actions, mises en place et à venir, se réfèrent aux habitants. Nous le verrons tout à l'heure en étudiant de plus près ces actions.

Commençons par présenter ce territoire en termes humains mais également naturels, puisque le milieu naturel choisi est lui aussi, déterminant. En effet, les comportements et les attentes des publics (habitants ou touristes) ne sont pas les mêmes selon qu'ils soient à la mer ou à la montagne.

Les enquêtes se font donc sur le Parc Naturel Régional de la Brière qui est une zone de marais située au cœur de la presqu'île guérandaise. Ce parc couvre 49 000 hectares et concerne territorialement 17 communes, et 70 000 habitants. Le Parc Naturel Régional de Brière figure parmi les parcs naturels régionaux les plus petits et les plus peuplés.

Carte générale de la Brière (extrait de la Charte du Parc naturel régional de Brière)



Le Parc Naturel Régional de Brière se caractérise principalement par la présence de marais qui recouvrent près de la moitié de son territoire. C'est prioritairement pour protéger et mettre en valeur les marais briérons, « système particulièrement complexe et sensible », qu'il fut créé en 1970. Le marais indivis de Grande Brière Mottière, en plein cœur du Parc couvre à lui seul 7000 hectares d'un seul tenant, en quasi-totalité sur la seule commune de Saint Joachim. Le Parc est aussi composé de prairies naturelles inondables, de buttes, de roselières et de plans d'eau. Cette « complémentarité des milieux en mosaïque fait de la Brière un site d'intérêt international pour l'hivernage, la migration et la reproduction des oiseaux d'eau. ».

Cette étonnante richesse écologique est due, non seulement à un niveau d'intérêt exceptionnel mais aussi à une diversité des composantes liées les unes aux autres (l'eau, la faune, la flore, les hommes, les activités...). L'identité briérone s'appuie fortement sur la chaumière, qui constitue l'une des composantes du paysage briéron. « Les siècles de vie communautaire et la pratique d'activités de subsistance en quasi-autarcie ont engendré une réelle culture briérone. Cette dernière s'est également forgée au gré des luttes des briérons pour défendre leur bien. En effet, de tous temps, il ont dû lutter pour conserver leur droits sur le marais ».

La force historique de l'attachement des briérons à leur territoire tenait à leur fréquentation des lieux, à des pratiques de cueillette (pêche, chasse, coupe de roseau), à leur intérêt économique (tourbe, pacage, roseau, voire produit de la pêche...). Ces liens ont, pour partie, profondément évolué. On assiste ces dernières décennies à la diminution de ces activités économiques citées, et à l'essor de loisirs (randonnées pédestres, équestres, promenade en chaland...) pratiqués par les habitants, les urbains périphériques, ou les touristes.

Le Parc Naturel Régional de Brière affirme au sein de la charte sa vocation de maîtriser l'unité sociologique et géographique ». « Il permet de mettre en place un développement économique durable, tout en s'appuyant sur un milieu naturel dont l'atout principal est la zone humide d'importance européenne ». « Il s'affirme comme une voie alternative de développement, en maîtrisant le tourisme, en protégeant la zone humide, en assurant le maintien du tissu rural, promulguant la valorisation des produits du terroir. »

On constate, en effet, l'application de ces lignes directrices dans le bilan des 30 ans d'action du Parc Naturel Régional de Brière. Les orientations et stratégies définies pour les 10 ans à venir s'articulent autour de trois mots : Sauvegarde, valorisation et pédagogie. C'est évidemment sur le dernier terme que nous allons nous pencher. Selon la charte, il consiste à :

- Renforcer et enrichir encore les liens d'attache et d'usage entre les habitants du Parc naturel régional et leur espace de vie.
- Poursuivre l'éducation des jeunes et du grand public en renforçant les actions en direction des habitants du Parc.
- Proposer un réseau de lieux de découverte ouverts sur l'ensemble des facettes du patrimoine.

1) La communication mise en place par le Parc

On voit que de nombreuses actions à destination des habitants existent. Un des axes est de « **renforcer la fréquentation des habitants sur le territoire** ». Pour cela, le Parc propose des calendriers de sorties découvertes sur toute l'année, cherche à mettre en place des dispositions de transmission des savoir-faire locaux (école de perche, fabrication de chalands, de paniers, de "rinches"...), aide à la création d'associations de randonnées et assure leur coordination...

Pour inciter les habitants à fréquenter le marais de façon plus citoyenne, plus engagée, le Parc et les gestionnaires organisent aussi des journées d'actions collectives : nettoyage des ports, arrachage de la jussie, collecte de déchets... « Rien ne vaut la pédagogie de l'action pour se sentir responsable et impliqué ». Pour l'instant, elles ont peu mobilisé les habitants.

Un autre axe « **Informier pour mieux communiquer** » comporte aussi des actions importantes en direction des habitants :

- La création et la diffusion régulière à raison de deux fois par an d'un « **Journal du Parc** », **journal d'information destiné aux habitants**, sont réalisées depuis 2001. Il a pour sujet les actions du Parc et de ses partenaires, les politiques mises en place et des enjeux actuels. Il sert aussi à la transmission des connaissances et à la sensibilisation vers des comportements et habitudes plus respectueux des patrimoines et des ressources. Cependant personne, parmi les habitants, ne m'a parlé de ce journal.
- **Des soirées à thèmes ou des conférences, occasions d'échanges et de réflexions, sur des sujets touchant les habitants et le territoire**, seront organisées par le Parc. Elles auront pour thèmes : architecture et paysages ; environnement-travaux de recherches ; actions culturelles, pédagogie de l'environnement ; agriculture ; tourisme.

Le Parc entend aussi poursuivre son action « sensibiliser au territoire, à son projet, à ses valeurs de façon systématique » en visant trois grands types de public : les scolaires, les habitants, le grand public (dont les touristes). En plus des actions pour faire découvrir la Brière aux touristes et renforcer les liens des habitants aux marais, le Parc conduit une politique éducative soutenue, portée par les centres d'éducation à l'environnement : Kerhinet, le domaine du bois Joubert à Donges et la Maison de la randonnée et de la nature à Herbignac.

La première session des enquêtes se tenant en hiver, elles ont été faites auprès des habitants du Parc, la fréquentation touristique des zones protégées étant faible pendant les mois d'hiver. Ce critère d'habitant est étudié aussi parce qu'il est un facteur déterminant des pratiques environnementales. Majoritairement, les enquêtes se déroulent sur la commune de Saint Joachim, où est située la Maison du Parc et dont une partie est en Réserve Naturelle, gérée par la commune. Cette superposition des statuts fait de cette commune une zone riche écologiquement mais aussi en terme de communication et d'image.

Les habitants sont sollicités de façon quotidienne par les messages du Parc. Pourtant, ce sont peut-être ceux qui y sont les moins « sensibles », ne venant pas comme certains visiteurs chercher un message ! C'est leur espace quotidien de vie et qui n'est pas forcément pour eux un lieu exceptionnel et encore moins de protection de la nature. C'est leur lieu d'habitat et donc d'activités anthropiques. De plus, certains ont habité cette zone avant la mise en place des mesures de protection. C'est pourquoi nous étudions si selon eux, la zone où ils habitent est une zone protégée ou non et si sa mise en place a modifié leur considération à l'égard de leur environnement proche, et les a amené à en prendre un plus grand soin. Ce critère sera donc très subjectif.

Ceci est difficile à évaluer notamment, parce qu'il existe une **réticence** de certains habitants envers le Parc et ces actions, et la protection de l'environnement de façon globale. Nous avons vu tout à l'heure que la culture brièronne s'est fondée en partie sur la lutte que les briérons ont dû exercer pour conserver leurs droits sur le marais. Par ailleurs, la création du Parc n'a pas fait l'unanimité en 1970. L'action de pédagogie et de communication du Parc a, de ce fait, été privilégiée depuis 30 ans. Il est admis dans la charte que si le Parc « est désormais bien accepté par l'ensemble des partenaires, des difficultés subsistent encore, voire parfois des blocages ». Ces derniers ont pu être constatés lors des enquêtes, puisque de nombreuses personnes refusaient de répondre. En effet, il

y a seulement de cela une dizaine d'années, la Maison de la Nature a été brûlée par les plus « réfractaires » à la protection de l'environnement. Cet élément est une clé de lecture importante de nos échantillons de populations. Inclure la variable du nombre d'années d'habitation de la personne dans cette zone aurait permis d'avoir une vision prospective du taux de pratiques environnementales en Brière. Les nouveaux habitants ont peut-être une plus grande propension à ces pratiques ou à s'intéresser aux messages du Parc.

2) Les messages d'identification de la zone protégée

Tout d'abord, le logo du Parc identifie celui-ci (voir ci-dessous à gauche). Il est basé sur le même modèle que pour tous les Parcs Naturels Régionaux (voir logo de la Fédération des Parc à droite :



Des panneaux de signalisation à l'entrée des communes appartenant au Parc et sur les grands axes périphériques signalent la présence du Parc. Des panneaux d'orientation à l'entrée des zones touristiques majeures, parfois interactifs, décrivent la zone, ses traditions, sa fragilité et les projets et valeurs du Parc. Dans les lieux de découverte et d'éducation à l'environnement (Kerhinet notamment), des circuits ou musées délivrent des messages sur les mêmes thématiques. Les offices de tourisme et la Maison du Parc proposent des « cartes touristiques » à destination des « amis visiteurs ». Des photographies ont été prises sur le terrain mais en raison d'une perte de l'appareil, elles ne peuvent figurer dans le rapport.

3) Les autres réseaux d'informations destinés aux habitants sur le territoire

Comme nos enquêtes portent notamment sur les pratiques de tri et d'économie d'énergie, nous avons cherché à savoir qui communiquait sur ces sujets auprès des habitants. Comme nous l'avons déjà vu, se mêlent des informations délivrées par les médias de masse en tous genres : presse écrite, télévision... Nous ne nous intéresserons là qu'à ceux spécifiques au territoire et concernant les pratiques environnementales. Les autres seront considérés comme facteurs généraux de la sensibilité à l'environnement ou à la nature.

Sur le territoire, d'autres structures, notamment de gestion des déchets (la CARENE et Cap Atlantique) et l'ADEME, émettent de nombreux messages sur les écogestes qui s'intercalent parmi les messages du Parc reçus par les habitants. Nous verrons que les émetteurs de ces messages, « qui fait quoi et comment ? », sont en effet un peu confus dans l'esprit des habitants.

Le Parc n'a pas effectué d'action spécifique dans le domaine des déchets ou de l'énergie. La sensibilisation dans ces domaines était comprise dans les politiques ou les démarches globales de pédagogie à l'environnement, surtout par le biais de conférences. Par exemple aucun document spécifique sur le tri des déchets n'a été produit, pourtant plusieurs fois cet élément a été cité comme provenant du Parc.

Nous nous sommes donc intéressés aux messages diffusés par l'ADEME et les organismes de collecte et de tri des déchets du territoire : la CARENE (Communauté d'Agglomération de la Région Nazairienne) et Cap Atlantique.

L'ADEME, située à Nantes, et Cap Atlantique n'ont pas effectué de campagne récente, c'est-à-dire moins d'un an sous forme de dépliants ou de conférence à destination des habitants du Parc. Par contre, la CARENE a mis en place une campagne récente pour encadrer le changement de type de

collecte. Les communes de la CARENE concernent les deux tiers des entretiens effectués en Brière. Le changement de collecte, passage de « la collecte en apport volontaire », à la collecte en « porte à porte », touchait trois communes, soient 66% de la population totale de la communauté d'agglomération. Mais la campagne a donc, selon les étapes, concerné toutes les communes de la communauté d'agglomération.

En septembre dernier, un document est envoyé à tous les habitants (présentation du schéma d'élimination des déchets). Puis, en décembre, un autre document est distribué seulement dans les communes concernées par ce changement de collecte. Finalement, une communication orale a été effectuée par les « ambassadeurs du tri » lors de la distribution des nouveaux bacs et des sacs dans les habitations. Une campagne d'affichage dans les communes concernées, ainsi que des parutions dans la presse locale ont aussi été opérées.

De plus, ce n'est pas seulement la communication sur ces sujets qu'il faut observer mais aussi les moyens mis à disposition conditionnant ces pratiques. En effet, l'apport volontaire demande plus d'efforts aux usagers que le porte à porte. Pourtant dans notre enquête nous verrons que la pratique de tri est adoptée régulièrement par la quasi-totalité des enquêtés (96% de la population totale). Nous ne considérerons donc pas ce facteur comme discriminant.

Par contre en ce qui concerne les déplacements, les infrastructures de transports en commun disponibles sur le territoire et l'étendue des distances à parcourir quotidiennement (éloignement domicile - travail, équipements en commerces, services public ou de proximité) sont bien évidemment décisives. En zone rurale, on observe donc moins de report sur un autre mode de déplacement que la voiture. Nous voyons là que la comparaison de deux zones rurales aurait été la plus appropriée.

Pourtant, ce n'est pas ce qui a été réalisé ici. La zone externe choisie est la ville de Nantes qui se situe en périphérie large du PNR (60 km). Les interviews se font place du Commerce, place centrale de Nantes, le samedi après-midi, période et lieu les plus fréquentés de la semaine. Les personnes interrogées seront de Nantes même, de sa périphérie ou de zones plus éloignées, rurales. Nous délimiterons les zones « rurales » à l'extérieur de Nantes Métropole. Pour une prochaine étude, il serait plus adéquat de comparer des habitants en zones rurales, ou de reprendre les enquêtes faites, mais en ne tenant pas compte des pratiques de déplacements.

Comme nous l'avons vu, de nombreuses actions du Parc, sont aussi à destination du grand public, et notamment des touristes. Nous nous intéresserons donc à leur compréhension des messages du Parc, le décryptage qu'ils en font.

L'échantillon de population testé est le grand public car il représente un panel large, facile à trouver, et diversifié. Bien qu'il soit public, il est acteur, un acteur majeur. En effet, n'étant pas spécialiste, il peut être moins informé, il est donc intéressant d'observer ses attitudes face aux outils mis en place.

B) Structure des échantillons

Les enquêtes auront donc lieu auprès :

- ✓ d'habitants de la commune du Parc Naturel Régional de la Brière.
- ✓ de touristes du Parc Naturel Régional de la Brière.
- ✓ de groupes LPO (échantillon éco-sensible)
- ✓ d'habitants nantais ou de sa périphérie ayant ou non fréquenté des zones protégées.

Les rapports entretenus avec le Parc, adhésion / refus, ont conditionné la volonté des habitants de répondre à mon questionnaire. Par conséquent, l'échantillon d'habitants de la Brière est plus restreint que celui de la population nantaise, alors qu'une part importante de mon étude consiste en la comparaison de ces deux échantillons.

Echantillons	Nb. cit.	Fréq.
Briérons	31	24,6%
Nantais	62	49,2%
LPO	19	15,1%
Touristes	14	11,1%
TOTAL OBS.	126	100%

Tableau n°3 : nombre d'enquêtés par échantillon

Pourtant les situations nantaises peuvent être très différentes (voir le tableau suivant). Il était donc important d'avoir un échantillon suffisamment fourni pour prendre en compte ces diversités d'habitats. Cela qui restreint la disproportion du nombre d'enquêtés entre ces deux échantillons. Pourtant il est certain qu'un échantillon plus important d'habitants de la Brière aurait été souhaitable, mais cela n'a pas été possible pour les raisons exposées dans le paragraphe précédent ainsi que pour une question de temps et de logistique.

Type d'habitation des enquêtés à Nantes	Nb. cit.	Fréq.
Nantaise	19	30,6%
Périphérie nantaise	27	43,5%
Rurale	16	25,8%
TOTAL OBS.	62	100%

Tableau n°4 : Structure des enquêtés « Nantais » par type d'habitation

« La méthode d'échantillonnage stratifiée »⁶² de MUCCHIELLINI a été retenue pour l'étude. Elle consiste à définir des catégories homogènes, *des strates*, selon des critères d'analyse. Les critères, ou caractéristiques retenus, correspondent à des facteurs déterminants, pouvant influencer l'étude mais qui n'en sont pas directement l'objet.

Les critères retenus pour équilibrer les échantillons ont été le sexe et l'âge car nous avons vu qu'ils conditionnaient beaucoup les pratiques. Ils sont, par ailleurs, plus faciles à identifier ou à demander aux enquêtés que leur niveau de diplômes, de revenus ou leur profession. Ces derniers critères sont pourtant tout aussi influents mais nettement moins consensuels. L'habitation en périphérie aurait aussi pu être un critère à prendre en compte pour équilibrer nos « échantillons nantais », mais cela n'a pas réellement été possible.

Les territoires étudiés contiennent des populations démographiquement très différentes. L'âge est une distinction frappante sur ces territoires et un facteur qui modifie beaucoup les pratiques. Les comparaisons des pratiques entre habitants de la Brière (population plus âgée) et de Nantes auraient été sans cette méthode d'échantillonnage, difficiles. D'autres facteurs, sociaux ou de niveau de vie sont aussi peut-être très différents sur ces territoires, il aurait fallu en tenir compte mais cela n'a pas été possible faute de réussir à trouver ces données dans le temps imparti.

⁶² MUCCHIELLI, 1976, *Le questionnaire dans l'enquête psycho-social*, Paris, Ed.

1) Structure par âge et par sexe des échantillons

Les « Briérons » :

Sexe par catégorie d'âge	moins de 20 ans	de 20 à 30 ans	de 30 à 40 ans	de 40 à 50 ans	de 50 à 60 ans	de 60 à 70 ans	70 ans et plus	TOTAL
Homme	2	3	2	3	3	1	1	15
Femme	0	1	6	4	2	3	0	16
TOTAL	2	4	8	7	5	4	1	31

Tableau n°5 : Structure par âge et par sexe de l'échantillon « habitant » enquêtés en Brière

L'âge moyen est de 42,16 ans.

Les « Nantais » :

Sexe par catégorie d'âge	moins de 20 ans	de 20 à 30 ans	de 30 à 40 ans	de 40 à 50 ans	de 50 à 60 ans	de 60 à 70 ans	70 ans et plus	TOTAL
Homme	3	5	7	5	4	6	1	31
Femme	4	6	6	6	4	4	1	31
TOTAL	7	11	13	11	8	10	2	62

Tableau n°6 : Structure par âge et par sexe des enquêtés à Nantes

L'âge moyen est de 40,84 ans.

Les LPO :

Sexe par catégorie d'âge	moins de 20 ans	de 20 à 30 ans	de 30 à 40 ans	de 40 à 50 ans	de 50 à 60 ans	de 60 à 70 ans	70 ans et plus	TOTAL
Homme	0	0	0	3	2	3	1	9
Femme	0	0	0	2	3	4	1	10
TOTAL	0	0	0	5	5	7	2	19

Tableau n°7 : Structure par âge et par sexe des enquêtés LPO

Cet échantillon n'a pas pu être équilibré dans toutes les classes d'âge. La moyenne d'âge est de 57,6 ans. Cela correspond à une réalité chez les adhérents de la LPO qui sont en majorité des personnes un peu âgées.

Les touristes :

Sexe par catégorie d'âge	moins de 20 ans	de 20 à 30 ans	de 30 à 40 ans	de 40 à 50 ans	de 50 à 60 ans	de 60 à 70 ans	70 ans et plus	TOTAL
Homme	0	1	0	1	1	2	2	7
Femme	0	0	1	1	2	2	1	7
TOTAL	0	1	1	2	3	4	3	14

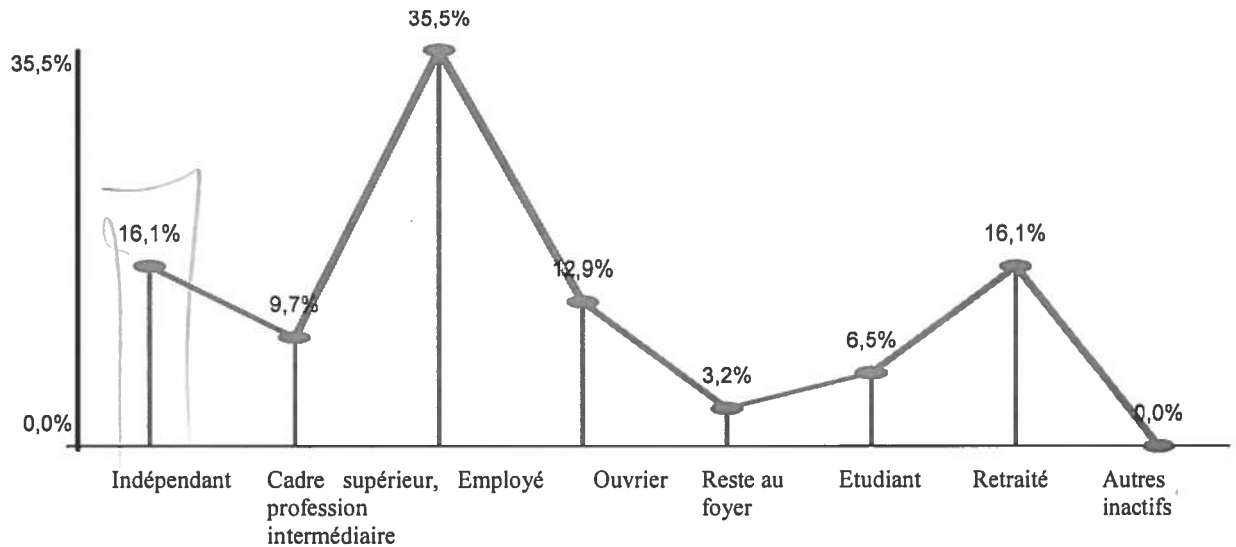
Tableau n°8 : Structure par âge et par sexe de l'échantillon « touriste » enquêtés en Brière

L'âge moyen de cet échantillon est de 56,79 ans, ce qui est également plutôt élevé. Il aurait été souhaitable d'enrichir cet échantillon mais, comme celui de la LPO, il constitue un échantillon témoin pour quelques questions seulement (perception de la zone où ils se situent, réception des messages, motivation pour la venue dans une zone protégée). Il ne représente pas la partie majeure de notre étude, dont le but est d'établir un lien avec les pratiques.

2) Structure socioprofessionnelle des échantillons

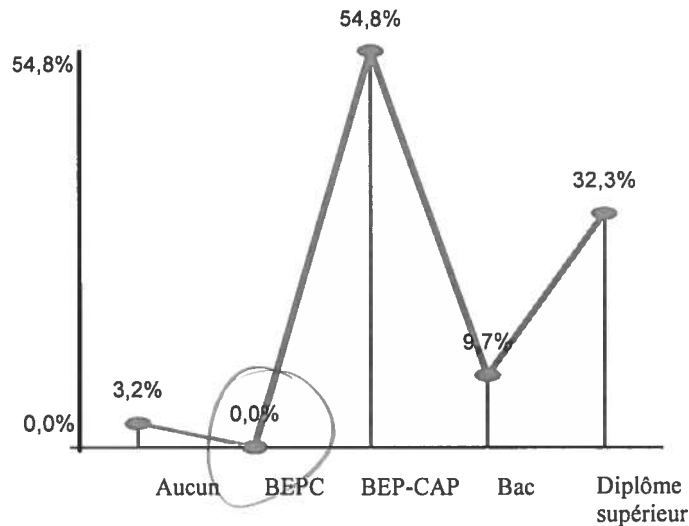
Les Briérons :

Graphique n°1 : Catégorie socioprofessionnelle chez les Briérons



La profession la plus représentée est Employé (35,5%), une partie des questionnaires a été opérée auprès des employés du supermarché E. Leclerc de Guérande. Viennent ensuite les catégories Indépendant et Retraités (16,1%), puis les Ouvriers (12,9%). Les cadres supérieurs et professions intermédiaires représentent moins de 10% de l'échantillon (9,7%) !

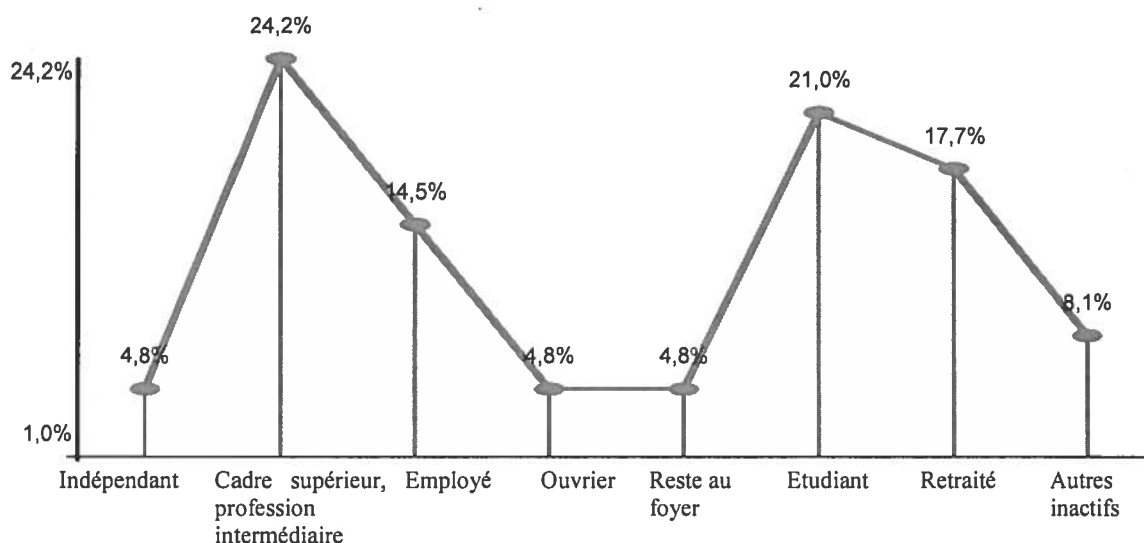
Graphique n°2 : Niveau d'étude chez les Briérons



Le niveau d'études, qui est celui de plus de la moitié des interrogés, est le BEP-CAP (54,8%), ensuite le niveau diplôme supérieur rassemble 32,3% des enquêtés.

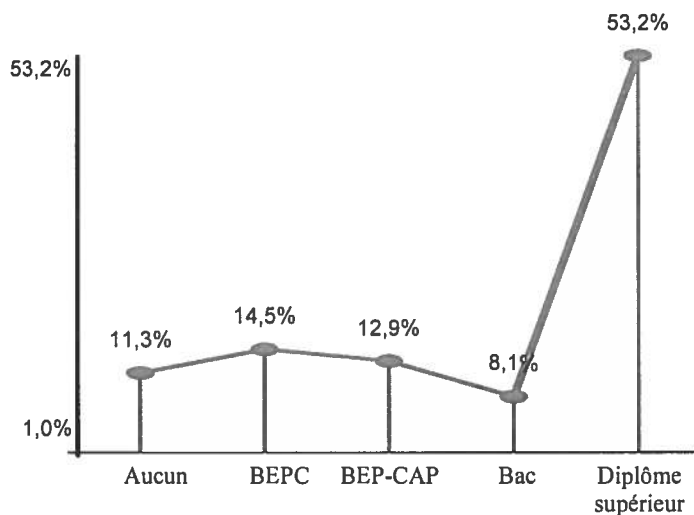
Les « Nantais » :

Graphique n°3 : Catégorie socioprofessionnelle chez les Nantais



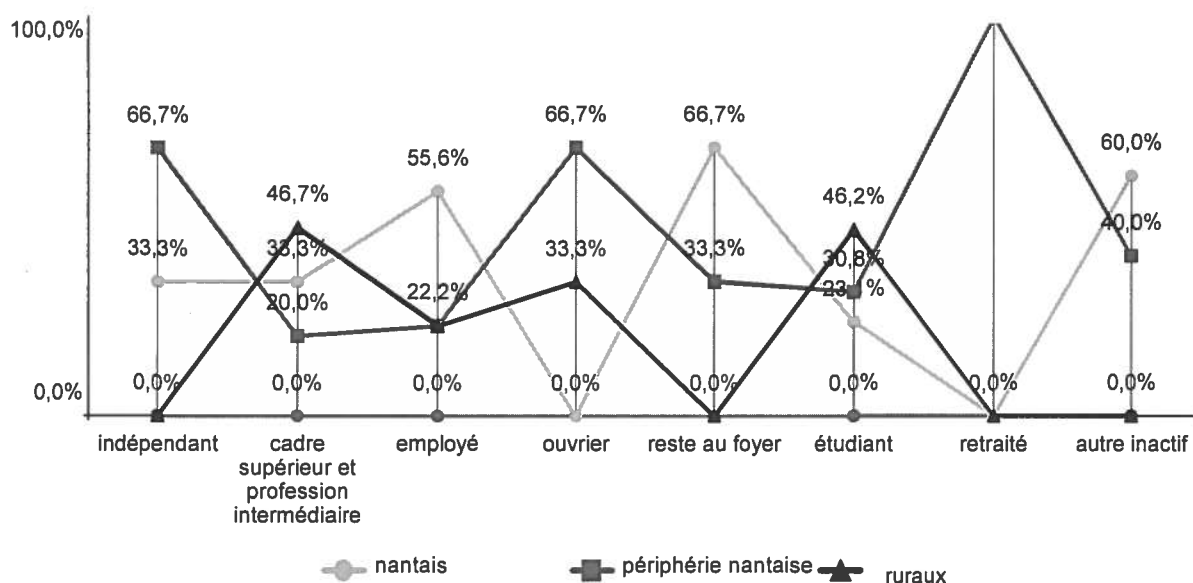
Contrairement au cas des Briérons, la CSP (catégorie socioprofessionnelle) la plus représentée est « cadre supérieur et profession intermédiaire » (24,2%), suivie des étudiants (21,0%) puis des retraités (17,7%). Le niveau d'études (voir tableau suivant) est donc lui aussi très différent avec une majorité écrasante du niveau « diplôme supérieur » (53,2%). Cet échantillon sera donc plus « instruit » par les cycles universitaires. Pour autant ces personnes auront-elles de meilleures pratiques, comme on le constate normalement dans les enquêtes nationales ?

Graphique n°4 : Niveau d'étude chez les Nantais



Voyant que les échantillons étaient très différents, nous avons décomposé l'échantillon de nantais selon le lieu de résidence : Nantes centre, sa périphérie ou la campagne avoisinante.

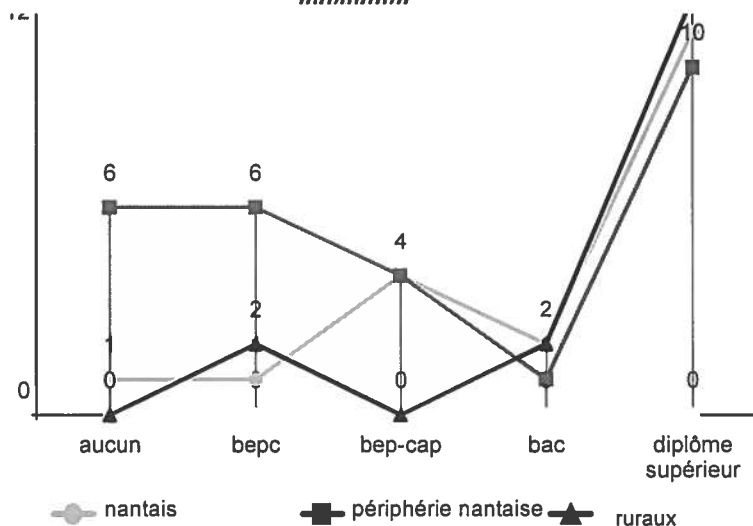
Graphique n°5 : Catégorie socioprofessionnelle chez les Nantais selon leur lieu d'habitation



Dans ce graphique, nous voyons que contrairement aux Briérons, les ruraux interrogés sont ici constitués majoritairement de cadres supérieurs et professions intermédiaires (43,8%) et d'étudiants (37,5%).

Le niveau d'études des Briérons et des ruraux est aussi très différent. Le niveau d'études majoritaire parmi les ruraux interrogés est, comme pour les nantais, le diplôme supérieur.

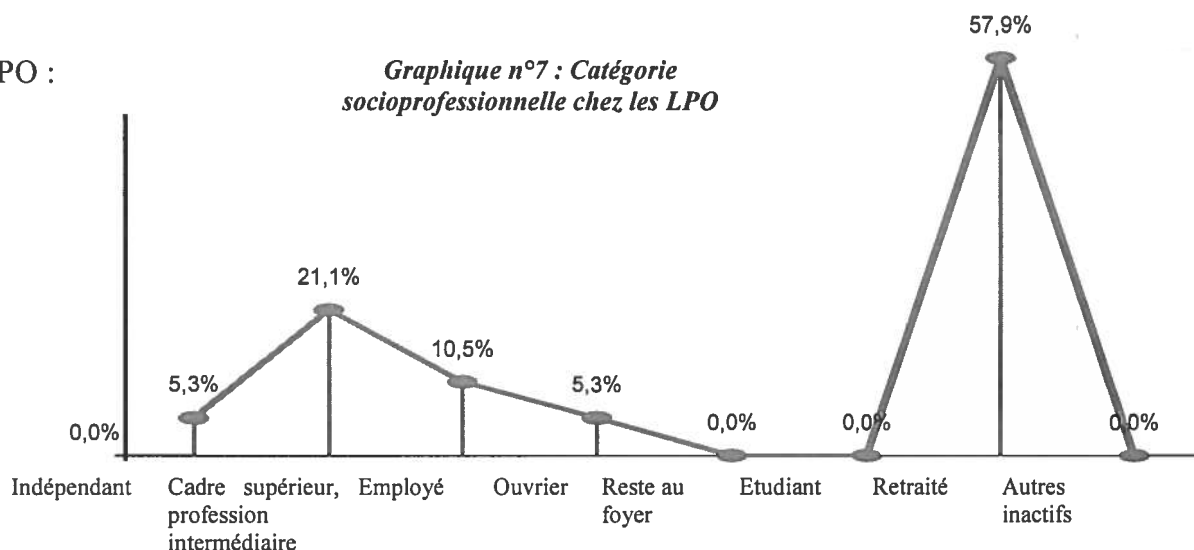
Graphique n°6 : Niveau d'étude chez les Nantais selon habitation



On peut donc difficilement identifier les ^{ruraux} caractéristiques socioprofessionnelles des habitants de la Brière à celles des ruraux enquêtés. En effet, ces derniers, interrogés dans le centre de Nantes, sont peut-être amenés à le fréquenter régulièrement, peut-être quotidienne pour des questions de travail, d'équipement. Nantes est en effet une agglomération très étendue et la délimitation des périurbains à Nantes Métropole n'est donc pas suffisante pour obtenir un échantillon de ruraux pouvant être identifié au cas de la Brière.

Les LPO :

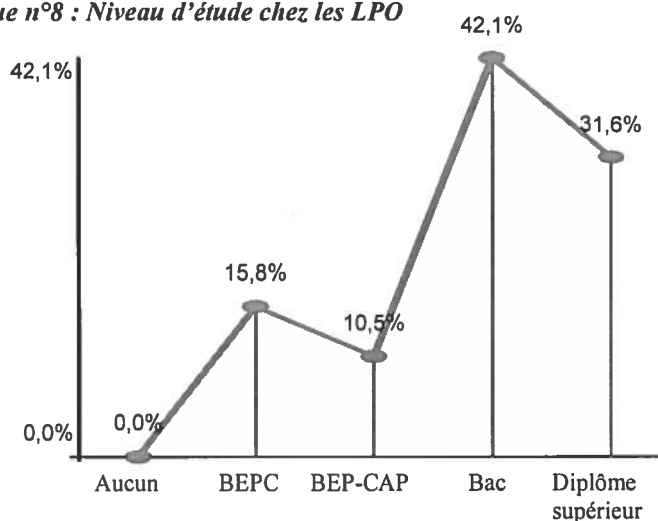
Graphique n°7 : Catégorie socioprofessionnelle chez les LPO



La CSP la plus présente sont évidemment au vue de la moyenne d'âge, les retraités (57,9%), suivi par les cadres supérieurs et professions intermédiaires.

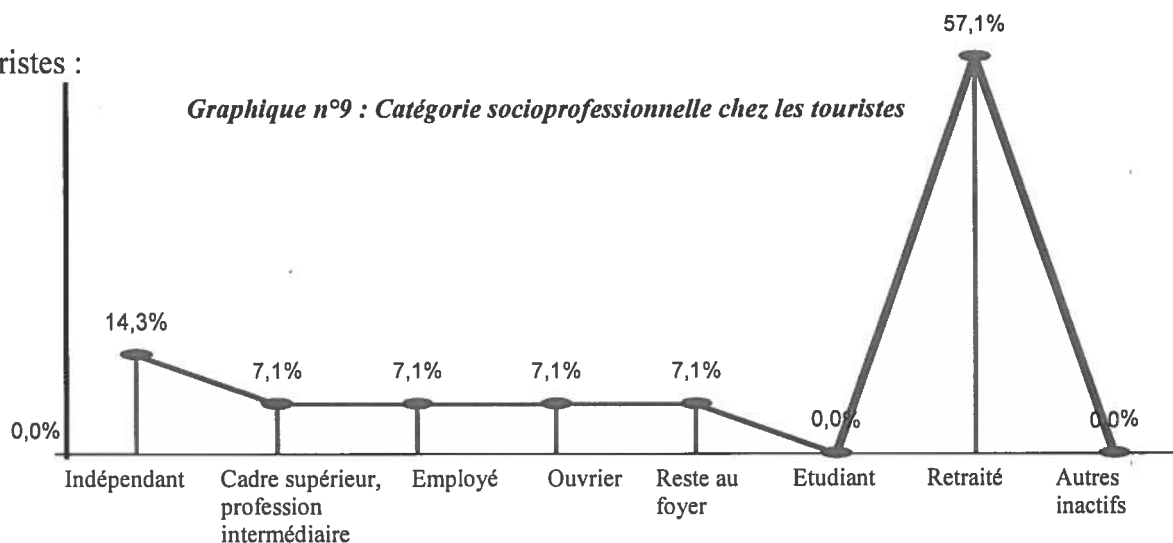
Le niveau d'études le plus représenté est le baccalauréat (42,1%), puis le diplôme supérieur (31,6%), ce qui est une proportion importante compte tenu de l'âge des enquêtés.

Graphique n°8 : Niveau d'étude chez les LPO



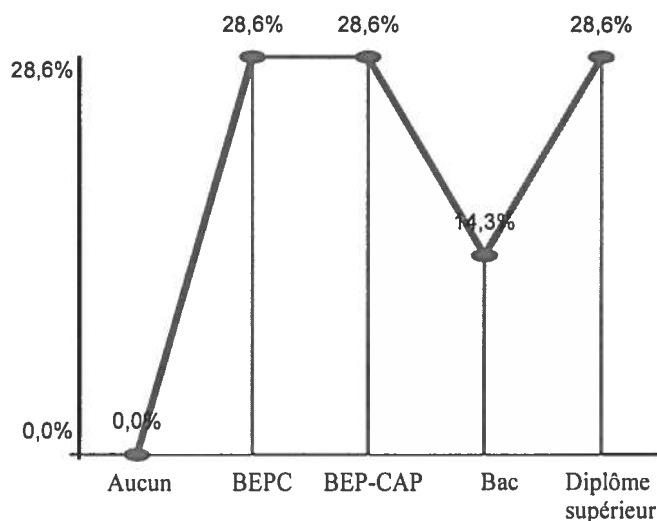
Les touristes :

Graphique n°9 : Catégorie socioprofessionnelle chez les touristes



Les interviews ont eu lieu en pleine période de grandes vacances et pourtant nous constatons que ce sont surtout des retraités qui fréquentent ces lieux (57,1%). Leur niveau d'études est assez diversifié puisque l'échantillon contient un nombre équivalent de BEPC, de BEP-CAP et de diplômes supérieurs.

Graphique n°10 : Niveau d'étude chez les touristes



Malgré un équilibre de la structure des échantillons, au niveau des classes d'âge et des sexes, les échantillons restent assez différents au niveau des catégories socioprofessionnelles.

Après avoir étudié les caractéristiques des zones d'enquêtes et des populations sondées, nous allons maintenant analyser les résultats obtenus en les comparant aux déterminants nationaux identifiés.

C) Le mode d'analyse des questionnaires

Le mode d'analyse consiste dans un premier temps en la sommation des notes attribuées à la fréquence de chaque pratique. Une pratique environnementale effectuée de façon régulière constitue la note maximale (3), une pratique effectuée « quelques fois » équivaut à une note de 2, « rarement » à une note de 1, et une pratique inexistante (réponse « jamais ») constitue la note minimale (0). Cette somme sera convertie en pourcentage pour tenir compte de la mention « le cas ne s'est pas présenté ». Ce pourcentage constitue la « note, ou taux, des pratiques environnementales » de chaque enquête.

Dans un premier temps, nous verrons la concordance ou non de nos enquêtes avec les grands déterminants des pratiques environnementales (voir enquêtes étudiées en partie A). On évaluera ensuite cette note, en fonction de la sensibilité à la nature et de la fréquentation des zones protégées (habitant, visiteur occasionnel, n'y a jamais été). Nous couplerons ce dernier élément avec les connaissances et perceptions des zones protégées et de leurs actions par les habitants et les touristes. Nous essayerons également de confirmer ou infirmer les liens mis en évidence dans la partie II.

D) Analyse des premiers résultats : Des constantes nationales retrouvées ?

Pour comparer, les pratiques selon les caractéristiques nationales, nous avons fait la moyenne des notes obtenues pour chaque modalité des caractéristiques ou variables observées.

1) Des femmes aux pratiques incontestablement plus respectueuses

Brière		Nantes		LPO	
Sexe	pratiques %	Sexe	pratiques %	Sexe	pratiques %
Homme	55,93	Homme	56,29	Homme	72,50
Femme	63,69	Femme	66,35	Femme	80,73
TOTAL	59,94	TOTAL	61,32	TOTAL	77,26

Tableau n°9, 10, 11 : Répartition par sexe des échantillons Briérons, Nantais, LPO

Comme nous le voyons dans ces trois tableaux, quels que soient les échantillons étudiés les femmes ont des pratiques plus respectueuses que les hommes. Cela rejoint les analyses des enquêtes précédemment étudiées.

2) Un décalage entre les intentions de pratiques environnementales et les pratiques quotidiennes

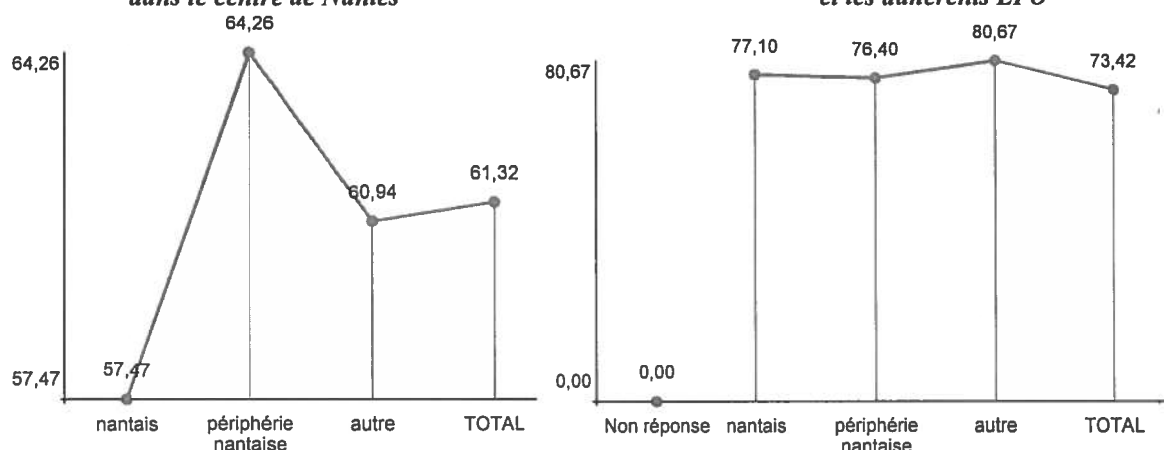
Brière		Nantes		LPO	
Pratiques (%)	Intention de pratique (%)	Pratiques (%)	Intention de pratique (%)	Pratiques (%)	Intention de pratique (%)
59,94	76,36	61,32	77,26	77,26	94,46

Tableau n°12, 13, 14 : Comparaison intention et pratique chez les échantillons Briérons, Nantais, LPO

3) Des habitants des marges urbaines très attentionnés et soucieux de l'environnement

La conclusion de l'enquête INED 1992 - traitement CREDOC 1998 – est en effet que ces espaces sont les lieux privilégiés du développement de la conscience environnementale. En observant les réponses des questionnaires de la LPO et des nantais, nous voyons que cet espace a globalement de bonnes ou très bonnes pratiques mais ce n'est pas toujours lui qui a les meilleures pratiques... (voir graphiques suivants)

Graphique n°11 et 12 : Niveau de pratiques environnementales selon la zone d'habitat chez les enquêtés dans le centre de Nantes et les adhérents LPO

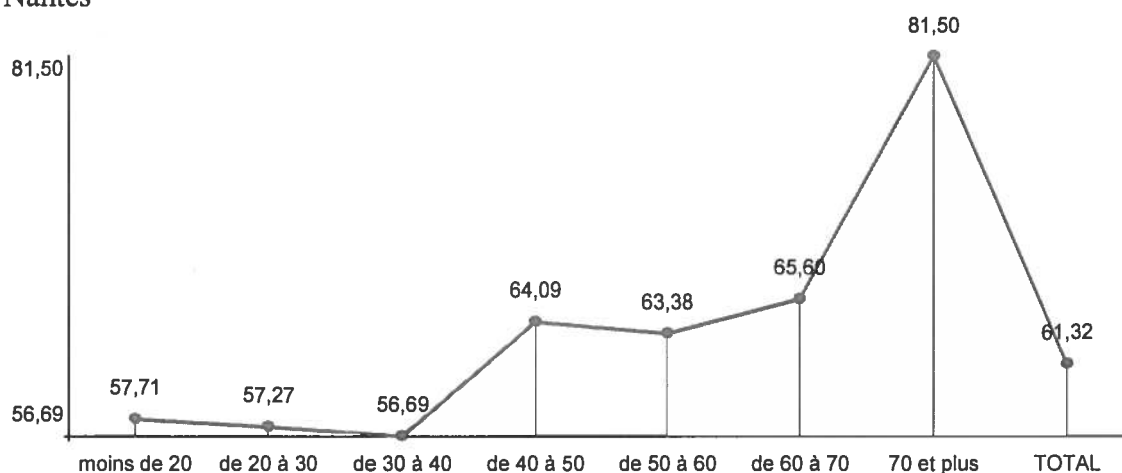


On retrouve pourtant bien un pourcentage de pratiques environnementales élevées dans les deux observations.

4) L'âge, un facteur déterminant ?

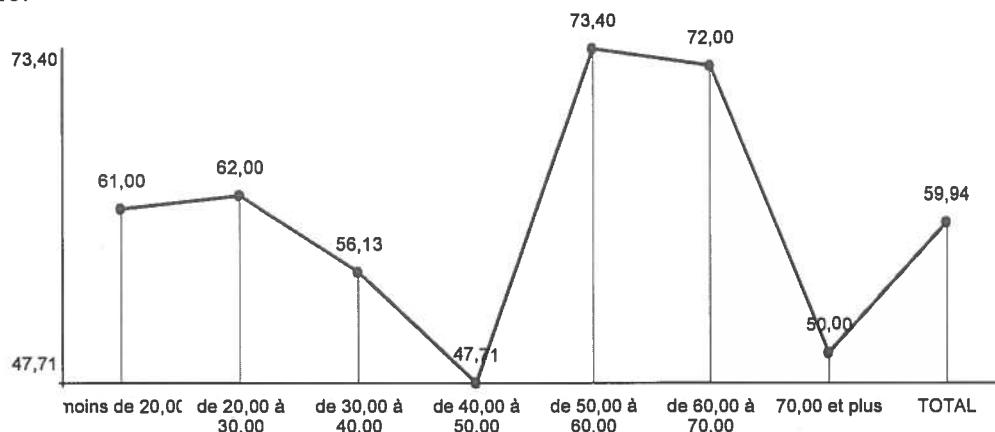
L'IFEN dans son numéro 109 de janvier-février 2005, détermine l'âge comme un facteur déterminant dans l'adoption ou non de pratiques environnementales. Les plus jeunes, particulièrement de moins de 30 ans déclarent en moyenne moins de pratiques respectueuses de l'environnement. C'est en effet les résultats que l'on va retrouver pour l'échantillon nantais, mais avec une extension jusqu'au moins de 40 ans.

Nantes



Graphique n°13 : Croisement de l'âge et des pratiques environnementales chez les Nantais

Par contre, ce phénomène d'augmentation progressive ne s'observe pas chez les habitants de la Brière.



Graphique n°14 : Croisement de l'âge et des pratiques environnementales chez les Briérons

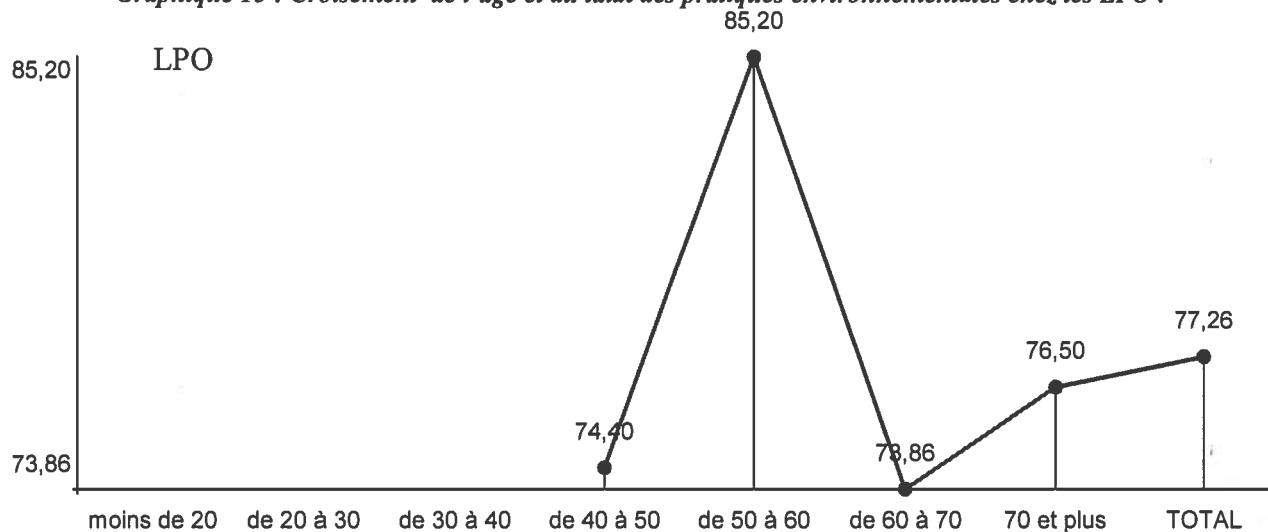
Tout d'abord, on observe que les moins de 30 ans, ont un taux de pratiques supérieur à la moyenne de la zone testée. Ensuite, un creux est visible : la classe d'âge des 40-50 ans a des pratiques moins bonnes voire peu respectueuses (47,71%). Puis, on remarque une montée en flèche pour les classes d'âge 50 à 60 ans et 60 à 70 ans (73,4 et 72%). Ces taux témoignent en effet de très bonnes pratiques que l'on peut plus facilement observer chez les adhérents de la LPO. Finalement, il y a une chute pour la catégorie des 70 ans et plus, mais cela ne correspond qu'à une seule personne, un homme...

Cette excellence des pratiques avec l'âge peut venir dans cette région d'une conservation forte des traditions. En effet, les légumes proviennent souvent en intégralité du potager, l'arrosage du puit et les déplacements sont effectués en vélo ou autres, car la personne ne possède pas de véhicule personnel.

Le profil suivant, celui de la LPO, manque de données dans les classes d'âges jeunes. On peut constater un pic dans la classe d'âge des 50 à 60 ans (classe d'âge du babyboom, élevée à la société de consommation, mais adolescente pendant mai 68...), elle atteint les 83,2% ! La classe d'âge suivante chute mais pour rester à 73,8% ce qui est le taux minimum de ce profil ; les plus de 70 ans ont des pratiques atteignant les 76,5%

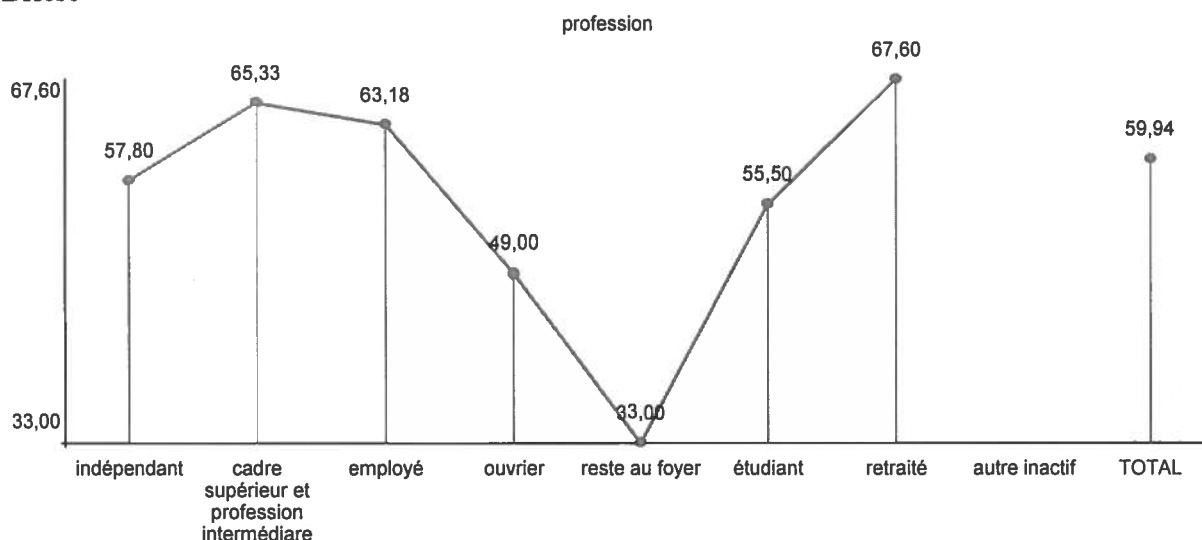
Non seulement nous avons affaire dans cet échantillon à des personnes de plus de 40 ans, facteur considéré comme favorable à des pratiques respectueuses, mais en plus ils sont adhérents LPO. On atteint donc un haut niveau de pratiques respectueuses.

Graphique 15 : Croisement de l'âge et du taux des pratiques environnementales chez les LPO :



5) Les CSP et le niveau d'étude, des schémas locaux inversés

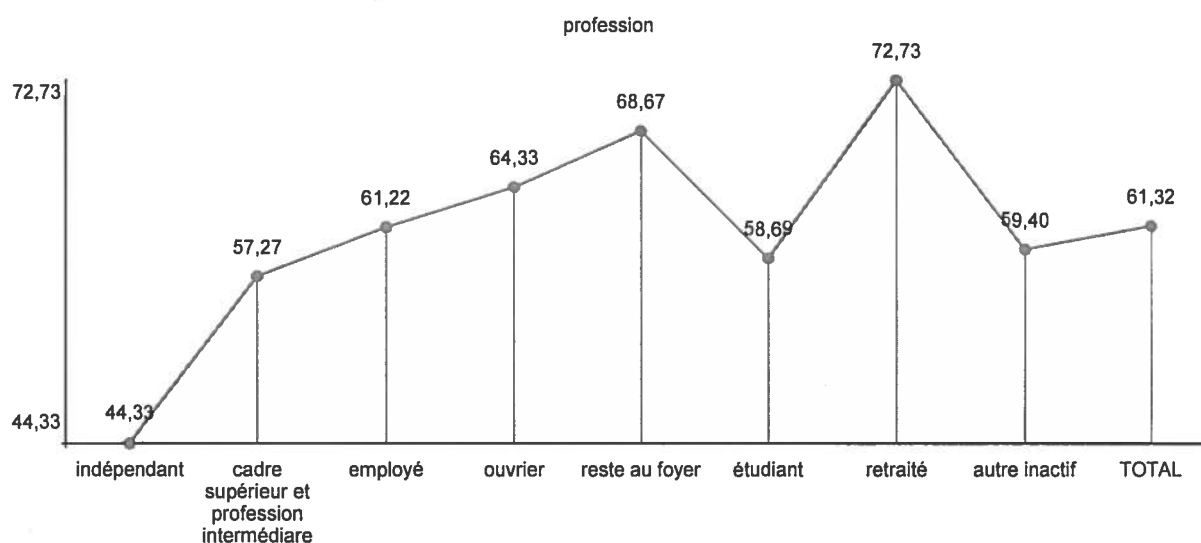
Brière



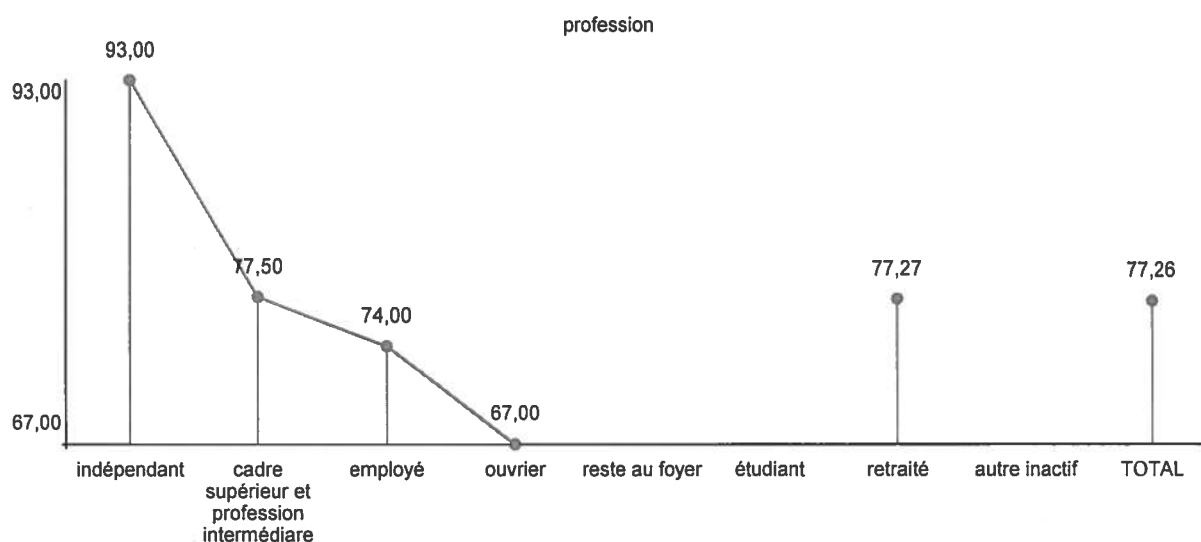
Graphique n°16 : Croisement des CSP et des pratiques environnementales chez les Briérons

C'est peut-être seulement ce cas de la Brière qui est en accord avec les observations nationales (numéro 109 de l'IFEN, janvier - février 2005). Après les retraités, les CSP qui ont des pratiques plus respectueuses, sont les cadres supérieurs et professions intermédiaires, suivis des employés et des indépendants. Cela va donc dans le sens d'une « plus grande prise en compte de l'environnement avec une plus grande aisance sociale » (observations nationales).

Pourtant, la situation nantaise suivante indique tout à fait l'inverse !! Les personnes les plus respectueuses sont ici encore les retraités. Les retraités ne sont pourtant pas plus aisés financièrement (sauf cas particulier ici.) Une autre tendance peut donc se distinguer : soit les retraités sont plus respectueux car plus informés, ou utilisateurs de pratiques traditionnelles, soit ils disposent de plus de temps leur permettant de faire plus attention. Ce facteur temporel est une variable qu'il aurait été intéressant de prendre en compte. Au même titre que les moyens techniques délivrés par les collectivités. Le temps dont chacun dispose, le rythme de vie peut être un facteur plus ou moins favorable à l'environnement.



Graphique n°17 : Croisement des CSP et des pratiques environnementales chez les Nantais

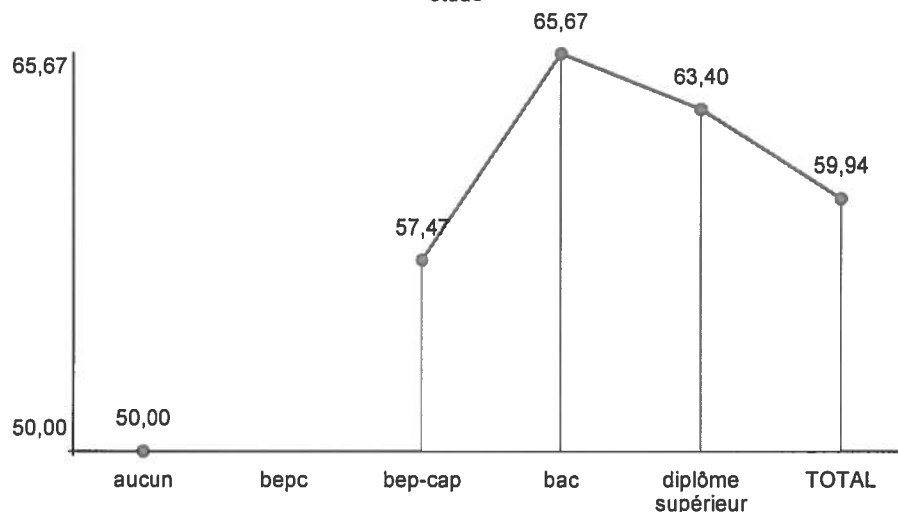


Graphique n°18 : Croisement des CSP et des pratiques environnementales chez les LPO

Dans ce dernier cas, la catégorie indépendant ne comprend qu'un seul individu. Si nous l'excluons, ce profil se rapproche donc un peu de l'évolution nationale, bien que la classe Retraité ait encore ici un taux de pratiques environnementales très élevé.

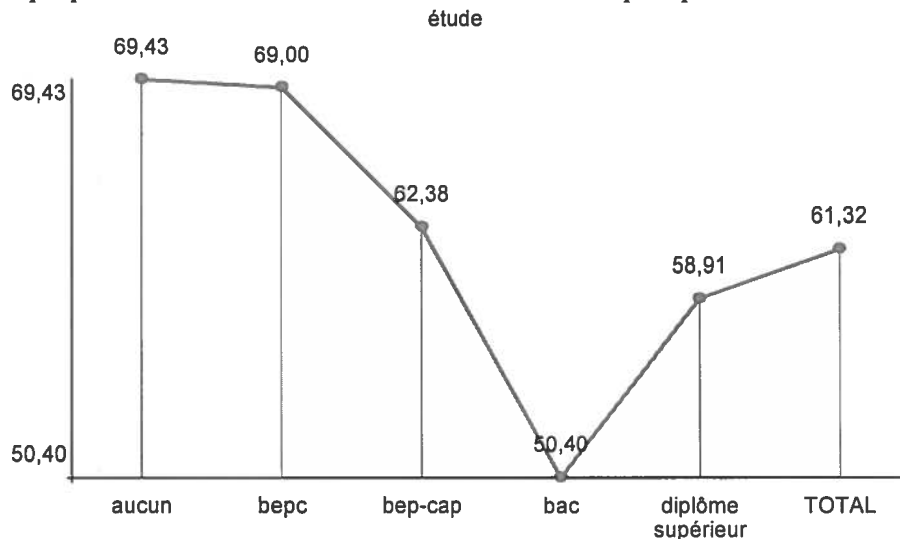
Cette originalité par rapport aux observations déjà recensées, est également visible dans la comparaison des niveaux d'études. Normalement, plus ceux-ci sont élevés, meilleures sont les pratiques environnementales.

Graphique n°19 : Croisement des niveaux d'études et des pratiques environnementales chez les Briérons

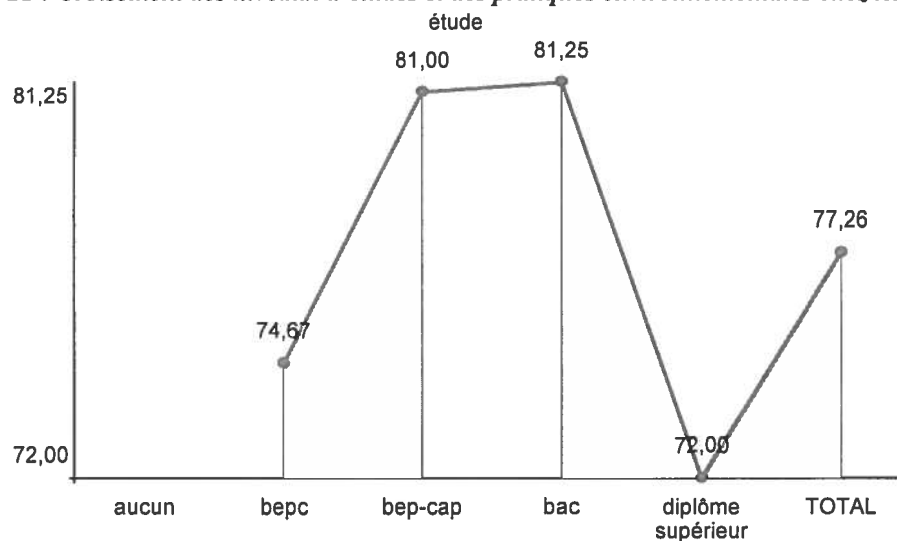


Si l'échantillon de la Brière ne semble déjà pas suivre exactement ce modèle, il est complètement inversé en ce qui concerne les deux autres échantillons. Pour Nantes, le pourcentage de « bonnes pratiques » diminue de façon exponentielle à partir du niveau « aucun diplôme » jusqu'au baccalauréat (50,4% de taux de pratiques environnementales). Les deux niveaux de diplôme les plus élevés ont les pourcentages les bas. Pour le cas des adhérents LPO, il faut convenir du fait que tous les taux sont élevés, mais on constate encore que le diplôme le plus élevé a le pourcentage le plus faible.

Graphique n°20 : Croisement des niveaux d'études et des pratiques environnementales chez les Nantais



Graphique n°21 : Croisement des niveaux d'études et des pratiques environnementales chez les LPO



Nous avons vu que les relations entre variables sociologiques et pratiques quotidiennes en faveur de l'environnement, ne sont pas toujours celles attendues. Les territoires et populations étudiés possèdent des particularités dont il est important de tenir compte dans notre analyse. Nous allons maintenant nous intéresser aux facteurs influençant la sensibilité à la nature.

III. ANALYSE DES LIENS DE CAUSALITE

A) Un lien de causalité entre la sensibilité à la nature et les pratiques environnementales ?

1) Une participation aux associations et aux sorties nature corrélée avec de bonnes pratiques

Tout d'abord, nous voyons qu'il existe bien un lien entre le fait d'être adhérent à la LPO et d'avoir des pratiques respectueuses de l'environnement. C'est l'échantillon qui possède le taux moyen de pratiques le plus élevé (77,26%).

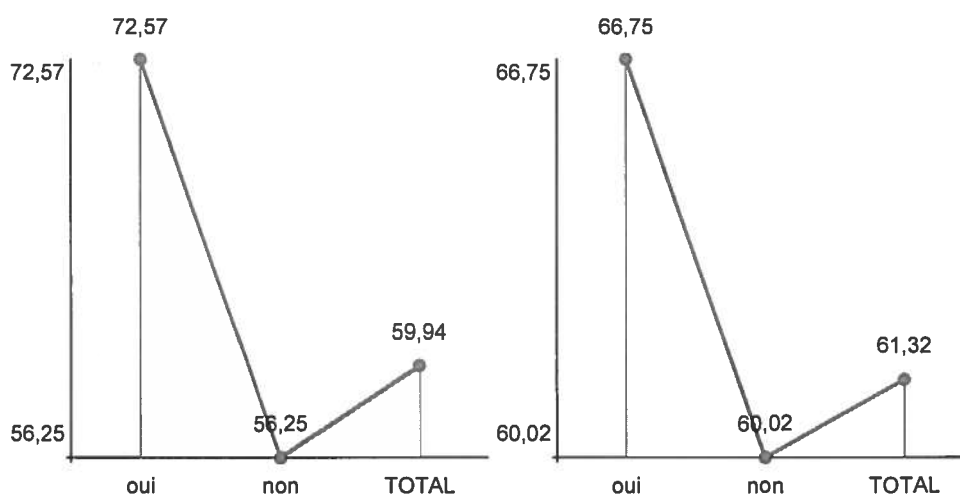
	Brière	Nantes	LPO
Pratiques (en %)	59,94	61,32	77,26

Tableau 15 : Taux des pratiques environnementales chez les Briérons, Nantais, et LPO

Mais cet échantillon possède aussi le plus fort pourcentage de retraités dans sa population (57,9 %). Ces deux éléments sont donc à considérer de façon conjointe sans que l'on puisse savoir lequel est le déterminant de l'autre.

Dans le même ordre d'idées, la participation aux sorties nature est fortement corrélée avec un taux important de bonnes pratiques. Ceci se voit sur les graphiques ci-dessous, à gauche en Brière et à droite à Nantes.

Avez-vous participé à des sorties natures organisées ?



Graphique 22 : Croisement des strates de population ayant participées à des sorties nature et des pratiques environnementales chez les Nantais et les Briérons

Cet élément de liaison entre la sensibilité à la nature et les bonnes pratiques environnementales est donc bien démontré. C'est le lien 6.

2) Une relation entre la sensibilité à la nature et la présence dans des zones protégées confirmée

Les adhérents LPO déclarent à 100% être déjà allés dans zones protégées, contre 77,2% des nantais et seulement 51,6% des Briérons. On remarque aussi que la mention « Ne sait pas », obtient respectivement 0%, 3,2% et 6,5%. Si la connaissance des zones protégées est réellement un facteur

de détermination de la sensibilité à la nature, nous constatons ici que cette non connaissance est liée à la présence dans les zones protégées. Cela établit un lien sans permettre de connaître son sens.

Pour savoir si la sensibilité est déterminante de la venue dans les zones protégées, observons la motivation des enquêtés venant dans ces zones. Cette motivation des individus renseigne sur le rapport de chacun à la nature. Pour 100% des adhérents LPO, la motivation est l'observation de la nature, vient ensuite la recherche de calme et silence (pour 68,4%) puis un lieu de promenade ou d'activités sportives (31,6%). Par contre pour les « Nantais », cette dernière proposition arrive en tête (58,1%), suivie par la recherche d'un lieu d'observation de la nature pour 48,4%, et de calme et silence pour 29%. Pour les Briérons, le cas est différent, les trois propositions arrivent à égalité (26%) mais c'est la « Non réponse » à la question qui domine : 58,8% !

La sensibilité à la nature est bien un facteur de détermination de la fréquentation dans les zones protégées, alors même que le contact avec la nature est un des facteurs de sensibilité à la nature. La relation est bien à double sens.

3) Une liaison entre la sensibilité à la nature et celle aux problèmes d'environnement, elle-même fortement corrélée aux pratiques, détermination qui n'est pas pourtant admise dans l'opinion.

100% des enquêtés LPO se disent sensibles aux problèmes d'environnement, pourtant ce pourcentage est aussi très fort chez les autres enquêtés : Nantes 95,2%, Brière 96,8%.

Lors de la deuxième session d'enquêtes, nous avons cherché à éclaircir ce lien, en utilisant les critères de l'INSEE et l'IFEN définissant les ménages sensibles à l'environnement⁶³. Pourtant, nous avons constaté que lors de cette session d'enquêtes nous n'avons pas eu de réponses négatives à cette question, et les personnes hésitantes, c'est-à-dire répondant « un peu », correspondaient finalement toujours aux critères de sensibilité précédemment cités.

On peut tout de même noter que tous questionnaires confondus, la majorité des enquêtés estime que les sorties nature et/ou leur présence dans des zones protégées, ont renforcé leur sensibilité aux problèmes environnementaux. En ce qui concerne les adhérents de la LPO, ce pourcentage atteint 94,7%, en regroupant 36,8% de « Un peu » et 57,9% de « Beaucoup » ! Pour les Nantais, il est de 61,3% (32,3% de « Un peu », 29% de « Beaucoup ») et pour les Briérons, de 67,8% (45,2% de « Un peu » et 22,6% de « Beaucoup »).

Pensez-vous qu'elles ont renforcé votre sensibilité aux problèmes environnementaux ?

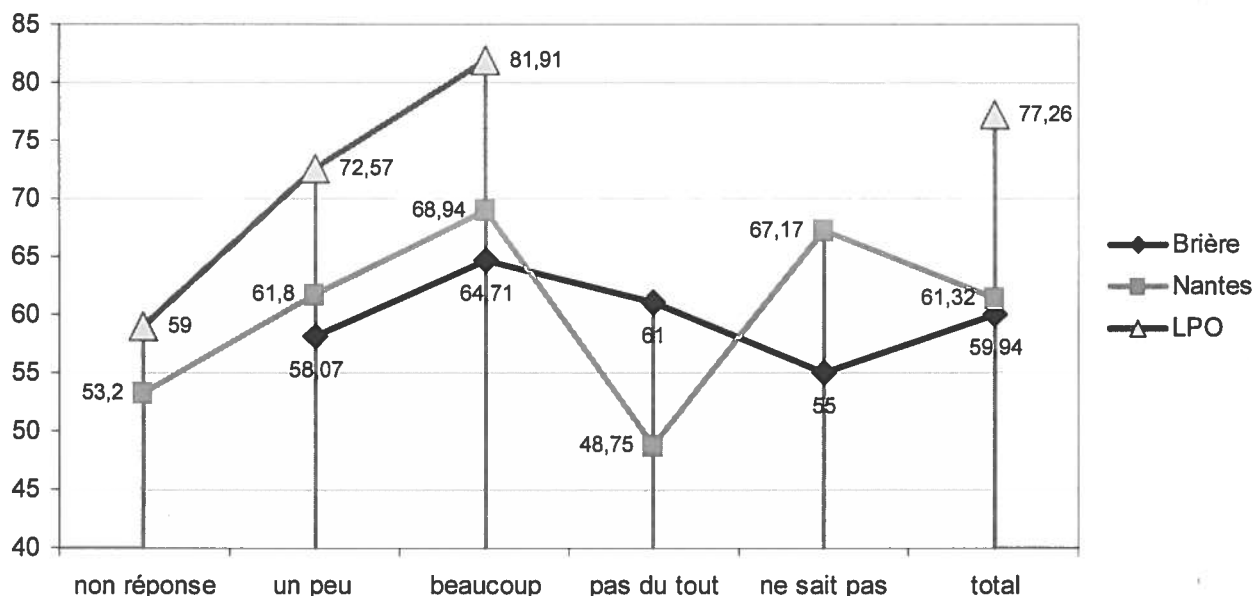
	LPO	Nantais	Briérons
Non réponse	5,3%	16,1%	0,0%
Un peu	36,8%	32,3%	45,2%
Beaucoup	57,9%	29,0%	22,6%
Pas du tout	0,0%	12,9%	22,6%
Ne sais pas	0,0%	9,7%	9,7%
TOTAL OBS.	100%	100%	100%

Tableau 16 : Opinion sur le renforcement de leur sensibilité aux problèmes d'environnement chez les LPO, Nantais et Briérons

⁶³ « Considérer les problèmes d'environnement comme réellement préoccupants, juger l'état de l'environnement de sa région et de la France moyen, mauvais ou très mauvais, et estimer que la France devrait, au cours du siècle prochain, protéger la nature et l'environnement. »

L'existence de ce contact avec la nature renforce donc bien, selon eux, leur sensibilité aux problèmes d'environnement. Cela tend à montrer la réalité de ce lien entre sensibilité à la nature et à l'environnement. Par ailleurs, on peut observer cette croyance en un renforcement de la sensibilité aux problèmes d'environnement est corrélée directement pour tous les échantillons avec le taux des pratiques environnementales.

Graphique 23 : Croisement de la croyance en une modification de la sensibilité aux problèmes d'environnement et des taux des pratiques environnementales



Pourtant, on peut observer que cette croyance en une modification de la sensibilité n'entraîne pas automatiquement une croyance en la modification des pratiques (renforcement des écogestes). Dans le tableau ci-dessous nous voyons que les pourcentages ne sont pas les mêmes.

Pensez vous qu'elles ont modifié vos pratiques quotidiennes et favorisé chez vous les écogestes?

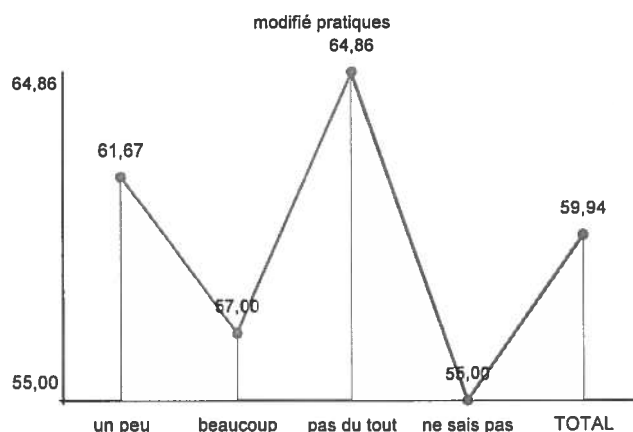
	LPO	Nantais	Briérons
Non réponse	5,3%	16,1%	0,0%
un peu	31,6%	35,5%	29,0%
beaucoup	42,1%	17,7%	38,7%
pas du tout	15,8%	17,7%	22,6%
ne sais pas	5,3%	12,9%	9,7%
TOTAL OBS.	100%	100%	100%

Tableau 16 : Opinion sur le renforcement de leur pratiques environnementales chez les LPO, Nantais et Briérons

Donc l'esprit des enquêtés, le lien exposé dans le point précédent (participation aux associations et aux sorties nature avec pratiques respectueuses) n'est pas évident. Il est pourtant vrai. Si l'on compare la note obtenue avec la croyance dans le renforcement de la sensibilité aux problèmes d'environnement, on observe bien une corrélation entre les deux.

Pourtant ce lien n'est pas toujours vrai lorsqu'on s'intéresse à la modification des pratiques : dans le cas de la Brière, ce ne sont pas ceux qui déclarent avoir beaucoup modifié leur pratiques qui ont les meilleurs pratiques.

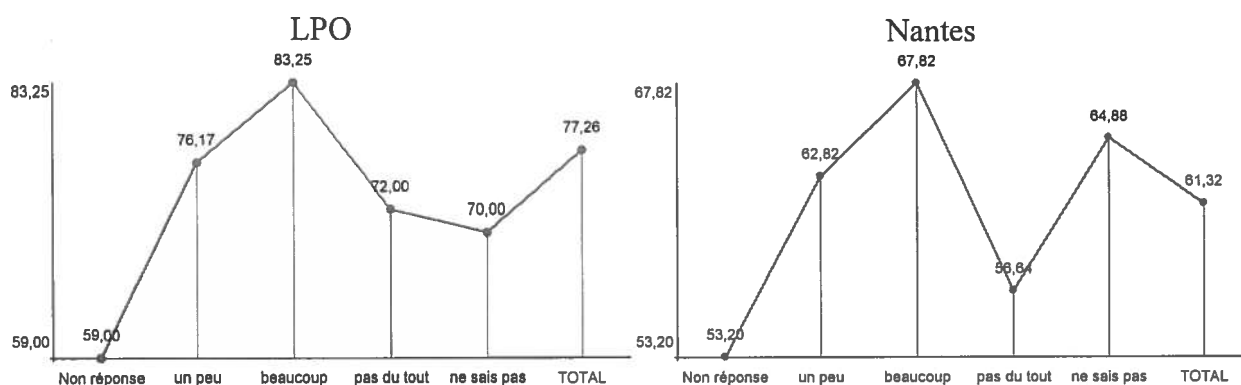
Graphique 24 : Croisement de la croyance en une modification des pratiques et le taux des pratiques environnementales chez les Briérons



Cela peut s'expliquer soit par le fait que les personnes interrogées avaient déjà de bonnes pratiques, soit que leurs pratiques étaient effectivement encore moins bonnes qu'elles ne le sont aujourd'hui, soit que ces personnes ne se rendent pas compte de la qualité environnementale de leur pratiques.

Les deux autres cas confirment ce lien.

Graphiques 25, 26 : Croisement de la croyance en une modification des pratiques et le taux des pratiques environnementales chez les LPO et Nantais



Le lien entre sensibilité à la nature et sensibilité à l'environnement semble donc confirmé. Celui entre sensibilité à la nature et pratiques est réaffirmé, pourtant il ne correspond pas forcément à ce que pensent les interrogés. Peut-être n'aime-t-on pas s'imaginer influencé, « manipulé », dans nos pratiques quotidiennes...

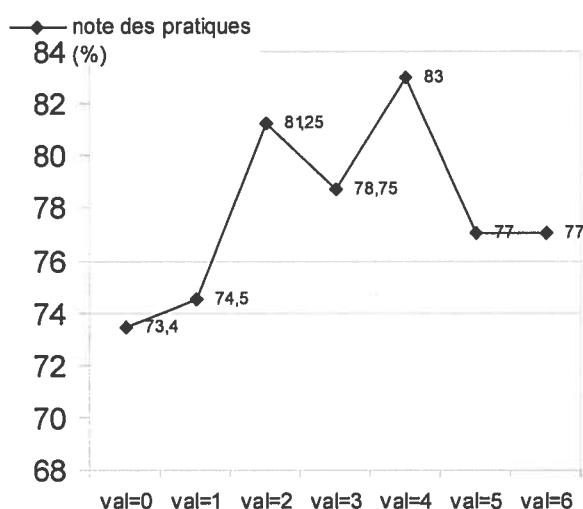
4) Un lien entre la connaissance de la nature et les pratiques environnementales

Dans la première partie, nous avons considéré les connaissances relatives à la nature comme constitutives d'un facteur d'identification de la sensibilité à la nature. Notre questionnaire nous permet d'isoler cet aspect pour vérifier la corrélation.

En moyenne les LPO citent 3 zones protégées dans lesquelles ils sont allés, les Nantais 1,1 et les Briérons 0,45 ; nous avons donc un élément de preuve d'une liaison entre le nombre cité et le taux de pratiques.

De même au sein des LPO, on perçoit que plus grand est le nombre de zones citées, meilleures sont les pratiques :

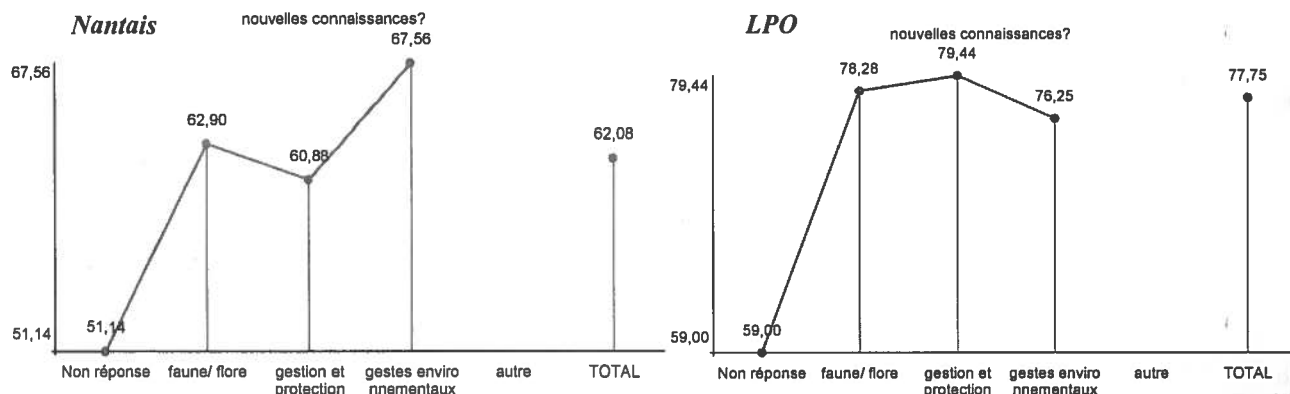
Graphique 27 : Croisement entre le nombre de zones protégées citées et le taux des pratiques environnementales chez les LPO

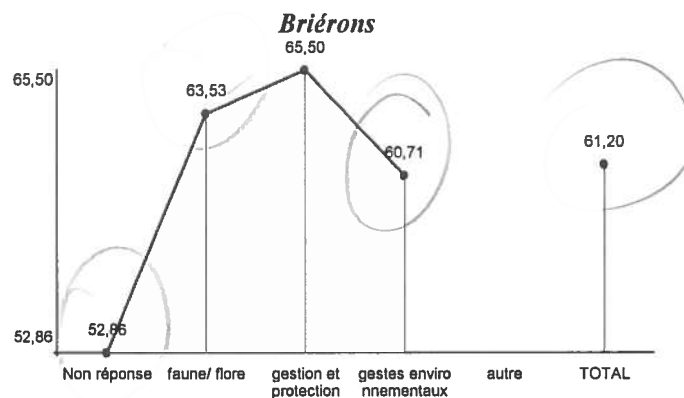


Attention pourtant, le nombre de zones protégées citées n'est pas directement lié à la seule connaissance de noms de zones protégées, et donc à la sensibilité à la nature, mais aussi à la présence dans ces zones.

Par contre, nous pouvons évaluer ce lien entre la connaissance de la nature et les pratiques, dans les graphiques suivants. En effet, on observe que les individus déclarant ne pas avoir acquis de nouvelles connaissances (non réponse), ont un taux moyen de pratiques environnementales beaucoup moins élevé.

Graphiques 28, 29 : Croisement entre les connaissances acquises pendant les visites et le taux des pratiques environnementales chez les Nantais et les LPO

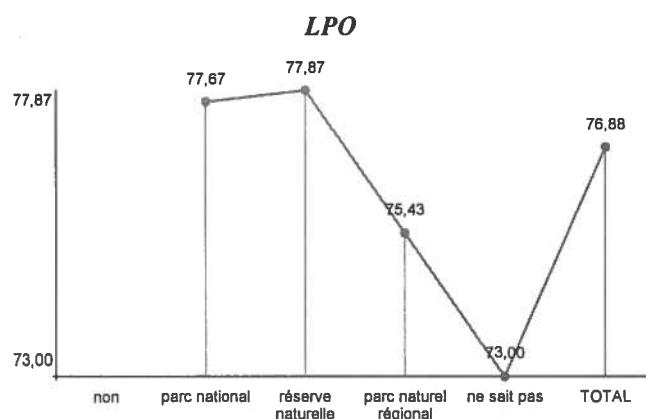




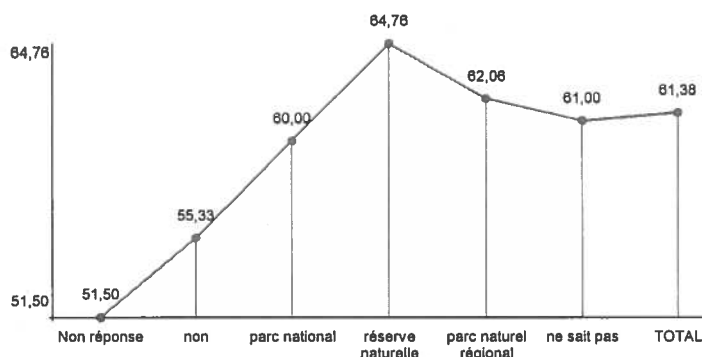
Graphique 30 : Croisement entre les connaissances acquises pendant les visites et le taux des pratiques environnementales chez les Briérons

Ensuite la réponse à la question sur le type de zones protégées peut, en théorie, nous aiguiller sur ce lien entre la connaissance et les pratiques. Cette question ne concerne que les individus ayant fréquenté des zones protégées. Nous observons que la corrélation est discutable. Elle est flagrante en ce qui concerne les adhérents de la LPO : ceux qui répondent « Ne sait pas », ne connaissent pas le type de zones protégées et ont les moins bonnes pratiques. La corrélation est moins évidente dans les deux autres échantillons.

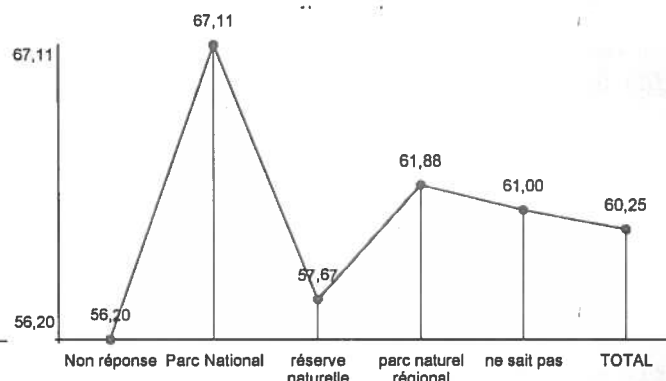
Graphiques 31, 32, 33 : Croisement entre la connaissance du type de zones protégées fréquentées et le taux des pratiques environnementales chez les LPO, Nantais et Briérons



Nantais



Briérons



Dans les deux derniers exemples, les taux correspondant à la réponse « Ne sait pas » sont parmi les trois meilleurs taux, précédés par « Parc Naturel Régional » et soit par « Réserve Naturelle » soit par « Parc National ». Nous ne développerons pas davantage les conclusions liées

cette questions car les réponses à la question suivante montraient que celles-ci étaient parfois fausses (« Parc National de Brière »). Les réponses ci-dessus sont donc à considérer avec distance.

Pour mieux cerner cette connaissance, nous avons effectué un complément de questionnaire pour évaluer directement dans une zone protégée si les enquêtés savaient dans quel type de zone protégée ils se trouvaient.

En nous intéressant aux touristes, nous pouvons voir que seuls 24% savent dans quelle structure ils sont. Seulement 16% savent différencier les types de structures. La réponse la plus fréquemment citée (24%) pour différencier ces zones a été :

« Les réserves naturelles, c'est pour protéger la faune ; donc les Parcs Nationaux, c'est pour la flore et les Parcs Naturels Régionaux, c'est pour les deux ?! »

Les personnes émettant cette réponse n'ont pas spécifiquement des taux bas de pratiques environnementales, par contre les taux de ceux ayant bien répondu ont pour moyenne 73% et s'échelonnent de 68% à 77 %, ce qui s'approche des taux de l'échantillon LPO.

Nous pouvons donc conclure en l'existence d'un lien entre la connaissance et les pratiques, bien que nous ne soyons pas parvenus à véritablement l'isoler de la sensibilité à la nature ou de la fréquentation dans les zones protégées. Le principe selon lequel « être éveillé à une information par sa sensibilité, facilite la mémorisation de celle-ci » rentre dans le critère d'évaluation.

Sans tenir compte de la zone d'habitation, nous avons établi par l'échantillon témoin « écosensible », les LPO, le lien entre la sensibilité à la nature et le taux de pratiques environnementales puisqu'on constate chez eux des taux élevés. Nous avons décomposé la sensibilité à la nature selon trois facteurs : le contact entretenu avec celle-ci, l'envie de l'étudier et la connaître, et finalement la connaissance des moyens de gestion et de protection.

Les premières et secondes dimensions de la sensibilité à la nature sont certifiées par notre analyse : l'échantillon LPO a le plus fort taux de fréquentation dans les zones protégées, et leur principale motivation de venue est « l'observation de la nature ». La troisième dimension peut aussi être considérée puisque les échantillons LPO citent en moyenne plus de zones protégées que les autres, mais il ne s'agit là que des zones protégées dans lesquelles les enquêtés sont allés. Il existe donc dans cette analyse un biais, celui de la présence dans les zones protégées.

Nous avons ensuite confirmé le lien de chacune de ces dimensions avec le taux de pratiques environnementales en observant à l'intérieur de chaque échantillon, les personnes participant à des sorties nature, et celles déclarant ne pas avoir acquis de connaissances nouvelles. En ce qui concerne la dernière dimension, la liaison avec les pratiques environnementales est tout de même plus mitigée. Certes, les touristes interrogés en Brière et connaissant le type de zone protégée dans lequel ils se situent, ont des taux élevés de pratiques environnementales, mais la non connaissance du type de protection de la zone de visite chez les échantillons Nantais et Briérons, correspond à un taux fort de pratiques environnementales.

Après avoir vu les facteurs de la sensibilité à la nature qui peuvent influencer les pratiques, voyons maintenant ce qui tient exclusivement à la présence dans les zones protégées.

B) Une détermination des pratiques selon la fréquentation touristique, mais pas selon l'habitation

1) Un lien non établi entre habitation dans une zone protégée et pratiques plus respectueuses

Comme nous l'avons vu, le taux de pratiques environnementales des habitants de la Brière est le moins élevé. En le comparant à celui de la part de ruraux interrogés dans Nantes, il reste encore le plus faible mais l'écart se ressert.

Brière		« Nantais »		LPO	
Taux de pratiques %	59,94	Taux de pratiques %	61,32	Taux de pratiques %	77,26

Tableau 17 : Taux de pratiques environnementales chez les LPO, Nantais et Briérons

Nous avons déjà évoqué des facteurs liés au choix de la Brière qui ont pu influencer négativement ce taux :

- ❖ Le mode de calcul du taux de pratiques qui aurait du être calculé différemment pour isoler les pratiques de déplacement de façon à tenir compte des spécificités du territoire.
- ❖ Le rapport parfois conflictuel des habitants avec le Parc.

La première objection formulée peut cependant être écartée en observant le taux de pratiques environnementales des enquêtés à Nantes et résidant dans le centre de Nantes. En effet, ceux-ci disposent du tramway, du bus, du navibus avec une grande fréquence et de nombreux équipements à proximité. Ils ont pourtant un taux moyen de pratiques de 57,4%.

Le second élément « artéfact » a sûrement influencé le taux de pratiques, mais ce peut être positivement: seules les personnes plus enclines au Parc et par extension, à la protection de la nature, ont-elles répondu ? Pourtant certains enquêtés acceptaient de répondre un peu contraints (pression des collègues...) et expédiaient rapidement le questionnaire, en laissant de nombreuses questions sans réponse. Ces deux influences ont pu s'équilibrer.

Malgré ces artéfacts potentiels, nous constatons qu'une majorité importante des enquêtés Briérons pensent que leur habitation au sein d'une zone protégée a influencé positivement leur sensibilité aux problèmes environnementaux. La sommation des réponses « Un peu » et « Beaucoup » atteint 83,9%.

Tableau 18 : Opinion des Briérons sur l'influence du fait d'habiter dans une zone protégée sur leur sensibilité aux problèmes d'environnement : Pensez-vous que le fait d'habiter dans une zone protégée vous rendant plus sensible aux problèmes environnementaux?

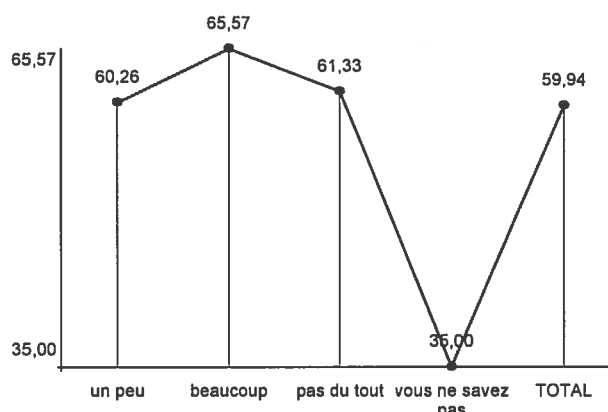
	Nb. cit.	Fréq.
Un peu	19	61,3%
Beaucoup	7	22,6%
Pas du tout	3	9,7%
Ne sait pas	2	6,5%
TOTAL OBS.	31	100%

Le taux de la réponse « Un peu » est le plus important. On peut remarquer que pour la question précédemment étudiée, « Pensez vous que les sorties nature et/ou cette présence dans les zones protégées aient renforcé votre sensibilité aux problèmes environnementaux? », la réponse « Un peu » obtenait également le taux le plus important pour les « Nantais » (32,3%) et les Briérons (45,2%). Il est donc intéressant d'étudier ce phénomène.

La formulation du questionnaire, ou la compréhension du sujet d'étude au fur et à mesure de la lecture et peut-être l'envie de « faire plaisir » de la part de l'enquêté, peuvent l'amener à convenir de ce renforcement de leur sensibilité sans qu'il n'ait constaté préalablement celui-ci. Spontanément, les enquêtés n'auraient peut-être pas dit cela.

Nous pouvons, en effet, constater le taux moyen de pratiques environnementales des enquêtés Briérons répondant « Un peu » est inférieur à celui de ceux répondant « Pas du tout ».

Graphique 34 : Croisement de la croyance en un renforcement de la sensibilité aux problèmes d'environnement en fonction de l'habitat en zone protégée et le taux des pratiques environnementales chez les Briérons



Cette influence positive de la mise en place de la zone protégée sur leur sensibilité à l'environnement, et donc sur leur pratique n'est pas prouvée.

Par ailleurs, nous remarquons que malgré la politique du Parc importante en matière de pédagogie de l'environnement en direction des habitants, le pourcentage de Briérons interrogés ayant pratiqué des sorties nature (22,6%) est sensiblement équivalent à celui des « Nantais » (19,4%). Nous pouvons nous attendre à une plus grande participation des Briérons compte tenu de leur proximité de ces actions. Néanmoins, nous constatons que le taux de pratiques environnementales des Briérons ayant pratiqué des sorties nature (72,57%) est plus élevé que celui des « Nantais » ayant aussi participé à des sorties nature (66,75%). Nous nous sommes intéressés aux organismes responsables de ces sorties :

Croisement du nom des organismes cités par les Nantais et avec leurs pratiques		
	Nombre de citations	Taux moyen des pratiques environnementales
Ecole	4	56,25%
LPO	3	70%
BREF	1	83%
Club alpin	1	63%
Le pas des siècles	1	83%

Croisement du nom des organismes cités par les Briérons et avec leurs pratiques		
	Nombre de citations	Taux moyen des pratiques environnementales
Parc	4	81,75%
Ecole	3	60,33%
Bretagne vivante	1	83%
SBCO (société botanique centre ouest)	1	83%

Tableaux 19, 20 : Croisement du nom des organismes cités et avec leurs pratiques chez les Nantais et les Briérons

Les sorties nature organisées par le Parc pourraient donc potentiellement permettre une sensibilisation importante, si le nombre d'habitants y participant était plus élevé.

De plus, nous constatons que le pourcentage des personnes ayant déjà fréquenté une autre zone protégée est faible.

Tableau 21 : Fréquence de la présence dans une autre zone protégée chez les Briérons

Avez-vous déjà été dans une autre zone protégée?	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	8	25,8%
Oui	16	51,6%
Non	5	16,1%
Ne sait pas	2	6,5%
TOTAL OBS.	31	100%

Nous tenons compte, dans le tableau précédent, du taux de « Non réponse » qui est très élevé, car il peut être assimilé à la réponse « Ne sait pas » ou « Non ». Pourtant, si nous ne le considérons pas, le pourcentage de présence dans une autre zone protégée atteint encore seulement 69%. Comparativement, 77,4% des « Nantais » déclarent être déjà allés dans une zone protégée, 19,4% ne pas y avoir été, et 3,2% ne savent pas, et n'y a pas de « Non réponse ». Malgré le fait que les questions ne soient pas totalement identiques (« une autre zone protégée »), nous pouvons conclure que les Briérons sont beaucoup moins amenés à visiter un espace protégé, ou en ont moins l'envie.

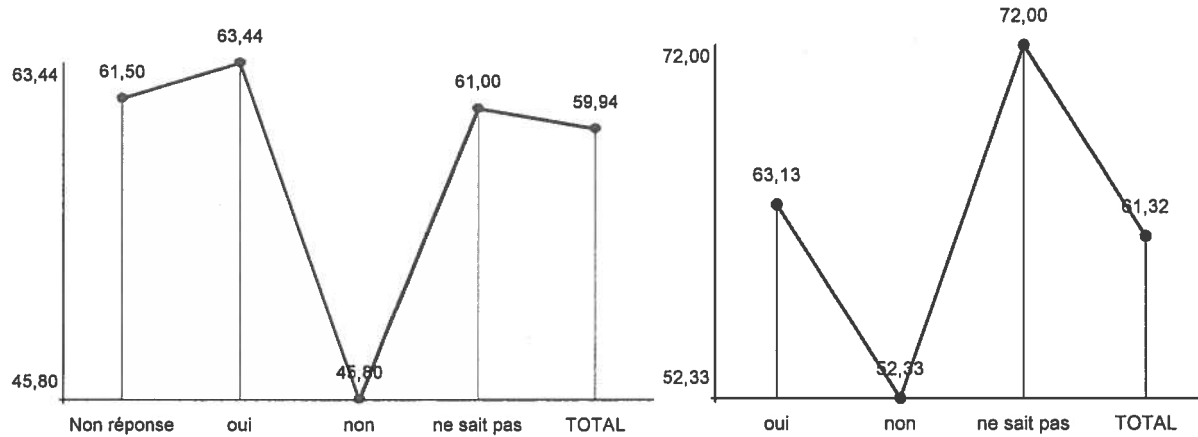
Comme nous avons préalablement établi le lien entre visite d'une zone protégée et sensibilité à la nature, nous pouvons conclure que la sensibilité à la nature, dans le sens que nous avons défini, des Briérons est plus faible que celles des autres échantillons. Cela bien qu'elle soit, selon la majorité d'entre eux, renforcée par le fait d'habiter une zone protégée. Les taux de participation aux sorties nature restent dans des proportions similaires aux Nantais et ne permettent pas de renverser cette tendance.

Comme nous l'avions supposé en partie I, les Briérons semblent avoir une représentation de leur environnement moins liée à celle d'un espace protégé qu'à celle de leur lieu de vie et d'activités anthropiques. Nous étudierons leurs visions de la zone protégée et la comparerons celles des touristes, car elles sont très divergentes. Mais avant, voyons comment cette visite au titre de « touristes » dans les zones protégées peut être liée à de meilleures pratiques.

2) Un lien avéré entre fréquentation touristique et pratiques environnementales

Autant en ce qui concerne les Briérons que les Nantais, nous pouvons observer que la non fréquentation de zones protégées au titre de visites est corrélée avec des taux de pratiques faibles.

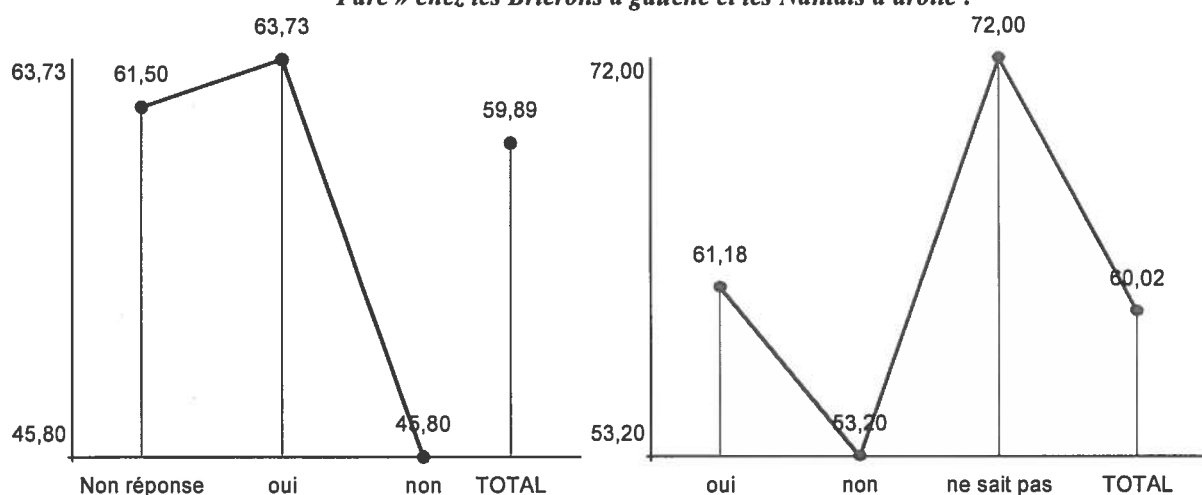
Graphiques 35, 36 : Croisement de la fréquentation d'une zone protégée autre que l'habitation et des taux de pratiques environnementales chez les Briérons (à gauche) et les Nantais (à droite)



Il faut pourtant considérer que ces personnes ne représentent pas dans chaque échantillon un effectif important : 12 personnes chez les Nantais, soit 19,35%, et 5 personnes chez les Briérons, soit 16,13%.

Pour aller plus loin et isoler l'influence de la partie « sensibilité à la nature » délivrée en dehors des zones protégées, nous avons conservé les personnes n'ayant pas participé à des sorties nature, et celles dont l'organisme régisseur de la sortie était le Parc. Une fois ces groupes ou « strates » identifiés dans chacun des échantillons, Briérons ou Nantais, nous avons croisé leur taux de pratiques environnementales avec leur fréquentation touristique ou non dans des zones protégées.

Graphiques 37, 38 : Croisement du taux de pratiques environnementales et de la fréquentation touristique dans les zones protégées pour les strates de « non participation à des sorties nature délivrées par un autre organisme que le Parc » chez les Briérons à gauche et les Nantais à droite :



La différence entre le taux de pratiques de ceux ayant fréquenté une zone protégée et ceux ne l'ayant pas fait, est flagrante ! De 63,73% pour les Briérons ayant fréquenté une autre zone protégée, à 45,80% pour ceux ne l'ayant pas fait, soit un taux moyen de pratiques diminuant de 20 points ! Et de 61,18% pour les Nantais ayant fréquenté des zones protégées à 53,2%. L'efficacité de l'action de sensibilisation délivrée dans la zone protégée est donc démontrée.

Pour éliminer encore, l'influence d'une sensibilité préalable à la venue dans une zone protégée, nous avons affiné l'étude avec une l'observation d'une state des Briérons n'ayant participé absolument à aucune « sortie nature ». La même liaison du pourcentage de pratiques environnementales avec la présence ou non dans une autre zone protégée est constatée (passage d'un taux de 59,92% à un taux de 40%). L'influence de la visite dans une zone protégée sur les pratiques quotidiennes en faveur de l'environnement est donc démontrée.

Pour ne pas laisser de doutes sur notre analyse, nous avons détaillé ci-dessous, l'effectif de chaque réponse des deux premiers graphiques. Les taux élevés constatés pour les « non réponses » et « Ne sait pas » correspondent à de faibles effectifs, ils sont donc bien négligeables.

Tableaux 22, 23 : Taux de présence dans une zone protégée des strates de « non participation à des sorties nature délivrées par un autre organisme que le Parc » chez les Briérons à gauche et les Nantais à droite :

Présence dans une autre zone protégée?	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	8	28,6%
Oui	15	53,6%
Non	5	17,9%
Ne sait pas	0	0,0%
TOTAL OBS.	28	100%

Présence dans une zone protégée ?	Nb. cit.	Fréq.
Oui	38	76,0%
Non	10	20,0%
Ne sait pas	2	4,0%
TOTAL OBS.	50	100%

3) Des représentations et des connaissances du PNR de la Brière hétérogènes

Ayant observer la relation du le taux de pratiques environnementales avec la fréquentation touristiques des zones protégées, mais pas celle avec l'habitation, nous proposons l'étude des représentations des zones protégées selon qu'elles soient lieu d'habitat ou de visite.

a. Les habitants

Tout d'abord, il est intéressant d'observer qu'à la question portant sur leur lieu d'habitat, toute la population briéronne ne s'accorde pas pour dire que c'est une zone protégée :

On constate aussi que lorsque l'on demande à l'enquêté de nous dire librement le type de zone protégée, le pourcentage de « non réponse » est de 27,3%. Le terme complet de Parc Naturel Régional est cité par moins de 10 % des interrogés, les autres réponses sont des variantes incomplètes de cette dénomination, à l'exception de la mention « faune et flore ». En tête, avec 31,8%, les interrogés répondent « Parc Naturel ».

Est-ce une zone protégée?	Fréq.
Non réponse	6,4%
oui	91,2%
non	3,2%
TOTAL OBS.	100%

Type de zone protégée ?	Fréq.
Non réponse	27,3%
parc	9,1%
parc naturel	31,8%
parc régional	18,2%
parc naturel régional	9,1%
faune et flore	4,5%
TOTAL OBS.	100%

Nous constatons donc que les Briérons enquêtés ne connaissent pas bien la zone de protection dans laquelle ils résident (27,3% de « non réponse »). En effet, lorsque l'on leur demande « Où habitez vous ? A quelle entité administrative appartient la zone où vous habitez? », les mots utilisés pour décrire la zone où ils habitent, sont divers :

Tableaux 24 : Taux de citations des termes utilisés pour décrire la zone d'habitation chez les Briérons

Termes cités	Taux de la citation parmi les réponses	Taux de la citation parmi l'échantillon total
Village	13,3%	9,6%
Zone protégée	13,3%	9,6%
Bretagne	6,7%	4,8%
Campagne	6,7%	4,8%
Cap Atlantique	6,7%	4,8%
Guérande	6,7%	4,8%
île de fedrun	6,7%	4,8%
La Brière	6,7%	4,8%
Le Parc Naturel de Brière	6,7%	4,8%
Parc de Brière	6,7%	4,8%
Pays de la Loire	6,7%	4,8%
La presqu'île guérandaïse	6,7%	4,8%
La zone protégée de la Brière	6,7%	4,8%

Parmi ces mots, nous avons identifié des constantes, pourtant un sens, des notions implicites peuvent se cacher derrière la définition donnée. Par exemple, la presqu'île guérandaïse peut signifier pour l'interrogé une zone protégée. Nous avons indiqué le pourcentage de citations pour chaque regroupement significatif.

	Un type de protection 33,3%		Une entité administrative large 20%	Un lieu	Un qualificatif
La Brière	Parc 13,3%	Brière 26,6%			
Parc de Brière					
Le parc naturel de Brière					Naturel 6,7%
La zone protégée de la Brière	Zone protégée 20%				
La zone protégée					
île de fedrun				Ile de fédrun 6,7%	
Guérande				Guérande 13,3%	
La presqu'île guérandaïse					
Cap Atlantique			EPCI ou région géographique ou administrative		
Pays de la Loire					
Bretagne					
Campagne					6,7%
Village					13,3%

Tableaux 25 : Regroupement et taux de citations des termes utilisés pour décrire la zone d'habitation chez les Briérons

Malgré la forte proportion de personnes ne déclarant pas habiter une zone protégée, cet élément de protection semble fortement présent dans la représentation du lieu d'habitation (33,3% des réponses définissent un type de protection). Ce pourcentage est pourtant beaucoup plus faible si on le rapporte à l'ensemble de l'échantillon : 23,8%, soit moins d'un quart de l'échantillon. On observe, en effet, 48% de « Non réponses ». Le mot Brière arrive ensuite le plus souvent. La population s'identifie donc fortement à ce territoire. Viennent ensuite les termes décrivant un type de protection. Dans des proportions plus faibles, les enquêtés décrivent des structures administratives régissant le territoire à différente échelle, et finalement des qualificatifs de leur lieu de résidence.

Nous avons ensuite comparé ces mots et groupes de mots aux taux moyens des pratiques et nous les avons classés selon ce taux :

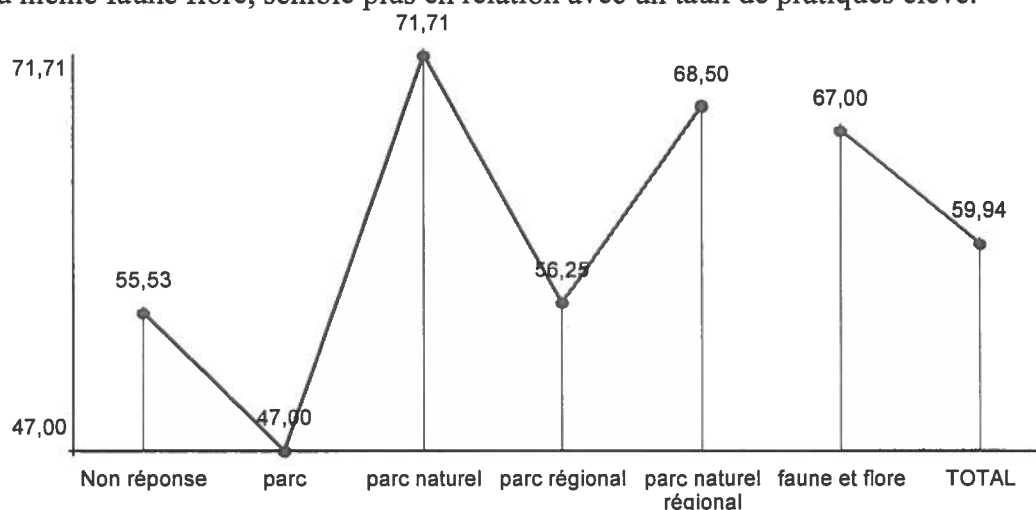
Tableaux 26, 27 : Classement des définitions de la zone d'habitat et des regroupement selon le taux moyen de pratiques

Réponse	Taux de pratique %
Pays de la Loire	97
la Brière	80
Cap Atlantique	77
Parc de Brière	70
Zone protégée de la Brière	67
Zone protégée	63,5
La presqu'île guérandaise	63
Bretagne	63
Le Parc Naturel de Brière	60
Ile de Fedrun	53
Guérande	33
Village	33
Campagne	23

Regroupement par type de mots	Taux de pratique %
EPCI ou région géographique ou administrative	79%
Brière	69%
Un type de protection	65%
Naturel	60%
Un lieu	50%
Village et campagne	28%

Les personnes définissant le territoire soit par le terme de Brière, ou soit par des termes décrivant une zone protégée, ont de bonnes pratiques, ce ne sont pourtant pas les meilleures. Celles ayant une vision plus « traditionnelle » de leur territoire (village, campagne) ont un taux de pratiques plus faible.

La connaissance du type de la zone protégée est, elle aussi, corrélée avec de bonnes pratiques. Par contre, la définition du niveau administratif (ajout du terme « région ») ne l'est pas. Le terme naturel, ou même faune flore, semble plus en relation avec un taux de pratiques élevé.



Graphique 39 : Croisement du taux de pratiques environnementales et de la connaissance du type de protection de la zone d'habitation chez les Briérons

Ces derniers éléments font en effet plus appel à une image de la nature « sauvage », qu'il faut donc préserver, notamment et surtout des activités humaines. Contrairement, les termes Parc et Régional renvoient des structures définies par l'homme.

Nous allons maintenant nous intéresser à la connaissance des actions du Parc par les habitants :

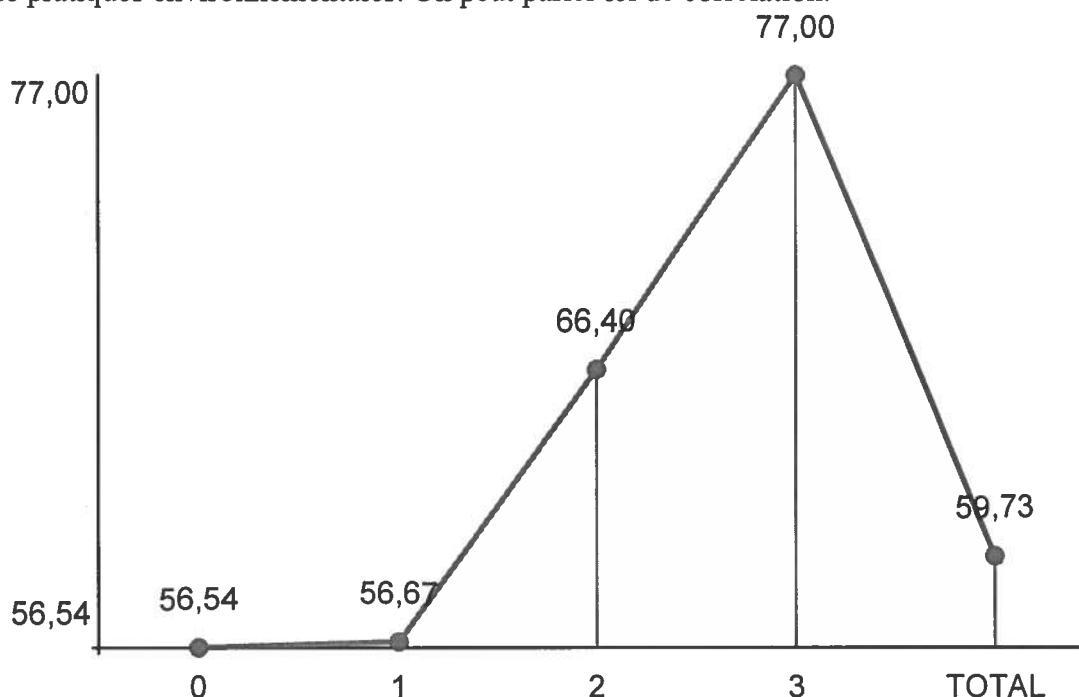
Tableaux 28, 29 : Taux des réponses citées à la demande d'actions du Parc, et taux de citations d'actions du Parc chez les Briérons

Actions du Parc citées	Fréq.
Non réponse	59,1%
Toits de chaume	22,7%
Les oiseaux	18,2%
Subventions	9,1%
Tri	4,5%
Natura 2000	4,5%
Soirée conte, fête du parc, Kerhinet	4,5%

Nombre actions citées	Fréq.
0	59,1%
1	13,6%
2	22,7%
3	4,5%
TOTAL OBS.	100%

Tout d'abord, nous pouvons remarquer que le pourcentage le plus important est celui des « Non réponse ». Suit le pourcentage d'actions visibles et qui touchent directement les habitants du parcs : les toits de chaume. D'autant plus que l'action « subventions » est sûrement relatif à ceux-ci. Ensuite, nous nous intéressons au nombre d'actions citées par chaque enquêté. Majoritairement, aucune action du Parc n'est citée, elles sont donc peu connues des habitants, ensuite le taux de personnes citant deux actions est supérieur à celui des personnes n'en citant qu'une. Une seule personne en a cité plus de deux.

Finalement nous pouvons observer que le nombre d'actions citées est fortement corrélé avec le taux de pratiques environnementales. On peut parler ici de corrélation.



Graphique 40 : Croisement du nombre d'actions citées avec le taux de pratiques environnementales

b. Les touristes

Les touristes fréquentant ces zones sont par une faible majorité urbains 53%, et recherchent en priorité un lieu d'observation de la nature, puis le calme et le silence et finalement un lieu de promenade ou d'activité sportive. Cela ne correspond pas à la vision d'urbains utilisant les zones protégées comme des lieux de récréation.

Tableau 30 : Taux de réponses aux différentes motivations de la venues dans les zones protégées chez les touristes de Brière

Que venez-vous rechercher dans ces lieux?	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	7,1%
Calme, silence	9	64,3%
Lieu de promenade ou activité sportive	6	42,9%
Lieu d'observation de la nature	12	85,7%
Autre	0	0,0%
TOTAL OBS.	14	

Ils sont peu à avoir participé à des sorties nature, pensent majoritairement avoir acquis des connaissances aux niveau de la reconnaissance de la faune, de la flore et des gestes environnementaux. Ils ont un taux moyen de pratiques environnementales fort de 69,93%.

Sorties nature	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	7,1%
Oui	3	21,4%
Non	10	71,4%
TOTAL OBS.	14	100%

Nouvelles connaissances?	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	3	21,4%
Faune/ flore	9	64,3%
Gestion et protection	3	21,4%
Gestes environnementaux	8	57,1%
Autre	0	0,0%
TOTAL OBS.	14	

Tableaux 31, 32 : Taux de participation aux sorties nature et taux de connaissances acquises les touristes de Brière

Pour définir la zone où ils se situent, différents termes sont employés, le plus fréquemment cités est la Brière par 50% des interrogés. Si l'on compile cette réponse avec « Parc de la Brière », on voit que le territoire est identifié par 64,3% des touristes, soit presque les deux tiers.

On peut ensuite voir que ces emplois sont corrélés avec un taux de pratiques environnementales élevé est forte. En effet, les taux des zones identifiées comme étant de la Brière et du Parc de la Brière sont les plus élevés.

Où nous situons nous?	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	2	14,3%
Guérande	1	7,1%
Loire Atlantique	2	14,3%
Brière	7	50,0%
Parc de la Brière	2	14,3%
TOTAL OBS.	14	100%

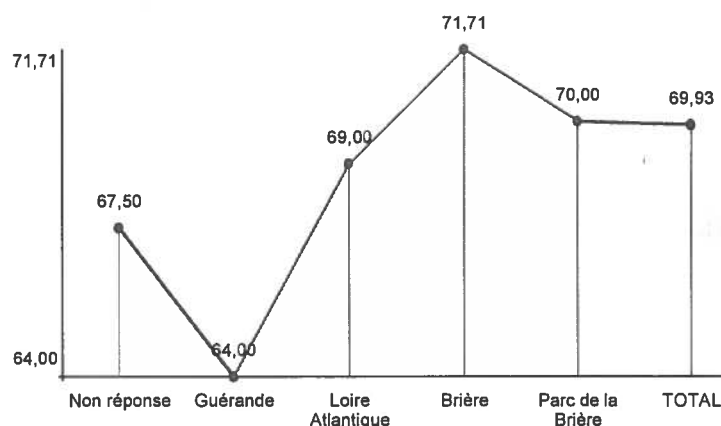


Tableau 33 et graphique 41 : Taux des termes et croisement avec le taux de pratiques environnementales chez les touristes de Brière

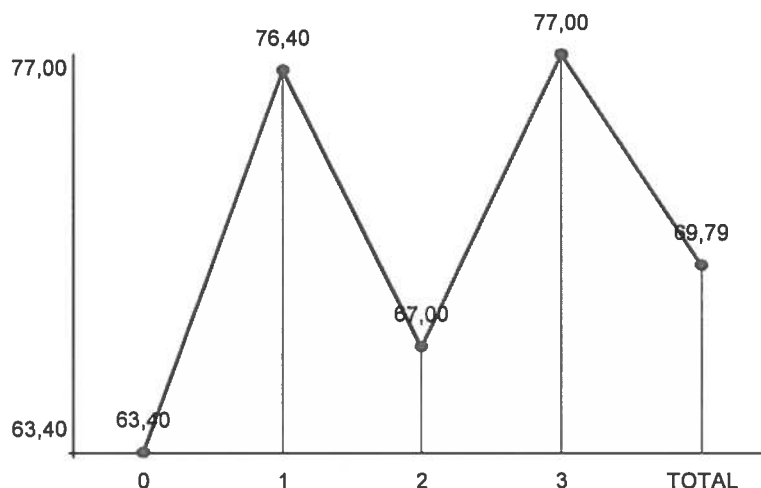
Des actions du Parc sont identifiées par plus de la moitié des touristes interrogés (64,2% citent au moins une action). Elles sont donc mieux connues que par les habitants. Par contre, proportionnellement, parmi les personnes citant au moins une action, la part de celles en citant deux est beaucoup plus réduite chez les touristes (33%) que chez les habitants (66%).

Actions du parc	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	5	35,7%
Promenade en barque	1	7,1%
Toits de chaume	5	35,7%
Pêche	1	7,1%
Oiseaux	1	7,1%
Tourisme et commerce de produit locaux	3	21,4%
restauration des marais, entretien	3	21,4%
TOTAL OBS.	14	

Nombre actions citées	Nb. cit.	Fréq.
0	5	35,7%
1	5	35,7%
2	3	21,4%
3	1	7,1%
TOTAL OBS.	14	100%

Tableau 34, 35 : Taux des réponses citées à la demande d'exemple d'actions du Parc et taux du nombre de citations chez les touristes de Brière

La corrélation avec le taux de pratiques est moins évidente qu'avec les Briérons, mais l'on peut observer que le taux de pratiques ne correspondant à aucune action citée est le plus bas.



Graphique 42 : Croisement du nombre d'actions citées et des taux des pratiques environnementales chez les touristes de Brière

Les actions du Parc semblent donc mieux connues des touristes que des habitants et ces premiers s'expriment plus sur le sujet (le nombre de non réponse est négligeable). Cela tient au fait que les touristes ont choisi de venir volontairement dans un Parc. On ne rencontre donc pas de « réfractaires ». Ils partagent plus la vision de nature sauvage qui est corrélée avec de bonnes pratiques environnementales. On peut pourtant constater qu'à partir du moment où une connaissance des actions du Parc existe, elle est plus importante chez les Briérons et semble plus corrélée avec de meilleures pratiques.

CONCLUSION

Après avoir étudié les fondements psychiques et philosophiques de la protection de la nature et les représentations qui sont liées à cette dernière, nous avons noté l'évolution de cette préoccupation vers la notion plus large d'environnement et de développement durable avec la mise en place de la globalisation et le nouveau contexte mondial des problèmes d'environnement. Cette préoccupation environnementale s'est progressivement substituée à la protection de la nature dans l'opinion, ceci avec une prise en considération de plus en plus importante au sein de la société.

Nous avons ensuite observé les pratiques quotidiennes et leurs évolutions vers une plus grande prise en compte de l'environnement. Dans le même temps, l'orientation des politiques des zones protégées évoluait vers une plus grande communication et sensibilisation. Parallèlement, la fréquentation du public augmentait.

Nous avons alors exposé des opinions et critiques, parfois acerbes, sur les zones protégées, sur les compromis que nécessitent leur mise en place et leurs dérives : marketing, aménagements au profit des activités humaines... Nous avons observé des bilans et des évaluations de certaines d'entre-elles assez mauvais (îles Galápagos, remise en cause de limites pour l'implantation d'une station ski).

Nous avons donc souhaité évaluer l'efficacité de la protection de la nature dans les zones protégées, particulièrement la sensibilisation effectuée dans celles-ci, pour établir si elles pouvaient avoir un impact en dehors de leurs limites, en influençant les visiteurs vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement. Nous avons pour cela étudié le cas de la Brière, Parc Naturel Régional, et de différents publics s'y rapportant : des habitants et des touristes interviewés dans celle-ci, ou des habitants situés en périphérie. Nous avons aussi considéré les pratiques d'un public de spécialistes, « écosensible », les adhérents de la LPO (ligue de protection des oiseaux).

Nous avons étudié les facteurs qui peuvent influencer les pratiques indépendamment de la venue dans les zones protégées, et ceux qui peuvent motiver les visites de celles-ci. Au terme de notre étude, nous pouvons dire que ces liens établis sont en majorité confirmés.

La sensibilité à la nature que nous avons défini soit globalement, soit par trois composantes (contact, étude et connaissance, connaissance des types de protection et de gestion), a été fortement corrélée aux taux de pratiques élevés, dans son ensemble et dans chacune de ses dimensions.

Le lien entre la sensibilité à la nature et à l'environnement est admis par une majorité des interrogés puisque 74% de la population totale adhèrent à l'idée que les sorties nature et leur fréquentation de zone protégée ont renforcé leur sensibilité aux problèmes d'environnement. Ils ne croient pourtant pas en une modification de leurs pratiques.

Pourtant, nos observations des croisements des variables « présence » et taux de pratiques confirment en partie ce lien. Nous distinguons pour étudier cette liaison, les présences dans les zones protégées dues à une habitation, fréquentations de type résidentiel, et celles dues à une visite de type touristique. Nous constatons que cette dernière est fortement

corrélée avec de meilleures pratiques. L'observation des échantillons de touristes et des strates de ceux ayant été ou non en « visite » dans des zones protégées le montre.

A contrario, le fait d'habiter dans une zone protégée n'entraîne pas de meilleurs taux de pratiques et sont même les plus bas ! Le biais de l'étude d'une zone rurale sur le taux des pratiques, en particulier pour ce qui est des déplacements, a été envisagé mais il n'a pas été retenu comme significatif au vu des autres observations. Par contre, les difficiles relations observées de certains habitants avec le Parc, voire leur hostilité envers celui-ci, ont pu influencer les résultats.

Les habitants ont une représentation de la Brière comme celle de la zone où ils habitent, celle de leurs activités anthropiques. Les activités traditionnelles pratiquées par les habitants dans le Parc (chasse, pêche, exploitation du roseau...) permettent, pourtant son entretien et sa régulation. Les habitants participent à ce que l'on peut qualifier de modèle de synchronisme ou conciliation, pour reprendre le terme de Roger BARBAULT, des dynamiques humaines et naturelles. Les habitants, rejetant le Parc, ne sont pas forcément conscients que sans celui-ci l'urbanisation et l'industrialisation proches auraient pris le pas, dans le jeu des contraintes du marché, sur ces traditions. Ils perçoivent plus les interdictions et contraintes qu'ils subissent, où qui leur ont été mises en place que les bénéfices des actions du Parc.

En conclusion, le Parc Naturel de la Brière semble donc bien fonctionner pour les touristes au niveau de l'identification de la zone et de la sensibilisation, puisqu'ils semblent influencé vers de bonnes pratiques. La conciliation de la nature et des activités humaines semble aussi bien opérée. Pour être complète, notre étude aurait pu intégrer une évaluation environnementale. Nous ne disposons que de celle de la charte qui fait un bilan très positif. De plus, nous avons là un exemple où au lieu d'une remise en cause des limites, il est question d'une extension de celles-ci, ce qui est un argument pour une protection efficace de la nature.

La portée des conclusions tirées d'une étude sur une zone particulière, d'un type de protection particulier est peut-être à modérer en ce qui concerne un autre secteur, une autre protection. Ceux-ci engendrent un type de visiteurs particulier : ceux venant à Porquerolles que nous avons cité, ou encore dans les Gorges du Gardon vont peut-être être plus amateurs d'activités sportives ou de loisirs (rafting, plage...). Leur considération pour la nature est moindre et recherchent plus l'obtention de performance, de sensations fortes... Leurs pratiques, malgré leur venue dans une zone protégée, peuvent ne pas être élevées. Renouveler cette étude dans au moins un autre Parc Naturel Régional, et plus tard, dans un autre type de zone protégée, permettrait d'élargir la portée des résultats.

Un autre problème est mis en évidence : celui de la temporalité du questionnaire. Nous voulons évaluer l'influence de la présence dans une zone protégée à un moment donné, en questionnant sur des pratiques antérieures et l'influence de présences dans d'autres zones protégées. Avec un panel plus large d'étude, nous pourrions réduire ce biais.

Il faut aussi avoir conscience que le taux des pratiques environnementales repose sur la subjectivité des enquêtés à évaluer leurs propres pratiques. Il est sur que l'humeur de l'interrogé, son contact avec l'interviewer va influencer ses réponses, son envie de cocher la case régulièrement ou quelques fois... C'est pourtant un facteur qu'il faut admettre en enquêtes psycho-sociales. Pour évincer ce facteur, une étude des évolutions des taux des surfaces des zones protégées, des taux de fréquentation dans celles-ci et des pourcentages de tri de la consommation pourraient donc être effectuée.

En dépit de des réserves énoncées, nous constatons à la fois l'efficacité de la sensibilisation et l'efficacité de la protection. Cette étude semble donc être un contrepoids aux critiques tant techniques qu'idéologiques, qui, comme nous l'avons montré, sont nombreuses. Les dégradations locales sont donc diluées dans des bénéfices globaux pour l'environnement.

Il semble donc que les politiques de communication envers les visiteurs, de « promotion » de ces zones soient payantes pour la nature et qu'elles ne soient pas seulement un atout financier. Utiliser les arguments auxquels sont sensibles les touristes, qui motivent leur venues dans ces zones, semble donc être une bonne stratégie de protection de la nature. Il ne faut pas craindre de jouer la carte du tourisme qui favorise aussi le développement local et le maintien d'activités. Cela à condition de veiller à un équilibre global, à un respect de la nature (capacité de celle-ci à se renouveler...), à opter finalement pour un tourisme raisonné. C'est bien **ce tourisme raisonné ou durable** qui est proposé dans le Parc Naturel de Brière et vers lequel ces observations poussent à tendre.

TABLE DES SIGLES :

Les organismes d'études utilisées :

ADEME : Agence Départementale de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

CREDOC : Centre de Recherche pour l'EtuDe et l'Observation des Conditions de vie

IFEN : Institut Français de l'ENVironnement

INED : Institut National d'Etudes Démographiques

INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

OPRESE : Observatoire des Pratiques et des REprésentations Sociales de l'environnement

SOFRES

Les autres sigles utilisés :

CSP : Catégories Socioprofessionnelles

PNR : Parc Naturel Régional

UICN : Union Internationale pour le Conservation de la Nature

INDEX DES TABLEAUX

<i>Tableau 1 : Récapitulatif des problèmes de la mise en place d'une limite</i>	<i>p.16</i>
<i>Tableau 2 : Les critiques de l'évaluation des zones protégées.</i>	<i>p.16</i>
<i>Tableau 3 : Nombre d'enquêtés par échantillon</i>	<i>p.52</i>
<i>Tableau 4 : Structure des enquêtés « Nantais » par type d'habitation</i>	<i>p.53</i>
<i>Tableau 5 : Structure par âge et par sexe de l'échantillon « habitant » enquêtés en Brière</i>	<i>p.53</i>
<i>Tableau 6 : Structure par âge et par sexe des enquêtés à Nantes</i>	<i>p.53</i>
<i>Tableau 7 : Structure par âge et par sexe des enquêtés LPO</i>	<i>p.53</i>
<i>Tableau 8 : Structure par âge et par sexe de l'échantillon « touriste » enquêtés en Brière</i>	<i>p.53</i>
<i>Tableau 9, 10, 11 : Répartition par sexe des échantillons Briérons, Nantais, LPO</i>	<i>p.59</i>
<i>Tableau 12, 13, 14 : Comparaison intentions et pratiques chez les échantillons Briérons, Nantais,</i>	<i>p.59</i>
<i>Tableau 15 : Taux des pratiques environnementales chez les Briérons, Nantais, et LPO</i>	<i>p.65</i>
<i>Tableau 16 : Opinion sur le renforcement de leurs pratiques environnementales chez les LPO, Nantais et Briérons</i>	<i>p.66</i>
<i>Tableau 17 : Taux de pratiques environnementales chez les LPO, Nantais et Briérons</i>	<i>p.72</i>
<i>Tableau 18 : Opinion des Briérons sur l'influence du fait d'habiter dans une zone protégée sur leur sensibilité aux problèmes d'environnement : Pensez-vous que le fait d'habiter dans une zone protégée vous rendant plus sensible aux problèmes environnementaux?</i>	<i>p.72</i>
<i>Tableaux 19,20 : Croisement du nom des organismes cités et avec leurs pratiques chez les Nantais et les Briérons</i>	<i>p.73</i>
<i>Tableau 21 : Fréquence de la présence dans une autre zone protégée chez les Briérons</i>	<i>p.74</i>
<i>Tableaux 22, 23 : Taux de présence dans une zone protégée des strates de « non participation à des sorties nature délivrées par un autre organisme que le Parc » chez les Briérons à gauche et les Nantais à droite :</i>	<i>p.76</i>
<i>Tableaux 24 : Taux de citations des termes utilisés pour décrire la zone d'habitation chez les Briérons</i>	<i>p.77</i>
<i>Tableaux 25 : Regroupement et taux de citations des termes utilisés pour décrire la zone d'habitation chez les Briérons</i>	<i>p.77</i>
<i>Tableaux 26, 27 : Classement des définitions de la zone d'habitat et des regroupement selon le taux moyen de pratiques</i>	<i>p.78</i>
<i>Tableaux 28, 29 : Taux des réponses citées à la demande d'actions du Parc, et taux de citations d'actions du Parc chez les Briérons</i>	<i>p.79</i>
<i>Tableau 30 : Taux de réponses aux différentes motivations de la venue dans les zones protégées chez les touristes de Brière</i>	<i>p.80</i>
<i>Tableaux 31, 32 : Taux de participations aux sorties nature et taux de connaissances acquises les touristes de Brière</i>	<i>p.80</i>
<i>Tableau 33: Taux des termes pour décrire la zone chez les touristes de Brière</i>	<i>p.80</i>
<i>Tableau 34, 35 : Taux des réponses citées à la demande d'exemple d'actions du Parc et taux du nombre de citations chez les touristes de Brière</i>	<i>p.81</i>

INDEX DES GRAPHIQUES

<i>Graphique 1 : Catégorie socioprofessionnelle chez les Briérons</i>	<i>p.54</i>
<i>Graphique 2 : Niveau d'étude chez les Briérons</i>	<i>p.54</i>
<i>Graphique 3 : Catégorie socioprofessionnelle chez les Nantais</i>	<i>p.55</i>
<i>Graphique 4 : Niveau d'étude chez les Nantais</i>	<i>p.55</i>
<i>Graphique 5 : Catégorie socioprofessionnelle chez les Nantais selon leur lieu d'habitation</i>	<i>p.56</i>
<i>Graphique 6 : Niveau d'étude chez les Nantais selon habitation</i>	<i>p.56</i>
<i>Graphique 7 : Catégorie socioprofessionnelle chez les LPO</i>	<i>p.57</i>
<i>Graphique 8 : Niveau d'étude chez les LPO</i>	<i>p.57</i>
<i>Graphique 9 : Catégorie socioprofessionnelle chez les touristes</i>	<i>p.57</i>
<i>Graphique 10 : Niveau d'étude chez les touristes</i>	<i>p.58</i>
<i>Graphique 11 et 12 : Niveau de pratiques environnementales selon la zone d'habitat chez les enquêtés dans le centre de Nantes et les adhérents LPO</i>	<i>p.59</i>
<i>Graphique 13 : Croisement de l'âge et des pratiques environnementales chez les Nantais</i>	<i>p.60</i>
<i>Graphique 14 : Croisement de l'âge et des pratiques environnementales chez les Briérons</i>	<i>p.60</i>
<i>Graphique 15 : Croisement de l'âge et du taux des pratiques environnementales chez les LPO :</i>	<i>p.61</i>
<i>Graphique 16 : Croisement des CSP et des pratiques environnementales chez les Briérons</i>	<i>p.61</i>
<i>Graphique 17 : Croisement des CSP et des pratiques environnementales chez les Nantais</i>	<i>p.62</i>
<i>Graphique 18 : Croisement des CSP et des pratiques environnementales chez les LPO</i>	<i>p.62</i>
<i>Graphique 19 : Croisement des niveaux d'études et des pratiques environnementales chez les Briérons</i>	<i>p.63</i>
<i>Graphique 20 : Croisement des niveaux d'études et des pratiques environnementales chez les Nantais</i>	<i>p.63</i>
<i>Graphique 21 : Croisement des niveaux d'études et des pratiques environnementales chez les LPO</i>	<i>p.64</i>
<i>Graphique 22 : Croisement des strates de population ayant participé à des sorties nature et des pratiques environnementales chez les Nantais et les Briérons</i>	<i>p.65</i>
<i>Graphique 23 : Croisement de la croyance en une modification de la sensibilité aux problèmes d'environnement et des taux des pratiques environnementales</i>	<i>p.67</i>
<i>Graphique 24 : Croisement de la croyance en une modification des pratiques et le taux des pratiques environnementales chez les Briérons</i>	<i>p.68</i>
<i>Graphiques 25, 26 : Croisement de la croyance en une modification des pratiques et le taux des pratiques environnementales chez les LPO et Nantais</i>	<i>p.68</i>
<i>Graphique 27 : Croisement entre le nombre de zones protégées citées et le taux des pratiques environnementales chez les LPO</i>	<i>p.69</i>
<i>Graphiques 28, 29 : Croisement entre les connaissances acquises pendant les visites et le taux des pratiques environnementales chez les Nantais et les LPO</i>	<i>p.69</i>
<i>Graphique 30 : Croisement entre les connaissances acquises pendant les visites et le taux des pratiques environnementales chez les Briérons</i>	<i>p.70</i>
<i>Graphiques 31, 32, 33 : Croisement entre la connaissance du type de zones protégées fréquentées et le taux des pratiques environnementales chez les LPO, Nantais et Briérons</i>	<i>p.70</i>
<i>Graphique 34 : Croisement de la croyance en un renforcement de la sensibilité aux problèmes</i>	<i>p.73</i>

*d'environnement en fonction de l'habitat en zone protégée et le taux des pratiques
environnementales chez les Briérons*

*Graphiques 35, 36 : Croisement de la fréquentation d'une zone protégée autre que l'habitation et des
taux de pratiques environnementales chez les Briérons (à gauche) et les Nantais (à
droite)* *p.75*

*Graphiques 37, 38 : Croisement du taux de pratiques environnementales et de la fréquentation
touristique dans les zones protégées pour les strates de « non participation à des
sorties nature délivrées par un autre organisme que le Parc » chez les Briérons à
gauche et les Nantais à droite :* *p.75*

Graphique 40 : Croisement du nombre d'actions citées avec le taux de pratiques environnementales *p.78*

*Graphique 41 : croisement du taux des termes avec le taux de pratiques environnementales chez les
touristes de Brière* *p.79*

*Graphique 42 : Croisement du nombre d'actions citées et des taux des pratiques environnementales chez
touristes de Brière* *p.80*

BIBLIOGRAPHIE

BARBAULT, R., *Un éléphant dans un jeu de quilles*, Paris, Seuil, 2006.

BELLANGER, B., *Kyoto, un projet voué à l'échec ?*, Science & Vie, août 2006.

BESSE, J.-M., et ROUSSEL, I., *Environnement : Représentation et concepts de Nature*, Paris, Seuil, 1998.

BLOEMERS, M.C., *Historique de la protection de la nature*, dans de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature et de ses ressources (U.I.C.N), *Derniers refuges, atlas commenté des Réserves Naturelles dans le monde*, Paris, ELSEVIER, 1956 .

DOBRE M., et MONTEIRO S., 1999, *Trier, récupérer, réparer. Les pratiques des ménages en matière de déchets*, INSEE, 4 p.

GUERIN-PACE, F. et COLLOMB, P., *Les contours du mot **environnement** : enseignement de l'analyse textuelle*, l'Espace géographique, n°1, 1998.

MARESCA,B. et HEBEL, P.; coordination assurée par Martine Berlan-Darqué (Ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, direction générale de l'Administration et du Développement, service de la recherche et des affaires économiques), *L'environnement : ce qu'en disent les Français*, Paris, Ed. La documentation française, 1999.

MATAGNE, P., *Comprendre l'écologie et son histoire. Les origines, les fondateurs et l'évolution d'une science*, Paris, Delachaux et Niestlé, 2002.

MOUGENOT, C., *Prendre soin de la nature ordinaire*, Paris, La Maison des sciences de l'homme_INRA, 2003.

LARRERE, C., et LARRERE, R., *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*, Paris, Ed. Aubier, 1997.

LE PETIT LAROUSSE GRAND FORMAT, Paris, Larousse, 2006.

PRENDERGAST, S., *Quel accès à la nature ? Le rôle des zones protégées*, extrait des actes [du] Colloque / organisé par le Conseil de l'Europe dans le cadre de la 32^e réunion annuelle des agences nationales du Centre Naturopa, *La Nature comme patrimoine: de la sensibilisation à l'action*, Strasbourg, Ed. du Conseil de l'Europe, 2002

RIENTJES, S., *La perception de la nature*, extrait des actes [du] Colloque / organisé par le Conseil de l'Europe dans le cadre de la 32^e réunion annuelle des agences nationales du Centre Naturopa, *La Nature comme patrimoine: de la sensibilisation à l'action*, Strasbourg, Ed. du Conseil de l'Europe, 2002.

Société française pour le droit de l'environnement et Université de Limoge et CRIDEAU-CNRS, *20 ans de protection de la nature*, Paris, Ed. PULIM, 1996.

TERRASSON, F., *La civilisation anti-nature*, Paris, Ed. du Rocher, 1994.

THEYS, J., *L'environnement au 21^{ème} siècle, entre continuités et ruptures*, éd. GERMES, 1998.

Dossier de presse des « Rencontres des Parcs Nationaux », Valdeblore, Parc national du Mercantour, avril 2006.

ERRATUM

- p.2 de l'introduction, § 2, l.2 : « ... nous proposons ici **d'évaluer** ce qui fonctionne... »
- p.3 de l'introduction, § 1, l.1 : « Dans un **second** temps,... »
- p.3 de l'introduction, § 4, l.5 : « ...ces lieux, puis la **structure** des échantillons... »
- p.13, § 1, l.4 : « ... car elle **contient** à la fois... »
- p.14, titre : « C) Des limites remises en **cause** au fil du temps »
- p.15, § 1, l.1 : « ... **quelque** chose de sacré. »
- p.15, § 4, l.12 : « ...paupérisation des populations locales ; **insuffisance** des moyens... »
- p.15, § 4, l.13 : « prédation **lucrative** de la pêche aux holothuries... »
- p.17, § 1, l. 3 : « ...qui avait, parmi d'autres éléments, **permis** la mise en place... »
- p.17, § 1, l. 4 : « Pour bien différencier l'**emploi** des termes... »
- p.17, § 3, l. 2 : « **Qu'est-ce** que cela veut dire ? »
- p.17, § 5, l. 3 : « L'homme **est-il** le maître, l'intendant ou le serviteur de la nature ? »
- p.18, § 5, l. 1 : « Qu'en **est-il** de la relation entre perception et action ? »
- p.23, § 3, l. 2 : « ... le principe d'interdiction aux sites naturels de grande richesse écologique est mal **perçu**... »
- p.24, § 6, l. 5 : « ampoules basse consommation et l'attention... »
- p.31, § 1, l. 5 : « ...la zone à très haute valeur écologique où **les** activités humaines... »
- p.32, § 2, alinéa 3, l. 4 : « ... **fournit** une assistance technique... »
- p.32, § 4, l.1 : « Ces actions de sensibilisation ont-**elles** des répercussions... »
- p.36, § 4, l. 3-4 : « ... les premiers **essais** du marché européen... »
- p.37, § 2, l. 1 : « Les **logos**, marques... »
- p.40, § 3, l. 2 : « pratique des transports en **commun**... »
- p.44, question 7) : « Pensez-vous qu'elles ont modifié vos pratiques et **favorisé** chez vous... »
- p.44, question 2) : « Pensez-vous **que** le fait d'habiter dans une zone protégée... »
- p.49, § 5, l. 3 : « ...la culture **briéronne** s'est fondée... »
- p.50, § 2, l. 6 : « ...les offices de **tourisme**... »
- p.52, note de bas de page : « le questionnaire dans l'enquête **psychosociale**,... »
- p.54, § 2, l. 1-2 : « ...une partie des questionnaires a été **opérée**... »
- p.57, § 1, l. 1 : « La CSP la plus présente **est**... »
- p.57, § 1, l. 2 : « ...**suivie** par les cadres supérieurs... »
- p.58, § 3, l. 3 : « Après avoir **étudié**... »
- p.58, § 5, l. 4 : « n'y **est** jamais **allé**... »
- p.65, titre graphique : « Avez-vous participé à des sorties **nature** organisées ? »
- p.72, § 1, l.3 : « ...l'écart se **resserre**. »
- p.72, § 2, alinéa 2, l.1 : « ...qui aurait dû être calculé... »
- p.74, titre du tableau : « **Êtes-vous** déjà **allés** dans une zone protégée ? »
- p.74, § 3, l. 5 : « ... ne pas y **être allés**,... »
- p.76, § 4, l. 1 : « Ayant **observé** la relation **du** taux de pratiques... »
- p.80, § 1, l. 1 : « Les touristes fréquentant ces zones sont **pour** une faible majorité... »
- p.80, § 2, l. 1 : « Ils sont peu à avoir **participé** à des sorties nature,... »
- p.80, § 2, l. 2 : « ...**au** niveau de la reconnaissance de la faune... »
- p.82, § 6, l. 1 : « ...la sensibilité à la nature que nous avons **défini**... »
- p.82, § 7, l. 2 : « ...74% de la population totale **adhère** à l'idée... »
- p.83, § 4, l. 2-3 : « puisqu'ils semblent **influencés** vers de bonnes pratiques. La conciliation **entre** la nature et les activités humaines semble aussi bien **s'opérer**... »
- p.83, § 5, l. 5-6 : « Leur considération pour la nature est moindre et **ils** recherchent... »
- p.84, § 1, l. 1 : « En dépit de **ces** réserves énoncées... »

AJOUTS BIBLIOGRAPHIQUES

- ADEME, *Les français et l'environnement : attitudes et comportements*, Paris, Ed. Pulim, 1997.
- BELLANGER, B., *Kyoto, un projet voué à l'échec ?*, Science & Vie, août 2006.
- CLUZET, A., *Au bonheur des villes*, Ed. De l'aube, 2002.
- DATAR, *Quelles France rurale pour 2020 ? Contribution à une nouvelle politique de développement rural durable*, Ed. La documentation française, 2003.
- LAPOIX, F., *Sauver la ville*, Paris, édition du Rocher, 1991
- MERMET, L., *Prospectives pour l'environnement : quelles recherches ? Quelles ressources ? Quelles méthodes ?*, Paris, Ed. La documentation française, 2003.
- PEIXOTO, O., *Les français et l'environnement*, Paris, Ed. Pulim, 1993.
- RUDOLF, F., *Environnement, une construction sociale : pratiques et discours sur l'environnement en Allemagne et en France*, Paris, Ed. Aubier, 1999.
- Société française pour le droit de l'environnement, CRIDEAU-CNRS, *20 ans de protection de la nature*, Université de Limoge, Ed. PULIM, 1996.
- TERRASSON, F., *En finir avec la nature*, Ed. Du Rocher, 2002.
- World Ressources Institute, Union Mondiale pour la Nature, Programme des Nations Unies pour l'Environnement, *Stratégie mondiale de la Biodiversité*, Paris, Ed. Bureau des ressources génétiques du comité français pour l'UICN, 1994.